

Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 14 FÉVRIER 1925

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 14TH FEBRUARY, 1925

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE*

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, $1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication.

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE.*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, $1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication.

qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement. 1

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of $7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House. 2

Lettres patentes

"American Silks and Woollens, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de janvier, 1925, constituant en corporation: Nathan Gordon, Lyon Levine, avocats, et Owen Dawson, secrétaire, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes :

Acheter, vendre et faire commerce autrement de marchandises sèches, soies, satins, fournitures pour tailleurs, tissus de toutes sortes, et draps, lainages et cotonnades en général, exercer le commerce d'importateurs et d'exportateurs de telles marchandises;

Acquérir et disposer de cotons bruts, laines et déchets de coton, et tissus de toute description ou des articles fabriqués avec ces matériaux; tisser ou fabriquer autrement, acheter et vendre, et faire le commerce de coton, toile, chiffons et déchets, laine filée et tissus de toute description, soient tissés, tressés, maillés ou crochetés; traiter, manufacturer et préparer pour le marché tous lesdits produits et leurs sous-produits, soit à l'état préparé, manufacturé ou brut, et soit en gros ou en détail; construire, acheter ou acquérir autrement, et vendre, louer et exploiter des fabriques de coton, toile, soie, lainage et autres tissus de toute description, ou des articles fabriqués avec ces matériaux;

Acquérir et assumer comme industrie active, les industries présentement exercées dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, sous les raisons sociales de "The American Leather Goods Company" et "The Canadian Trading Company" respectivement, avec leur actif, fonds de commerce, les propriétés mobilières et immobilières possédées ou utilisées en rapport avec telle industrie et la clientèle des deux firmes, avec aussi tous les droits et contrats maintenant détenus par chacune d'elles, sujet aux obligations, s'il y en a, qui affectent chacune d'elles, et payer pour chacune desdites firmes en actions acquittées de la compagnie;

Letters patent

"American Silks and Woollens, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1925, incorporating: Nathan Gordon, Lyon Levine, advocates, and Owen Dawson, secretary, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell and otherwise deal in dry goods, silks, satins, tailors' trimmings, textile fabrics of all kinds and cloth, woollen and cotton goods generally, and to carry on the business of importers and exporters of such goods;

To acquire and dispose of raw cotton, wool and cotton waste and fabrics of every description or articles manufactured therefrom; to weave or otherwise manufacture, buy and sell and deal in cotton, linen cloth, shoddy and waste, yarns and fabrics of every description whether textile, trebled, netted or looped; to treat, manufacture and prepare for market all the said products and by-products thereof, either in the prepared, manufactured or raw style and state, and either wholesale or retail; to construct, purchase or otherwise acquire, and to sell, lease and operate manufactories of cotton, linen, silk, woollen and other textiles and fabrics of every description or of articles manufactured therefrom;

To acquire and take over as going concern the businesses now carried on in the city of Montreal, in the province of Quebec, under the firm names of "The American Leather Goods Company" and "The Canadian Trading Company", respectively, with all their assets, stock in trade, real and personal property owned or used in connection therewith and the goodwill of both, together with all rights and contracts now held by each, subject to the obligations, if any, affecting each, and to pay for each of the said firms in paid up shares of this company;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention, qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou qui exerce toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter à la compagnie, soit directement ou indirectement;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir ou entretenir ou aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et choses de nature à profiter aux employés ou aux ex-employés de la compagnie (ou ses précédesseurs en affaires) ou les personnes dépendantes ou alliées à cesdits employés, et accorder des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir des fonds pour des fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies formées dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or

de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de toute charte, permis, pouvoir, autorisation, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'exercer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais et dépens nécessaires;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de cedit pays étranger pour représenter la compagnie et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou personnes ou par cettedite personne;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "American Silks and Woollens, Limited", avec un capital total de cent quarante-neuf mille piastres ($149,000.00), divisé en mille quatre cent quatre-vingt-dix (1,490) actions

for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "American Silks and Woollens, Limited", with a total capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars ($149,000.00), divided into one thousand four hundred and ninety (1,490) shares of

d'une valeur au pair de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de janvier, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

731 C.-J. SIMARD.

"Bourlamaque Syndicate, Limited". (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies Minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de janvier 1925, constituant en corporation: Henry-Noel Chauvin, conseil du Roi, Ernest Howard Cliff, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Jean Martineau, avocat, de la cité de Westmount, province de Québec, pour les fins suivantes:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 6735 à 6741 en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de cette section, et les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation. Les requérants demandent que les lettres patentes pourvoient à ce que les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant qu'ils ont payé ou qu'ils ont convenu de payer pour leurs actions, et que la compagnie soit administrée par un Conseil de sept administrateurs, sous le nom de "Bourlamaque Syndicate, Limited" (libre de responsabilité personnelle) avec un capital total de deux

the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

732 Assistant Provincial Secretary.

"Bourlamaque Syndicate, Limited". (No personal liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January 1925, incorporating: Henry Noel Chauvin, King's Counsel, Ernest Howard Cliff, advocate, both of the city of Montreal, and Jean Martineau, advocate, of the city of Westmount, Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever; and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining, rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in articles 6735 to 6741, in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desires, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

Do all such acts and operations accessory to those above-mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated. The applicants reque t that the Letters patent provide that the shareholders shall incur no personal responsability in excess of the amount of the prise paid or agreed to be paid to the company for its shares, and the company will be managed by a Board of seven Directors, under the name of "Bourlamaque Syndicate, Limited", (No personal Liability), with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars

cent cinquante mille piastres ($250,000.00), divisé en cinquante mille (50,000) actions de cinq piastres ($5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

733 C.-J. SIMARD.

($250,000.00), divided into fifty thousand (50,000) shares of five dollars ($5.00) each.

The head office of the company will be at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

734 Assistant Provincial Secretary.

"Club Eden, Limité".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de janvier, 1925, constituant en corporation: Lorenzo Tellier, marchand, Eugène Leblanc, boulanger, et Emile Leblanc, charpentier, tous des cité et district de Hull, dans les buts suivants:

Procurer à ses membres des moyens de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps;

Fonder, maintenir et gérer un club pour la commodité des membres de la compagnie, se procurer une maison de club et généralement donner aux sociétaires tous les privilèges, avantages, commodités et conforts d'un club;

Exploiter les installations pour des salons de barbier, des salles de billard, de pool et de quilles, des dépôts de journaux et autres publications périodiques, des magasins de cigares, cigarettes, tabacs et bonbons;

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce de restaurateur, y compris la vente de la bière, des vins et des autres boisson alcooliques, en conformité avec les lois de la Province de Québec, de même que des eaux gazeuses, minérales et artificielles, et autres breuvages, et obtenir, à ces fins, une licence de club, ou toute autre license qui sera jugée avantageuse pour les fins de l'entreprise;

Adopter une constitution, faire et édicter des règlements, ordonnances et règles, non-incompatibles avec les lois d'ordre public de la Province de Québec, et pour l'administration et la régie générale des affaires et choses de la corporation et de ses membres, pour la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres pour autoriser les directeurs à s'objecter au transfert des actions de la corporation;

Se faire un revenu au moyen d'honoraires d'entrée, de redevances annuelles, d'autres contributions et cotisations pour commodités et fournitures, l'usage d'aucune propriété du club, avec pouvoir d'établir différentes catégories de membres et de déterminer leurs privilèges, sous le nom de "Club Eden, Limité", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Hull, au numéro 101 rue Principale, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de janvier, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

735 C.-J. SIMARD.

"Club Eden, Limité".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January 1925, incorporating: Lorenzo Tellier, merchant, Eugène Leblanc, baker, and Emile Leblanc, carpenter, all of the city and district of Hull, for the following purposes:

To procure for its members means of recreation and instruction for the mind and relaxation for the body;

To found, maintain and manage a club for the accommodation of the members of the company, procure a club house and generally give members all the privileges, advantages, accommodation and comfort of a club;

To exploit the equipment for barber shops, billiard and pool rooms and bowling alleys, newspaper depots and other periodical publications, cigar, cigarette, tobacco and bonbon stores;

To carry on in general and in all its branches the business of restaurant-keeper, including the sale of beer, wine and other alcoholic liquors, in conformity with the laws of the Province of Quebec, and also gaseous, mineral and artificial waters and other beverages, and obtain for such purposes a club license or any other license that may be deemed advantageous for the purposes of the undertaking;

To adopt a constitution, make and enact by-laws, rules and regulations, not incompatible with the laws of public order of the Province of Quebec, and for the general administration and government of the business and things of the corporation and its members, for the discipline, suspension and expulsion of its members, to authorize the directors to object to the transfer of shares of the corporation;

To derive a revenue by means of entrance fees, annual dues, other contributions and assessments for accommodation and supplies, the use of any property of the club, with power to establish different categories of members and determine their privileges, under the name of "Club Eden, Limité", with a total capital of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be in the city of Hull, No. 101 Main Street, in the district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

736 Assistant Provincial Secretary.

"Josephson's Korrect Klothes, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de janvier 1925, constituant en corporation : Henry Weinfield, avocat, et Marcus Meyer Sperber, avocat et conseil du Roi, tous deux dans la cité de Westmount, Isadore-Louis Tolzess, étudiant en droit, Demoiselles Sarah Miller, sténographe, et Gertrude Goldberg, comptable, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Exercer le commerce de commerçants de lainages et d'étoffes, tailleurs, drapiers, costumiers, manufacturiers de draps, soies, satins, fournitures pour tailleurs, et tissus de toutes sortes, draps et cotonnades en général, et exercer le commerce de tailleurs, merciers, costumiers et drapiers;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention, qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou qui exerce toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter à la compagnie, soit directement ou indirectement;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie,

"Josephson's Korrect Klothes, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1925, incorporating: Henry Weinfield, advocate, and Marcus Meyer Sperber, advocate and King's Counsel, both of the city of Westmount, Isadore Louis Tolzess, student-at-law, Miss Sarah Miller, stenographer, and Miss Gertrude Goldberg, bookkeeper, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the trade and business of dealers in wollen and worsted goods, tailors, clothiers, outfitters, cloth manufacturers, silks, satins, tailors' trimmings, textile fabrics of all kinds, and cloth and cotton goods generally, and to carry on the business of tailors, haberdashers, outfitters and clothiers;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements, with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects,

ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges, et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de cedit pays étranger pour représenter la compagnie et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant de prix, récompenses et dons;

or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Josephson's Korrect Klothes, Incorporated", avec un capital total de dix-neuf mille piastres ($19,000.00), divisé en 60 actions privilégiées, d'une valeur au pair de $100. chacune, et 130 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100.00 chacune.

La partie du capital-actions de la compagnie qui sera mise comme actions privilégiées est divisée en soixante actions de $100. chacune, lesdites actions privilégiées étant privilégiées quant au capital seulement, ne recevront pas de dividendes et n'auront aucun droit de vote, excepté au cas de faillite ou liquidation de la compagnie, tous les votes appartenant aux actions ordinaires.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de janvier, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

739 C.-J. SIMARD.

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Josephson's Korrect Klothes, Incorporated", with a total capital stock of nineteen thousand dollars ($19,000.00), divided into 60 preferred shares of the par value of $100.00 each, and 130 common shares of the par value of $100.00 each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is divided into sixty shares of $100.00 dollars each, the said preferred shares are preferred only as to capital, shall not receive dividends and have no right to vote, except only in the event of the bankruptcy or winding up of the company, all votes being on common shares.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

740 Assistant Provincial Secretary.

"La Brique de Scott, Limitée.—The Scott's Brick, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de janvier, 1925, constituant en corporation: Charles Cantin, notaire, de la paroisse de Saint-Romuald, comté de Lévis, Edgar Gosselin, Achille Pettigrew, avocats, Charles-Edouard Bourdon, docteur en Chirurgie dentaire, Edouard Boisseau Picher, notaire, ces quatre derniers de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acheter ou prendre en mains ou autrement acquérir comme une affaire en opération les affaires maintenant entreprises en la paroisse de Saint-Maxime-de-Scott, comté de Dorchester, province de Québec, par la "Cie de Briques de Scott, Limitée" et tout ou partie de l'actif et du passif de cette compagnie avec l'entreprise, l'achalandage ou clientèle de cette compagnie et tous les droits et contrats maintenant en sa possession, sujets aux obligations de cette compagnie, et payer le prix de cette acquisition en parts acquittées de cette compagnie ou autrement;

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement disposer du marbre, granit, pierre, béton, mosaïque, tuile, ardoise, terre cuite, mortier et autres terres calcinées, et toutes sortes de ciment, bois de construction, bois et toutes autres sortes de matériaux ou fournitures de construction et spécialement manufacturer la brique et tout dérivé de la glaise ou du tuf et en faire le commerce;

Acheter, louer ou acquérir autrement et détenir, posséder, employer et mettre en opération des terrains, bâtisses, mines, carrières, usines, cours d'emmagasinage, entrepôts et matériaux qui peuvent être nécessaires ou utiles à l'entreprise de la compagnie;

"La Brique de Scott, Limitée.—The Scott's Brick, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1925, incorporating: Charles Cantin, notary, of the parish of Saint Romuald, county of Levis, Edgar Gosselin, Achille Pettigrew, advocates, Charles Edouard Bourdon, surgeon dentist, Edouard Boisseau Picher, notary, these last four of the city of Quebec, for the following purposes:

To purchase take over or otherwise acquire as a going concern the undertaking now carried in the parish of St Maxime de Scott, county of Dorchester, Province of Quebec, by the "Cie de Briques de Scott, Limitée" and all or any of the assets and liabilities connected therewith, with the undertaking, goodwill or custom of said company, and all the rights and contracts now in its possession, subject to the liabilities of such company, and to pay for such acquisition in paid up shares of this company or otherwise;

To manufacture, buy, sell in any manner marble, granite, stone, concrete, mosaic, tiles, slate, terra-cotta, calcinized mortar and other earth and all kinds of cement, lumber, wood and any other kind of materials for building supplies and especially to manufacture brick and all the derivatives of clay or turf and to deal therein;

To buy, lease, or otherwise acquire and hold, possess, use and operate lands, buildings, mines, quarries, shops, storage yards, warehouses and materials which may be necessary or useful for the suitable operation of the undertakings of the company;

Faire, entreprendre, exécuter, effectuer des contrats pour la construction, démolition, changements, décorations, entretien, fournitures, ameublement et améliorations de toutes sortes, faire des avances et entreprendre des contrats et arrangements de toutes sortes, avec les constructeurs, propriétaires d'immeubles et autres, faire dans toutes leurs branches respectives les affaires de constructeurs, entrepreneurs, décorateurs, commerçants de pierre, brique, bois, quincaillerie et autres matériaux de construction;

To make, undertake, execute and carry out contracts for the construction, pulling down, altering, decorating, maintenance, equipment, furnishing and equipment of all kinds; to make advances of money to and undertake contracts and agreements of all kinds with builders, owners of immovable and others, to carry on in all branches thereof the business of builders contractors, decorators, dealers in stones, brick, lumber, hardware and other building materials;

Manufacturer, acheter et autrement acquérir, détenir, posséder, hypothéquer, vendre, céder, transférer, placer, trafiquer et faire le commerce d'objets, articles, produits et marchandises et propriétés de toutes classes et descriptions, meubles et immeubles; en un mot tout ce qui est susceptible d'être fabriqué ou de faire l'objet d'un commerce ou entreprise;

To manufacture, buy or otherwise acquire, hold, possess, hypothecate, sell, assign, transfer, invest, deal in and deal with goods, wares, products and merchandises and property of every class and description, movable and immovable, and everything capable of being manufactured or the object of any trade or business;

Acquérir par achat, bail, concession, licence ou autrement et maintenir, mettre en opération, améliorer et développer des pouvoirs d'eau et autres travaux, matériaux, bâtisses et machines, pour la manufacture, production et conversion de pouvoirs électrique, hydraulique, pneumatique, et autres pouvoirs ou force, en faire le commerce de toutes manières et en disposer, et ce, dans les comtés de Beauce et Dorchester;

To acquire by purchase, lease, concession, license or otherwise and to maintain, operate, improve and develop water-powers and other works, materials, buildings and machinery for the manufacturing, producing and converting of electric, hydraulic, pneumatic or other power or force and otherwise deal therein and dispose thereof in the counties of Beauce and Dorchester;

Acquérir par achat, bail ou autrement, le pouvoir électrique, pneumatique, hydraulique ou autre pouvoir, en faire le commerce et en disposer de toutes manières, pourvu cependant que la vente, distribution, transmission ou autre distribution de tels pouvoirs électrique, pneumatique, hydraulique ou autre pouvoir soient conformes à tout règlement municipal et local y relatif, et ce, dans les comtés de Beauce et Dorchester;

To acquire by purchase, lease or otherwise electric, pneumatic, hydraulic or other power or force and otherwise deal therein and dispose thereof; provided however that the sale, distribution, transmission or other disposal of such electric, pneumatic, hydraulic or other power or force be subject to all municipal or local by-laws on that behalf in the counties of Beauce and Dorchester;

Souscrire pour, avec ou sans condition et assumer, émettre sur commission ou autrement, prendre, détenir, en faire le commerce et convertir les stocks, actions, obligations, débentures et garanties de toutes compagnies avec lesquelles cette compagnie peut avoir des relations d'affaires ou faisant des affaires semblables en tout ou en partie aux affaires de cette compagnie, ou autres affaires qui peuvent être conduites pour le bénéfice des affaires de la compagnie, sa propriété ou droit;

To subscribe for, conditionally or unconditionally, and to underwrite, issue on commission or otherwise, take, hold, deal in and convert stocks, shares, bonds, debentures and securities of any company with which this company may have dealings or carrying on business in whole or in part similar or ancillary or other businessess capable of being conducted so as to benefit the company's business, property or rights;

S'associer ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, de l'union des intérêts, avec toute personne ou compagnie exerçant une entreprise ou transaction, ou engagée ou se proposant d'exercer ou de s'engager dans une entreprise que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou toute industrie ou transaction capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et avancer des fonds à, garantir les contrats ou autrement aider toutes telles personne, firme ou compagnie, prendre ou autrement acquérir les actions ou valeurs de toutes telles compagnies et les vendre, détenir ou réémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, firm or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

Acquérir toute entreprise en tout ou en partie semblable à celle de cette compagnie, ensemble avec les biens, matériel, stock, clientèle, franchise, obligations et actif d'icelles de toutes sortes et les payer en argent, actions ou débentures de la compagnie ou autrement;

To acquire any undertaking in whole or in part similar to that of this company, together with the property, plant, stock, good-will, franchises, liabilities and assets thereof of any description and to pay for the same in cash, shares or debentures of the company or otherwise;

Rémunérer, au moyen d'une commission ou autrement, toute personne ou corporation pour

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies

services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription du capital de la compagnie, de ses obligations, bons ou autres valeurs de la compagnie, à l'occasion de la formation, de l'organisation de la compagnie ou relativement à la gestion de ses affaires;

Emettre et répartir des actions acquittées entièrement ou en partie de la compagnie en paiement ou partie de paiement de services rendus ou à être rendus à cette compagnie, en paiement de franchises, entreprises, propriétés mobilières ou immobilières, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licence ou contrat, capital, bons, obligations ou autres propriétés et droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu de ses pouvoirs, et émettre et céder des obligations aux mêmes fins;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera convenable et en particulier pour actions, débentures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou autrement en disposer;

Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer, ou autrement en disposer, mettre à profit, ou faire le commerce de toute partie des biens de la compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement, maintenir, construire et mettre en opération sur les terres de la compagnie ou sur celles dont elle a le contrôle, des voies d'évitement, embranchements, tramways et tout autre moyen de transport sur terre;

Acheter, louer, ériger, construire ou autrement acquérir, posséder, affréter, maintenir, mettre en opération, conduire, naviguer, et employer des bateaux à vapeur et autres, barges, bacs et vaisseaux pour les fins des affaires de la compagnie ou pour toutes autres fins, ou acheter ou autrement acquérir des parts ou actions dans tout vaisseau ou toute compagnie faisant le commerce de transport par eau des personnes et des marchandises;

Acquérir par achat, concession, échange, bail ou autrement. et construire, ériger, mettre en opération, maintenir et conduire des manufactures, boutiques, magasins, dépôts, ateliers pour machines, bâtisses pour engins et autres constructions nécessaires pour ses affaires et toute autre propriété mobilière et immobilière nécessaire et utile ou avantageuse pour l'entreprise de la compagnie et les louer, vendre et autrement en disposer;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, brevets d'invention, octrois, licences, baux, concessions et choses semblables, conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité ou tout secret ou tout renseignement relatif à toute invention qui peut paraître propre à servir ou profiter à tout objet de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible de profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis, ou autrement faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis;

Faire toute convention avec toute autorité souveraine, fédérale. provinciale, municipale, civile, publique et obtenir de telle autorité toutes concessions, octrois, pouvoirs, privilèges et franchises que la Compagnie croira avantageux d'obtenir et faire toute convention et contrat pour l'exploitation et le développement de tels octrois, concessions et privilèges;

Se fusionner à toute autre compagnie dont

for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, bonds, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To issue and allot as fully paid up and non-assessable shares of the company in payment or part payment of services rendered or to be rendered to the company, in payment of franchises, undertakings, movable or immovable properties, rights, powers, privileges, lease, license or contract, stock, bonds, debentures or other properties and rights which this company may lawfully acquire by virtue of its power, and to issue and assign bonds, for like purposes;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any of the property of the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise, maintain, construct and operate on the lands of the company or lands controlled by the company, railway-sidings, tramways and other means of transportation on land;

To buy, lease, erect, construct or otherwise acquire, own, charter, maintain, operate, manage navigate, and utilize steam or other vessels, barges, scows snd boats for the purposes of its business or otherwise and to buy or otherwise acquire shares in any vessels and in any company carrying on by land or water the transportation of passengers and merchandise;

To acquire by purchase, concession, exchange, lease or other legal title and to construct, erect, operate, maintain and manage factories, shops, stores, depots, machine-shops, engine-houses and other constructions and erections necessary for its business or any other movable or immovable property necessary and suitable for the carrying on of any of the objects of the company and to lease, sell and dispose of the same;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, grants, licenses, leases, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, interests or information so acquired;

To enter into any arrangements with any authorities, supreme, federal, provincial, municipal, civil, public, and to obtain from any such authority any concessions, grants, powers, privileges and franchises which the company may think it desirable to obtain, and to enter into any agreements and contracts for the carrying out and development of such grants, privileges and concessions;

To amalgamate with any other company

les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette Compagnie et prendre des actions dans telle compagnie, garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Exercer toute industrie que la Compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec ses entreprises, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie;

Prêter de l'argent aux clients ou autres personnes en relation d'affaires avec la compagnie, aux termes et conditions qui seront jugés convenables et garantir l'exécution des contrats et le paiement des obligations de ces personnes;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèces ou autrement, au moyen de dividendes ou primes ou de toute autre manière, tout ou partie des biens de la compagnie ou produit de la vente ou disposition de tout ou partie des biens de la compagnie;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers et représentants pour toutes autres personnes, firmes et corporations;

Acquérir, transmettre, accumuler, utiliser et aliéner du courant ou de l'énergie électrique pour toutes fins de la compagnie;

Acquérir et détenir des actions, titres, débentures, actions-obligations, bons, obligations, ou valeurs émises ou garanties par toute compagnie constituée et faisant affaires dans n'importe quel pays et des débentures, actions-obligations, bons, obligations et valeurs émises ou garanties par tout gouvernement, commission, corps public, ou autorité souveraine, municipale, locale ou autre, soit au Canada ou ailleurs;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, mandats, débentures et autres instruments négociables et transférables;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débentures, ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des biens mobiliers ou immobiliers ou des droits de la compagnie;

Importer, exporter, manufacturer, vendre, acheter, ou autrement acquérir des marchandises, des produits et effets de toutes espèces et en faire le commerce;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation, à l'incorporation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital-actions;

Obtenir l'enregistrement et la reconnaissance de la compagnie dans tous pays étrangers et

having objects altogether or partly similar to those of the company and to take shares in any such company, guarantee the performance of contracts by any such company or person, with which or with whom the company may have business relations;

To carry on any other industry which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with its undertakings or directly or indirectly calculated to enhance the value of the properties, rights, or products of the company;

To lend money to customers or other persons having dealings with the company on such terms or conditions as they may deem fit and to guarantee the performance of contracts and the payment of the obligations of such persons;

To distribute among the shareholders of the company, in specie or otherwise, by way of dividends or premiums or in other manner deemed proper, any of the property of the company or the products of the sale or alienation of any of the property of the company;

To invest and deal with the money of the company not immediately required, and to dispose of same in such manner as may from time to time be determined;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers and representatives for any other persons, firms and corporations;

To acquire, transmit, accumulate, use and dispose of electric current or power for any of the company's purposes;

To acquire and hold shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, debentures or securities issued or guaranteed by any incorporated company carrying on business in any country and the debentures, debenture stock, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any government, commission, public body, or authority supreme, municipal, local or otherwise, either in Canada or elsewhere;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, debentures, and other negotiable and transferable instruments;

To borrow money upon the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company or to pledge or sell the same for such sums and at such price as may be deemed proper;

To hypothecate, mortgage or pledge any movable or immovable properties, present or future, belonging to the company as the security of any bonds, debentures or other securities which this company is lawfully authorized to issue or any sums of money borrowed for the company's purposes;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, alienate, turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the movable or immovable properties or rights of the company;

To import, export, manufacture, sell, purchase or otherwise acquire and deal in goods, wares and merchandise of every kind;

To pay all and any expenses incidental or connected with the formation, incorporation and promotion of the company or the raising of its capital stock;

To procure the company registered and recognized in any foreign country, and pur-

conformément aux lois de ces pays exercer toute industrie de la compagnie et vendre ses produits dans tous tels pays étrangers et, pour telles fins, établir des bureaux ou succursales et posséder des propriétés dans tous tels pays étrangers et y nommer des agents pour représenter la compagnie et accepter, pour et au nom de la compagnie, signification légale de tout procès ou poursuite;

Acheter ou autrement acquérir les intérêts de toute compagnie dont l'entreprise est en tout ou en partie semblable à celle de cette compagnie;

Les pouvoirs spécifiques mentionnés à chacun des paragraphes ci-dessus ne sont aucunement limités ou restreints par allusion ou en raison des termes de tout autre paragraphe;

Toutes dispositions contenues dans les présentes et qui peuvent être décrétées par règlement de la compagnie ou par règlement des directeurs approuvé par le vote des actionnaires pourront être abrogées ou modifiées par règlement;

Généralement faire toute chose et exercer tout pouvoir que la compagnie peut ou pourra légalement faire ou exercer en vertu et conformément aux lois de la province de Québec ou de toutes autres lois qui s'appliquent actuellement ou s'appliqueront à la compagnie;

Les objets et pouvoirs des clauses qui précèdent seront interprétés comme complétant et non pas comme limitant les pouvoirs généraux, conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est expressément pourvu, dans les présentes, que l'énumération précitée des pouvoirs spécifiques ne limitera ou restreindra, en aucune manière, les pouvoirs de cette compagnie et cette compagnie peut faire toutes les choses nécessaires, utiles ou appropriées à l'accomplissement de toutes fins ou objets ci-dessus énumérés, soit comme principal, agent ou autrement, par l'intermédiaire de fidéicommissaires, agents, ou autres et soit seule ou comme associée avec d'autres firmes, corporations ou individus, sous le nom de "La Brique de Scott, Limitée.—"The Scott's Brick, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($499,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions privilégiées cumulatives avec dividende de 7% pour cent d'une valeur au pair de cent piastres ($100.00) chacune, et vingt-neuf mille neuf cents (29,900) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix piastres ($10.00) chacune.

Les actions privilégiées auront et possèderont toutes les propriétés, droits et privilèges ci-après énumérés et seront sujettes aux restrictions suivantes :—

Les porteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir comme tels, à même les bénéfices nets ou les surplus de la Compagnie tel que déterminé de temps à autre par le bureau de direction, des dividendes privilégiés cumulatifs à compter de la date de l'émission au taux de 7% par année, sur la valeur globale au pair des dites actions détenues par eux respectivement, les dits dividendes étant cumulatifs et payables annuellement le premier janvier de chaque année avant la déclaration ou le paiement d'aucun dividende sur les actions ordinaires, et si, en aucune manière, les dividendes au taux de 7% par année n'ont pas été payés sur les actions privilégiées, le solde déficitaire sera payable sans intérêt à même les bénéfices ou le surplus des années subséquentes ou antérieures déter-

suant to the laws of such countries, to carry on any of the company's business and to sell its products in any such foreign countries and for such purposes, to establish offices or branches and own property in any such foreign country, and to appoint agents therein to represent the company and to accept, for and in the name of the company, service of any process or suit;

To purchase or otherwise acquire the interests of any company the undertaking of which is altogether or partly similar to that of the company;

The specific powers mentioned in each of the above paragraphs shall in no wise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

Any provisions contained herein and which may be enacted by by-law of the company or by by-law of the directors approved by the vote of the shareholders may be repealed or modified by by-law;

Generally to do all things and exercise all powers which the company can or may lawfully do or exercise under and pursuant to the laws of the Province of Quebec or of any other laws which presently apply or shall apply to the company;

The objects and powers of the foregoing clauses shall be construed as extending and not limiting the general powers conferred by the laws of the province of Quebec;

And it is expressly provided herein that the foregoing enumeration of the specific powers shall in no wise limit or restrict the powers of this company and this company may do all things necessary, useful or proper for the attainment of any purposes or objects here-above enumerated, either as principal, agent or otherwise and by and through trustees, agents or otherwise and either alone or in partnership with other firms, corporations, or individuals, under the name of "La Brique de Scott, Limitée—The Scott's Brick, Limited".

The amount of the capital stock of the company shall consist of four hundred and ninety-nine thousand dollars ($499,000.00) divided into two thousand (2,000) 7% cumulative preferred shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each and twenty-nine thousand nine hundred (29,900) common shares of a par value of ten dollars ($10.00) each.

The preferred shares shall have and possess all the preferences, rights and privileges hereinafter expressed, and shall be subject to the following restrictions, namely:

The holders of the preferred shares shall be entitled to receive in respect thereto out of net profits or surplus of the corporation, as determined from time to time by the Board of Directors, cumulative preferential dividends from the date of issue, at the rate of 7% per annum, on the aggregate par value of their respective holdings of said stock, and said dividends shall be cumulative and be payable annually on January first in each year and before any dividends are declared or paid on the common stock, and if in any year dividends at the rate of 7% per annum shall not have been paid on the preferred stock, the deficiency shall be payable without interest out of the net profits or surplus of subsequent as well as previous years, determined by the Board of

miné par le bureau de direction tel que susdit, avant qu'un dividende soit déclaré ou payé sur les actions ordinaires, et les porteurs des dites actions privilégiées participeront en plus dans les bénéfices et profits de la Compagnie avec les porteurs d'actions ordinaires après qu'un dividende de 7% aura aussi été payé à ces derniers;

Survenant la liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie, les actions privilégiées en cours devront être payées en entier et au pair, avec en plus les dividendes courus et leurs arrérages, avant qu'aucun paiement ne soit fait sur les actions ordinaires et les détenteurs des actions ordinaires auront droit de partager au *pro rata* dans le résidu de l'actif;

Les porteurs d'une ou plusieurs actions du capital-actions de la compagnie auront droit à un vote pour chaque action à toute assemblée des actionnaires et dans toute élection des directeurs ils auront le droit de cumuler leurs votes en faveur d'un ou plusieurs directeurs et les porteurs d'actions privilégiées et ordinaires ou communes auront un pouvoir égal de voter et les porteurs des dites actions privilégiées auront le droit de voter à toute assemblée des actionnaires de la compagnie comme les porteurs d'actions ordinaires, excepté que les porteurs d'actions privilégiées n'auront le droit de choisir que deux des membres du bureau de direction de la compagnie;

Chaque action privilégiée est émise sujette au droit, pour la compagnie, de la racheter en aucun temps, (sur un vote de la majorité du bureau de direction adopté quinze jours avant telle date, à une assemblée des directeurs convoquée à cette fin), à sa valeur au pair, avec en plus les dividendes courus et non payés et une prime de dix piastres ($10.00) par action, et les actions ainsi rachetées seront cancellées et ne seront pas réémises, et si une partie seulement du nombre total des actions privilégiées en cours sont rachetées, la majorité des directeurs déterminera quelles actions seront rachetées et déterminera le mode de rachat des actions privilégiées et leur décision à cet effet sera finale. Avis de tel rachat d'actions privilégiées sera envoyé aux détenteurs enregistrés des actions devant être rachetées au moins quinze jours avant la date fixée pour tel rachat, et après cette date, et pourvu que les fonds nécessaires soient disponibles pour cette fin, les dites actions privilégiées n'auront pas droit à aucun autre dividende additionnel.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de janvier, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
741 C.-J. SIMARD.

"La Laiterie Frontenac, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de janvier 1925, constituant en corporation: Félix Rochette, industriel, Ferdinand Rochette et Evariste Rochette, comptables, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ses diverses spécialités l'industrie et le commerce, en gros et en détail, de beurre, de fromage, de lait, de crème, des œufs,

Directors as aforesaid, before any dividends are declared or paid on the common stock, and the holders of said preferred shall further participate in the profits of the company with the holders of common shares after the payment of a dividend of 7% on such common shares;

In case of liquidation, dissolution or winding up of the company, the outstanding preferred shares shall be paid in full at the par value thereof, plus dividends accrued or in arrears thereon, before any payment is made on the common shares, and the holders of the common shares shall be entitled *pro rata* to the remaining assets;

The holders of one or several shares of the company shall have one vote for each share at any meeting of the shareholders and in any election of the directors and shall have the right to cumulate their votes in favour of one or several directors and the holders of preferred and common shares shall have a legal power to vote and the holders of said preferred shares shall have the right to vote at any meeting of the shareholders of the company as the holders of the common shares. save and except that the holders of preferred shares shall only have the right to erect two of the members of board of directors of the company;

Each preferred share is issued subject to the right of the Corporation to redeem it at any time (upon the vote of the majority of the Board of Directors passed at least fifteen days before such date, at a meeting of the Directors called for that purpose) at par value, plus dividends accrued or in arrears thereon and a premium of ten ($10.00) dollars per share, and the shares so redeemed shalll be retired and not re-issued and if less than the total number of preferred shares outstanding are called for redemption at any time, the majority of Directors may determine which shares shall be called, and prescribe the method of the redemption of the preferred shares, and their action to that end shall be conclusive. Notice of any call of preferred shares for redemption shall be sent to the recorded holder or holders of the called shares at least fifteen days before the date fixed for redemption as aforesaid, and after the date fixed for redemption and provided that the necessary funds are then available for such purpose, no further dividends shall accrue upon the preferred shares so called for redemption.

The head office of the company will be at the city of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of January, 1925.

C. J. SIMARD,
742 Assistant Provincial Secretary.

"La Laiterie Frontenac, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1925, incorporating: Félix Rochette, industrial, Ferdinand Rochette and Evariste Rochette, accountants, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its various branches the business of wholesale and retail traders and dealers in butter, cheese, milk, cream, eggs and

et généralement tous produits alimentaires, de quelque nature qu'ils soient; acheter ou vendre ces mêmes produits ainsi que tous les articles avec lesquels ils sont fabriqués ou s'y rattachant de quelque manière;

Acheter ou acquérir et prendre à son nom comme industrie active les affaires de toutes personnes, maisons ou corporations semblables, en totalité ou en partie, à celles que la présente compagnie a l'intention d'exercer, et émettre des actions acquittées, en paiement complet ou partiel de ces choses, et se charger des engagements et entreprendre d'exécuter les obligations de cesdites personnes, maisons ou corporations;

Construire, ériger ou acquérir, posséder, exploiter, entretenir et administrer des beurreries, fromageries, entrepôts frigorifiques ou autres usines pour la fabrication et la production de fromage, beurre et leurs dérivés, ainsi que de tous les articles et substances qui sont employés ou utiles à leur sujet, et vendre, acheter, céder ou autrement acquérir lesdits articles ou leurs produits secondaires;

Eriger, construire, acquérir, entretenir, louer ou céder à bail, vendre et aliéner tous édifices, magasins, entrepôts, ateliers, dépôts, bureaux ou autres constructions nécessaires ou utiles dans la conduite de l'industrie de la compagnie;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou non qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie, de manière à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie, ou les rendre profitables;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers, et tous les droits et privilèges que la compagnie jugerait nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toutes machineries, matériel et fonds de commerce;

Promouvoir et devenir actionnaires dans toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toute autre fin de nature à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie, et garantir le paiement du principal et des dividendes et de l'intérêt sur les actions, les obligations, les débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par toute compagnie semblable;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera décidée de temps à autre;

Distribuer en espèces ou autrement les biens de la compagnie entre ses membres, et en particulier les actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues en compensation de la vente des biens de la compagnie, en totalité ou en partie, ou les débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée dans le but de prendre à son nom la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou des engagements de la compagnie;

Se consolider ou fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Emprunter, sur le crédit de la compagnie, telles

generally in all food products of any nature whatsoever; to purchase or sell such products as well as all articles entering into their manufacture or in any way connected therewith;

To purchase or acquire, take over as a going concern the business of any persons, firms or corporations in whole or in part similar to that which the present company has the intention of carrying on, and to issue paid up shares in full or part payment thereof and to take over the liabilities and undertake the carrying out of the liabilities of such persons, firms or corporations;

To construct, erect or acquire, possess, operate, maintain and manage butter-factories, cheese-factories, cold storage plants or other works for the manufacture and production of cheese, butter and their derivatives, as well as all articles and substances used or useful in connection therewith, and to sell, purchase, assign or otherwise acquire the said articles or the by-products thereof;

To erect, construct, acquire, maintain, rent or give on lease, sell and dispose of any buildings, stores, ware-houses, shops, depots, offices or other constructions necessary or useful in the conduct of the company's business;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the company's properties or rights;

To apply for purchase or otherwise acquire any patents of invention, licenses, concessions and the rights conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention capable of being used for any of the company's purposes or the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the present company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable properties and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant and stock in trade;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring the whole or any part of the properties and liabilities of the company or for any other purpose calculated to directly or indirectly benefit the company, and to guarantee the payment of the principal of and the dividends and interests on the shares, bonds, debentures and other securities as well as the performance of contracts by any such company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute, in specie or otherwise, any of the property of the company among its members and in particular the shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the property of the company, in whole or in part, or the debentures or other securities of any other company formed for the purpose of taking over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar or partly similar to those of the present company;

To borrow, upon the credit of the company,

sommes qui lui seront nécessaires pour les fins de son commerce, hypothéquer, pour garantir tel emprunt, tout ou partie de son actif, ses immeubles, ses dettes actives, achalandage, émettre des bons ou obligations et pour garantir telle émission, hypothéquer ou donner en gage ou en nantissement, suivant le cas, en faveur de un ou plusieurs fiduciaires, tout ou partie de ses immeubles, crédits, achalandage;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles pour l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "La Laiterie Frontenac, Limitée", avec un capital total de cinq cent mille piastres ($500,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

743 C.-J. SIMARD.

such sums as may be necessary for the purposes of its business and to hypothecate, to secure such loans, all or part of its assets, its immovables, credits, good-will, and to issue bonds or debentures and to secure such issue hypothecate or mortgage or pledge, as the case may be, in favour of one or several trustees, all or part of its immovables, credits, good-will;

And without limiting the generality of the above powers, to do all things and carry on any business which may seem incidental or conducive to the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "La Laiterie Frontenac, Limitée", with a total capital stock of five hundred thousand dollars ($500,000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of January 1925.

C. J. SIMARD,

744 Assistant Provincial Secretary.

"Lasalle Dress Manufacturing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de janvier 1925, constituant en corporation: Andrew Ross McMaster, avocat, et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Demoiselle Mary Bradley, secrétaire et Demoiselle Lilian Margaret Gallagher, sténographe, toutes deux filles majeures, et toutes deux de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie de manufacturiers, marchands et négociants et manufacturer, acheter, vendre et faire commerce généralement, soit en gros et en détail, de toutes sortes de vêtements et d'accoutrements pour femmes, des blouses, matinées, vêtements, jupons, habits, costumes, bonneteries, lingerie, fournitures et accoutrements pour femmes, chapeaux, bonnets et coiffures de toutes sortes pour femmes, chaussures et souliers de toutes sortes pour femmes, tissus, matériaux, étoffes à robes et autres articles de marchandises, exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, tailleurs, costumiers, marchands à commission, et agents de manufacturiers, soit en gros ou en détail;

Manufacturer, exploiter, acheter, vendre, et faire le commerce en général de toutes sortes de vêtements et d'accoutrements de toutes descriptions quelconques; mercerie, chaussures et coiffures de toutes sortes et description, soit en gros et en détail;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire commerce de toutes sortes de matériaux, tissus, machinerie, outils, matériels, outillage, ameublements et accessoires qui sont utilisés ou qui se rapportent à aucune desdites entreprises commerciales;

Acheter ou acquérir autrement, et solliciter, détenir, développer des brevets d'invention, marques et noms de commerce, procédés, dessins, permis ou franchises, en faire l'exploitation industrielle, en faire commerce et en disposer;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement, et détenir, posséder, développer, vendre, faire commerce ou autrement disposer de toutes sortes de biens-fonds et propriétés immobilières, terrains, lots, fabriques, entrepôts, ateliers, mai-

"Lasalle Dress Manufacturing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1925, incorporating: Andrew Ross McMaster, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, in the Province of Quebec, Miss Mary Bradley, secretary and Miss Lillian Margaret Gallagher, stenographer, both of the city and district of Montreal, and both spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, merchants and jobbers, and to manufacture, buy, sell and deal in generally either by wholesale or retail, all kinds of women's clothing and wearing apparel of every description, blouses, waists, dresses, skirts, habits, costumes, hosiery, *lingerie*, furnishings and women's wear of all kinds, hats, bonnets and women's head wear, of every description, women's boots, shoes and footwear of every sort, fabrics, materials, dress stuffs and other articles of merchandise, and to carry on the business of importers, exporters, tailors, dressmakers, commission merchants and manufacturers' agents, either by wholesale or retail;

To manufacture, export, buy, sell and deal in generally all kinds of clothing and wearing apparel of whatever description; men's furnishings, head and foot wear, haberdashery of every kind and description, either by wholesale or retail;

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in all kinds of materials, fabrics, machinery, tools, plant, equipment, furniture and fixtures used or connected with any of the said business enterprises;

To purchase or otherwise acquire and to apply for, hold, develop, manufacture under deal in or dispose of patents of invention, trade marks, trade-names, processess, designs, licenses or franchises;

To acquire by purchase, exchange, lease, or otherwise and to hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immovable property, lands, lots, factories, warehouses, shops, houses, buildings, machinery

sons, édifices, machinerie et outillage, et de tout intérêt ou droits qui s'y rapportent;

Exercer toute autre industrie ou entreprise que la compagnie croira pouvoir économiquement ou convenablement exercé en rapport avec aucune partie de l'industrie de la compagnie ou susceptible de promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie;

Prendre, acheter, acquérir et accepter, détenir, vendre, émettre et réémettre toutes actions, stock, obligations, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation, en faire le commerce et en disposer;

Agir comme gérants ou agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant toute industrie semblable ou connexe;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant tout commerce semblable ou connexe et assumer leur passif, et garantir l'exécution de toutes obligations ou entreprises par toute autre compagnie, société ou individu ayant des relations d'affaires avec la compagnie et dans lesquelles ou avec lequel elle est intéressée;

S'associer ou conclure toute convention pour le partage des profits, la coopération et la fusion avec toute autre personne, société ou corporation exerçant une industrie semblable en tout ou en partie à celle de la compagnie;

Emettre des actions, parts, obligations ou débentures de la compagnie entièrement ou partiellement acquittées, en faveur de toute personne, firme ou corporation pour toute propriété ou tous droits acquis par la compagnie, et avec l'approbation des actionnaires, rémunérer soit en deniers comptants ou en actions, obligations ou débentures, tel que susdit, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou qui seront rendus relativement à sa constitution en corporation, sa formation ou son organisation, ou en rapport avec la conduite des affaires de la compagnie, ou pour toute propriété ou droits acquis par la compagnie;

De temps à autre, distribuer en espèces parmi les actionnaires de la compagnie toutes propriétés ou droits de la compagnie;

Les pouvoirs susmentionnés peuvent être augmentés mais ne seront point limités par induction ou déduction de tout autre pouvoir, sous le nom de "La Salle Dress Manufacturing Company, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie est divisé en deux cents actions sans valeur nominale au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de dix mille piastres ($10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

745 C.-J. SIMARD.

and equipment and any interest or right connected therewith;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business, or calculated directly or indirectly to advance the company's interests;

To subscribe for, purchase, acquire and to accept, hold, deal in, sell and dispose of, issue and re-issue any shares, stock, bonds, debentures or securities of any company or corporation;

To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business, and to assume the liabilities thereof, and to guarantee the fulfilment of any obligations or undertaking by any other company, firm or individual having dealing, with the company or in which it is in any way interested;

To enter into any partnership or any agreement for sharing profits, co-operation or amalgamation with any other person, partnership or corporation carrying on a business similar in whole or in part to that of the company;

To issue fully paid-up or partly paid-up stock, shares, bonds or debentures of the company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the company, and with the approval of the shareholders to remunerate either in cash or in stock, bonds or debentures as aforesaid, any person, firm or incorporation for services rendered, or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business, or for any property or rights acquired by the company;

To distribute in specie from time to time among the shareholders of the company any property, assets or rights of the company;

Any of the above powers may be extended but shall not be limited by reference to or implication from any other power, under the name of "Lasalle Dress Manufacturing Company, Limited".

The amount of the capital stock of the company is divided into two hundred shares having no nominal or par value, and the amount of the capital stock with which the company will commence its operations will be ten thousand dollars.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

746 Assistant Provincial Secretary.

"L'Institut de Prophylaxie de Montréal.—The Institute of Prophylaxy of Montreal".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du qu nzième jour de janvier 1925, constituant en corporation, sans capital-actions: Georges-Etienne Milette, Norman Masse, J.-Lucien Guilbert, tous médecins et tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

"L'Institut de Prophylaxie de Montréal.—The Institute of Prophylaxy of Montreal".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieu enant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1925, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Etienne Milette, Norman Masse, J. Lucien Guilbert, all physicians and all of the city of Montreal, for the following purposes:

Diriger les efforts des gens, non seulement à la prévention des maladies, mais encore à la recherche de leurs manifestations avant qu'elles ne soient écloses; recommander fortement au gens et leur faire voir la nécessité de subir des examens médicaux périodiques dans le but de conserver la santé et la vie; encourager les gens pour qu'éventuellement ces examens médicaux périodiques deviennent une pratique générale chez tout le monde;

Aux fins ci-dessus établir et maintenir un institut central d'intérêt national et d'utilité publique, supporté par un comité de médecins reconnus des autorités dans les différentes sphères où l'on s'occupe de la conservation de la santé et de la vie, et complètement équipé pour les fins ci-dessus;

Retenir les services de médecins compétents dans tout le pays, et établir des laboratoires dans le but de faire des examens physiques ou des travaux de recherches;

Fournir au public et à la profession médicale en particulier une source autorisée et responsable d'où il peuvent puiser des informations et des connaissances scientifiques pour lutter avantageusement dans la grande guerre de la civilisation contre les maladies que l'on peut prévenir et la mort prématurée;

Consacrer une attention toute spéciale à l'enseignement des règles d'hygiène individuelle et sociale, par des conférences publiques, par des articles scientifiques et périodiques dans le but, non seulement d'arrêter les ravages causés par les maladies communicables, mais aussi dans le but d'empêcher et de diminuer la destruction toujours grandissante de la vitalité et de la vie humaine par les maladies chroniques;

Donner un support constant et un encouragement continu aux services de santé publique, local, provincial et national;

Avoir un sceau qu'ils modifieront ou renouvelleront à volonté;

Ester en justice;

Accepter, posséder et acquérir des biens meubles et immeubles, de quelque nature qu'ils soient, pourvu que la valeur des immeubles possédés par la dite corporation n'excède pas la somme de deux cent mille piastres;

Emprunter, louer, vendre, échanger, céder ou autrement aliéner à quelque titre que ce soit, soit partiellement ou en totalité, ses biens meubles et immeubles, hypothéquer ses immeubles et devenir partie à des lettres de change ou billets à ordre ou autres effets négociables;

Faire des règlements pour l'admission et la direction et le renvoi de ses membres et l'administration générale de ses biens;

Nommer des officiers, procureurs et administrateurs et définir leurs pouvoirs, sous le nom de "L'Institut de Prophylaxie de Montréal —The Institute of Prophylaxy of Montreal".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de deux cent mille piastres ($200,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

749 C.-J. SIMARD.

To direct the efforts of people, not only towards the prevention of diseases but towards the research of their manifestation before they are declared;

To recommend strongly to people and to impress upon them the necessity of undergoing periodical medical examinations with a view to preserve health and life; to encourage people so that eventually such periodical medical examinations become a general practice with every body;

For the above purposes to establish and maintain a central institute of national interest and public utility supported by a committee of physicians recognized as authorities in the different spheres devoted to the conservation of health and life and fully equipped for the above purposes;

To retain the services of competent physicians throughout the country and to establish laboratories with a view to carry out physical examinations or research works;

To provide the public and the medical profession in particular with an authorized and responsible source wherefrom they may draw scientific informations and knowledges, to combat advantageously in the great war of civilization against preventable disease and premature death;

To give particular attention to the teaching of individual and social rules by public lectures, by scientific periodical articles with the view not only to put a stop to ravages caused by communicable disease sbut also with a view to prevent and diminish, the ever growing destruction of vitality and human life through chronic diseases;

To give a constant assistance and a continuous encouragement to local, provincial and national public health services;

To have a seal which they may modify or renew at will;

Ester en justice;

To accept, possess and acquire movable and immovable property of any nature whatsoever, provided the value of the immovables possessed by said corporation do not exceed the sum of two hundred thousand dollars;

To borrow, lease, sell, exchange, assign or dispose under any title whatever, either wholly or in part, of its movable and immovable property, hypothecate its immovables and to be a party to bills of exchange or promissory notes or other negotiable instruments;

To make by-laws for the admission, conduct and dismissal of its members and the general management of its property;

To appoint officers, attorneys and administrators and to define their powers, under the name of "L'Institut de Prophylaxie de Montreal—The Institute of Prophylaxy of Montreal".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is two hundred thousand dollars ($200,000.-00).

The head office of the company will be at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of January 1925.

C. J. SIMARD,

750 Assistant Provincial Secretary.

"Montmorency Power Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1925, constituant en corporation: Godfrey Gourdeau, René-P. Landry, courtiers, Camille Lessard, ingénieur, de la cité de Québec, et Ludger Têtu, meunier, du Château-Richer, dans les buts suivants:

Acquérir et posséder de toutes façons permises par la loi, des pouvoirs hydrauliques, chutes d'eau, lacs, étangs, réservoirs, et des droits en iceux; les écluser, développer et exploiter;

Acquérir, construire, entretenir et exploiter des éservoirs, bassins de compensation, digues, barrages, jetées, canaux, tuyaux, ainsi que tous autres travaux et constructions qui seront nécessaires ou utiles à la prise, à la dérivation, à l'emmagasinage, à la distribution ou à l'utilisation des eaux;

Emmagasiner les eaux des lacs, rivières, cours d'eau et étangs dans le but de les conserver pour en régulariser le débit;

Acquérir et posséder les immeubles dont elle aura besoin;

Construire, acquérir, développer et exploiter des usines à vapeur, au gaz et hydrauliques pour la production de l'énergie électrique sous toutes ses formes; ériger des poteaux, fils et autres appareils dont elle aura besoin pour la transmission de l'énergie électrique;

Acheter l'énergie électrique des personnes ou compagnies faisant ce commerce;

Faire le commerce de l'énergie électrique sous toutes ses formes;

Acquérir, construire et exploiter des moulins à farine, scieries et usines à préparer le bois;

Acquérir, louer ou autrement posséder les immeubles, réseaux de distribution, achalandages, droits et privilèges des personnes ou compagnies faisant un même commerce;

Acquérir les actions, obligations et autres valeurs de compagnies se livrant au même genre d'affaires; les payer en argent ou en actions libérées de la compagnie,

Emettre des actions libérées de la compagnie en paiement de ses dettes, acquisitions et pour services rendus;

Faire avec les corporations municipales toutes conventions que de droit pour la fourniture aux dites corporations et aux personnes habitant leur territoire de l'énergie électrique pour fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice;

Acquérir et recevoir des corporations municipales, ou des compagnies et personnes les détenant, tous les privilèges, franchises, bonus et aides qui sont permis par la loi;

La compagnie pourra faire affaire en vertu des pouvoirs susdits, dans les comtés de Charlevoix, de Montmorency, de Québec, et dans la cité de Québec, sous le nom de "Montmorency Power Company", avec un capital total de quatre vingt dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix piastres ($99,990.00), divisé en neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (9,999) actions de dix piastres ($10.00) chacune;

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

753 C.-J. SIMARD.

"Montmorency Power Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January 1925, incorporating: Godfrey Gourdeau, Réné P. Landry, brokers, Camille Lessard, engineer, of the city of Quebec, and Ludger Têtu, miller, of Chateau-Richer, for the following purposes:

To acquire and possess in any manner permitted by law, water-powers, water-falls, lakes, ponds, reservoirs and rights therein; dam, develop and operate the same ;

To acquire, construct, maintain and operate reservoirs, regulating basins, embankments, dams, piers, canals, pipes, as well as all other works and constructions necessary or useful for the taking, derivation, storing, distribution, or use of waters;

To store the waters of lakes, rivers, water courses and ponds with a view to their conservation so as to regularize their flow;

To acquire and possess all immovables it may require;

To construct, acquire, develop and operate steam, gas, and hydraulic works for the production of electric power under all forms; erect poles, wires and other apparatuses it may require for the transmission of electric power;

To buy electric power from persons or company dealing in the same;

To deal in electric power under all forms;

To acquire, construct and operate flour mills, saw-mills, and wood working establishments;

To acquire, lease or otherwise possess real estates, transmission lines, good-will, rights and privileges from persons or companies carrying on a similar business;

To acquire the shares, bonds, and other securities of companies engaged in a like business; to pay for the same in cash or in paid up shares of the company;

To issue paid up shares of the company in payment of its debts, acquisitions and for services rendered;

To enter into any lawful arrangements with municipal corporations for the supply to said corporations and to persons inhabiting their territory, of electric power for light, heat and motive power purposes;

To acquire and receive from municipal corporations or from companies and persons holding same, all the privileges, franchises, bonuses and assistance permitted by law;

The company may carry on business under the above power in the counties of Charlevoix, Montmorency, Quebec, and in the city of Quebec, under the name of "Montmorency Power Company", with a total capital stock of ninety-nine thousand nine hundred and ninety dollars ($99,990.00), divided into nine thousand nine hundred and ninety-nine (9,999) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

754 Assistant Provincial Secretary.

"Davie Shipbuilding & Repairing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de janvier, 1925, constituant en corporation: Francis-George Bush, gérant de bureau, Georges-Robert Drennan, clerc avocat, Herbert-William Jackson, comptable, Alexander Gordon Yeoman, William-Patrick Creagh, sténographes, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

(*a*) Exercer l'industrie de constructeurs de navires, réparateurs de navires et propriétaires de navires dans toutes ses spécialités;

(*b*) Préparer les plans, installer, construire, acheter, prendre en échange, louer, affréter ou acquérir autrement, avoir et détenir, améliorer, développer, réparer, changer, entretenir, mettre en service, administrer, vendre, échanger, louer, céder à bail, affréter, approprier ou disposer autrement de :

1. Bateaux à vapeur, vaisseaux, navires, chalands, remorqueurs, allèges, lignes de bateaux à vapeur, lignes de vaisseaux, lignes de transport, installations pour le remorquage, le sauvetage et le renflouage, quais, piles, bassins, de radoub, bassins à flot, chantiers de construction de navires, lits de navires, bassins, chemins de fer maritimes, lignes de télégraphe et de téléphone sur les terrains que possède ou contrôle la compagnie, et installations et stations de télégraphie sans fil pour les fins de la compagnie, ainsi que toutes les constructions, appareils et équipements s'y rattachant, ou toute part ou intérêt dans cesdites constructions;

2. Installations de têtes de lignes de bateaux à vapeur et de chemins de fer, facilités pour le transport, l'entreposage et l'emmagasinage du charbon, chantiers, cours à bestiaux, cours à charbon, réservoirs à pétrole, lignes de tuyaux, hangars à marchandises, stations et cours pour les passagers et le fret, magasin, édifices de tout genre, tramways et voies ferrées sur les terrains que possède ou contrôle la compagnie, wagons, moteurs, machines à vapeur et équipement pour le mouvement, le soin, l'emmagasinage ou la disposition de toute marchandise ou trafic;

3. Elévateurs pour lever le grain, le blé ou autres produits matériel et équipement pour nettoyer le blé ou autres produits, moulins et machinerie et outillages pour le chargement et le déchargement, le nettoyage, l'affinage, l'entreposage et la manutention en général de l'huile et du charbon;

4. Ateliers et usines pour la fabrication de machineries ou d'équipements de chemins de fer, ainsi que tous les appareils et approvisionnements pour les bateaux à vapeur et les vaisseaux généralement et leur équipement;

5. Usines génératrices, matériel et équipement pour le développement, la production, la transmission ou l'utilisation de la force hydraulique, la vapeur, l'électricité ou autre, et usines et matériel pour toutes sortes d'éclairage et de chauffage, sauf toutefois que la vente, la distribution ou la transmission de chaleur, de lumière électrique ou autre énergie ou force au delà des terrains de la compagnie seront subordonnées aux règlements locaux et municipaux à ce sujet et se feront seulement dans les districts de Québec, Québec Centre, Québec-Est, Québec-Ouest, Portneuf, Champlain, Montmorency, Charlevoix, Chicoutimi et Saguenay;

"Davie Shipbuilding & Repairing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1925, incorporating : Francis George Bush, office manager, Georges Robert Drennan, law clerk, Herbert William Jackson, accountant, Alexander Gordon Yeoman, and William Patrick Creagh, stenographers, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To carry on the business of ship-builders, ship-repairers, and ship owners in all its branches;

(*b*) To design, lay-out, construct, purchase, take in exchange, lease, charter or otherwise acquire, have and hold, improve, develop, repair, alter, maintain, operate, manage, sell, exchange, let out to hire, charter or otherwise deal with and dispose of :

(1) Steamships, steamboats, vessels, ships, barges, tugs, scows, steamship lines, vessel lines, transportation lines, towing, salvage and wrecking outfits, wharves, piers, docks, dry docks, floating docks, dock yards, ship-building yards, slips, basins, marine railways, telegraph and telephone lines on land owned or controlled by the company, and wireless telegraph outfits and stations for the purposes of the company, and all incidental structures, appliances and equipment or any shares or interests in any of same;

(2) Steamship, steamboat and railway terminals, transportation, warehouse, storage and coal storage facilities, yards, stock yards, coal yards, oil tanks, pipe lines, freight sheds, freight and passenger stations, stores, buildings of every description, tramways and tracks on lands owned or controlled by the company, cars, motors, engines and equipment for the movement, care, storage or handling or any merchandise or traffic;

(3) Elevators for elevating grain, wheat or other produce and plant and equipment for cleaning same, and plant, machinery and equipment for loading and unloading, cleaning, refining, storing and generally handling oil and coal of all kinds;

(4) Shops and works for the manufacture of machinery or railway equipment, and all supplies for steamships, steamboats and vessels generally, and their equipment;

(5) Power houses, structures, plant and equipment for the development, generation, transmission or utilization of water, steam, electric or other power and structures and plant for any form of lighting and heating; provided, however, that any sale, distribution or transmission of heat, light, electric or other power or force beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf and will be made in the only districts of Quebec, Quebec Center, Quebec East, Quebec West, Portneuf, Champlain, Montmorency, Charlevoix, Chicoutimi and Saguenay;

6. Et acquérir par bail, achat ou autrement, et détenir et posséder, et vendre, louer, échanger ou disposer autrement de tous les édifices, terrains, lots de grève, droits de prise d'eau, chutes d'eau, mines, minéraux et droits miniers, immunités, servitudes, franchises et autres droits et propriétés d'une nature quelconque qui pourraient être utiles à la compagnie dans le cours des susdites opérations et pour les susdits objets;

(c) Acheter, vendre, troquer et faire le commerce de marchandises, effets, denrées, outillages, provisions, huile, charbon et fournitures et matériaux de toutes catégories et description nécessaires ou utiles pour la réalisation des objets de la compagnie ou requis par elle ou par ses employés;

(d) Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits ou produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

(e) Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de fabrique, marques de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, limité ou illimité à l'usage d'aucun secret, ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits, ou renseignements ainsi acquis;

(f) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux, aux fins de son industrie, et spécialement des machines, du matériel, le fonds de commerce;

(g) Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens, de l'actif et du passif d'aucune personne, société, compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant à l'objet de la présente compagnie, et émettre en paiement du prix d'achat des actions libérées ou bons ou les deux;

(h) Promouvoir et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, parts, obligations, débentures et autres titres, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

(i) Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou dépenses, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins similaires, avec aucune personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'ar-

(6) And to acquire by lease, purchase or otherwise and hold and own and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of, all or any buildings, lands, water lots, water rights, water powers, mines, minerals and mining rights, easements, servitudes and any other rights and properties of any nature whatsoever that may be useful to the Company in connection with any of the foregoing objects;

(c) To buy, sell, barter and deal in merchandise, goods, stores, implements, provisions, oil, coal and supplies and materials of every kind and description necessary or incidental to the carrying out of the objects of the company or required by it or by its employees;

(d) To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property, rights of products;

(e) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(f) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

(g) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

(h) To promote and become a shareholder in any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

(i) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or other-

gent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

(j) Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, parts ou autres valeurs, dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi les vendre ou autrement en disposer;

(k) Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter et avoir la jouissance d'une licence, d'un pouvoir, d'une autorité, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité, aucune corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, contribuer et aider à leur donner effet, affecter aucune des actions, obligations et valeurs de la compagnie à en payer les frais, charges et impenses nécessaires;

(l) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

(m) Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations ou autres valeurs ou autrement; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

(n) Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(o) Distribuer, en espèces ou autrement, aucunes valeurs de la compagnie à ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres titres reçus comme prix de vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(p) Se consolider ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

(q) Louer, vendre, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la propriété et de l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

(r) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

wise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(j) To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

(k) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(l) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(m) To raise and assist in raising money for and aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

(n) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

(o) To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(p) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(q) To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company of any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares debentures or securities or any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(r) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

(s) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(t) Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débentures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

(u) Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités et faire toutes les choses précitées ou aucunes d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autres et soit seuls soit conjointement avec d'autres.

Il est ordonné et déclaré que tout appel au public pour la souscription de ses actions est interdit, sous le nom de "Davie Shipbuilding & Repairing Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en dix mille (10,000) actions sans valeur nominale au pair, et le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinquante mille piastres ($50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de janvier, 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

737 ALEXANDRE DESMEULES.

(s) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(t) To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

(u) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all of any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents of otherwise and either alone or in conjunction with others.

And it is to be ordained and declared that any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited, under the name of "Davie Shipbuilding & Repairing Company, Limited".

The capital stock of the company is divided into ten thousand (10,000) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations with be fifty thousand dollars ($50,000.00).

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of January, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,

738 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Park Bowling Academy, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de janvier 1925, constituant en corporation: Gregory Pulos, résidant au No. 285 rue Sainte-Catherine, Peter Andrew, résidant au No 1553 rue Jeanne-Mance, George Pulos, résidant au No 23 rue Closse, en la cité de Montréal, tous marchands, pour les fins suivantes:

Organiser, promouvoir, conduire, exploiter et maintenir des salles de quilles, de pool et de billards et autres facilités pour la récréation et l'exercice;

Organiser, conduire, promouvoir, exploiter des gymnases, salles de boxe, salles d'escrime, de danse et autres jeux athlétiques et facilités éducationnelles;

Organiser, promouvoir et conduire des concours, tournois, exhibitions de toutes sortes pour l'encouragement d'exercices athlétiques et de jeux d'adresse;

Organiser, promouvoir, conduire, exploiter et maintenir des salles pour la vente des crèmes glacées, restaurants, cafés, pensions et lieux de rafraîchissement et généralement exercer le commerce de pourvoyeurs et restaurateurs;

Exercer le commerce de manufacturiers, marchands et commerçants, et acheter et vendre, et faire généralement le commerce de cigares, cigarettes, tabac, fruits et autres produits alimentaires;

Exploiter des fontaines de soda, et faire le commerce de toutes sortes de boissons non-alcooliques;

Acheter ou acquérir autrement et détenir par

"Park Bowling Academy, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1925, incorporating: Gregory Pulos, residing at No. 285 Sainte Catherine Street, Peter Andrew, residing at No. 1553 Jeanne Mance Street, George Pulos, residing at No. 23 Closse Street in the city of Montreal, all merchants, for the following purposes:

To organize, promote, conduct, operate and maintain bowling alleys, pool rooms, billiard parlors and other facilities for recreation and exercise;

To organize, conduct, promote, operate and maintain gymnastic, boxing, fencing, dancing and other athletic academies and educational facilities;

To organize, promote and conduct competitions, tournaments and exhibitions of all kinds for the encouragement of athletic exercises and games of skill;

To organize, promote, conduct, operate and maintain ice-cream parlors, restaurants, cafees, eating houses, and place of refreshment, and generally to carry on the business of purveyors and restaurators;

To carry on the business of manufacturers, merchants and traders, and to buy, sell and deal generally in cigars, cigarettes, tobacco, fruits and other articles of food;

To operate soda-water fountains, and to deal in all forms of non-alcoholic liquid refreshment;

To buy or otherwise acquire and to hold by

bail ou autrement tous immeubles qui seront jugés nécessaires pour l'exploitation du commerce de la compagnie, et les payer soit en argent, obligations ou actions de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, aliéner ou autrement disposer d'aucune de ses propriétés mobilières et immobilières, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles, et gager telles propriétés mobilières, et hypothéquer ses propriétés immobilières;

Acheter, acquérir ou souscrire et accepter, détenir et aliéner toutes actions, obligations, débentures ou valeurs de toute compagnie ou corporation ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

S'unir ou se joindre à toute autre personne, firme ou corporation exerçant tout commerce semblable ou connexe;

Vendre, louer, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie à toute personne, firme ou corporation, et accepter en considération de telle vente, location ou transport, du comptant ou toutes actions, obligations ou valeurs de toute compagnie ou corporation;

Rémunérer soit en argent ou en actions libérées ou partiellement libérées ou débentures de la compagnie toute personne, firme ou corporation pour services rendus à la compagnie en rapport avec sa formation ou son organisation ou en rapport avec la conduite du commerce de la compagnie, et pour toute propriété ou droits acquis par la compagnie, sous le nom de "Park Bowling Academy, Limited".

Tirer, faire, accepter, exécuter et émettre des billets, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débentures et tous aufres effets négociables et transférables;

Faire toutes les choses, exercer tous les pouvoirs, et faire toutes affaires qui se rattachent à l'exercice des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Park Bowling, Limited", avec un capital total de quarante-huit piastres ($48,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingts (480) actions, de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

757 C.-J. SIMARD.

lease or otherwise any immovable property which may be deemed necessary for the carrying on of the business of the company and to pay therefore either in cash, bonds or stock of the company;

To sell, exchange, lease, dispose of or otherwise deal with any of its movable or immovable property and to borrow money upon the security thereof, and to pledge said immovable property and hypothecate such immovable property;

To buy, acquire or subscribe for and to accept, hold and dispose of any shares, bonds, debentures or securities of any company or corporation having objects similar to those of this company;

To unite or join with any other person, firm or corporation carrying on any similar or allied business;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any person, firm or corporation, and to accept, by way of consideration for such sale lease or transfer, monies or any shares, bonds or securities of any other company or corporation;

To remunerate, either in cash or in paid up or partly paid up stock or debentures of the company, any persons, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its promotion and organization or in connection with the conduct of the company's business or for any property or rights acquired by the company, under the name of 'Park Bowling Academy, Limited".

To draw, make, accept, execute and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, checks, debentures and all other negotiable and transferable instruments;

To do all things, exercise all powers and carry on any business incidental to the carrying on of the objects wherefore the company is incorporated under the name of "Park Bowling Academy, Limited", with a total capital stock of forty eight thousand dollars ($48,000.00), divided into four hundred and eighty (480) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

758 Assistant Provincial Secretary.

"Rioux & Pettigrew, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de janvier 1925, constituant en corporation: Marcellin J. Pettigrew, négociant, Dame Elisabeth Desjardins, épouse séparée de biens par contrat de mariage dudit Marcellin-J. Pettigrew, ici présent pour autoriser son épouse; Lucien Pettigrew, Robert Pettigrew, négociants, Antonio Pettigrew, professeur à l'Ecole Technique, R.-Ovide Montambault, Arthur Fiset et Ernest Germain, négociants, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Exercer sous toutes ses formes, en gros, en détail, à commission, comme importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands, le commerce des épiceries, farines, sucres et sucreries, mélasses et sirops, viandes fraîches, salées ou fumées, poisson frais, salé ou fumé, provisions de toutes sor-

"Rioux & Pettigrew, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January 1925, incorporating: Marcellin J. Pettigrew, merchant, Dame Elisabeth Desjardins, wife separate as to property by marriage contract of said Marcellin J. Pettigrew, a party hereto to authorize his said wife; Lucien Pettigrew, Robert Pettigrew, merchants, Antonio Pettigrew, Professor at the Technical School, R Ovide Montambault, Arthur Fiset and Ernest Germain, merchants, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all branches thereof, by wholesale, retail, or on commission, the business of importers, exporters, manufacturers, merchants of groceries, flour, sugar and sweets, molasses and syrups, fresh, salted or smoked meats, fresh, salted or smoked fish, provisions of every kind

tes, conserves, eaux minérales, gazeuses ou autres, foin et grains, engrais artificiels, médecines brevetées et parfums;

Manufacturer ou produire autrement, et faire le commerce de tous les effets, denrées ou marchandises mentionnés au paragraphe précédent, avec tous les matériaux, bruts ou autres, qui peuvent être utilisés en rapport avec tels effets, denrées ou marchandises ou dont ils sont des parties composantes, et acquérir, maintenir et exploiter des fabriques, moulins, installations, plantations et jardins, et engager des sous-agents et correspondants et ouvrir des salles d'échantillons, boutiques et mgasins qui peuvent être requis en rapport avec ce qui précède;

Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la présente corporation et tout spécialement le commerce actuellement exercé à Québec par Marcellin-J. Pettigrew, l'un des requérants, sous les nom et raison de "Rioux & Pettigrew, Enr.";

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer, patenter, moyennant un droit régalien ou acquérir autrement, détenir, utiliser, posséder, exploiter et introduire, et vendre, céder ou aliéner autrement des marques et noms de commerce, brevets d'invention, améliorations et procédés enregistrés ou non, utiles à l'industrie de la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou faire valoir autrement aucun de ces marques ou noms de commerce, inventions, permis, procédés et choses similaires ou aucun de ses biens ou droits, et accorder des permis pour leur exploitation;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins similaires, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à aucune telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou les aider autrement, souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, réémettre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou autrement acquérir, détenir, vendre, transporter et réémettre des actions, parts, débentures, obligations et autres valeurs de toute compagnie ou corporation, et les payer totalement ou partiellement en argent ou en actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, et gérer et exploiter et conduire comme gérants les biens, franchises, entreprises et industries de toute compagnie dont aucune des actions, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, pour telle rémunération qui sera jugée raisonnable et convenable, et garantir le paiement du capital et des dividendes et intérêts sur les actions, obligations, débentures et autres valeurs, et l'exécution de contrats par aucune telle compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités

and canned goods, mineral, aerated waters or other beverages, hay and grain, artificial manure, patented medecine and perfume;

To manufacture and otherwise produce or deal in all the goods, wares or merchandise referred to in the foregoing paragraph, together with all materials, raw or otherwise, which may be used in connection therewith, or form component parts thereof, and to acquire, maintain and operate factories, mills, plants, plantations and gardens and to engage sub-agents and correspondents and to open sample rooms, shops and stores which may be required in connection therewith;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty, or to otherwise acquire, hold, use, own, operate and introduce and to sell, assign or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents of invention, improvements and processes under registration or otherwise, useful to the business of the company and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such trade marks, trade names and inventions, licenses, processes and the like or any such other property or rights;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same:

To take or otherwise acquire, hold, sell, transfer and re-issue the shares, stocks, debentures, bonds and other securities of any company or corporation and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, stocks, bonds, debentures, or other securities of the company and to manage and to operate, and to carry on as manager the property, franchises, undertaking and business of any company any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, bonds, debentures and other securities and the performance of contracts by any such company;

To enter into any arrangements with any

municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir ou entretenir ou aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et choses de nature à profiter aux employés actuels ou anciens de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou les personnes dépendantes ou alliées à cesdits employés et accorder des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir des fonds pour des fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

Promouvoir, financer et aider une ou plusieurs compagnies formées dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie; et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes et accepter en paiement de toutes dettes dues à la compagnie, des actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement les biens, franchises, entreprises et industries de toute telle compagnie, et en assumer les obligations et payer pour telles acquisitions, totalement ou partiellement, en argent ou en actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Faire et exécuter tout acte, engagement, convention, nomination ou autre acte ou document légal ou notarié qui peut être nécessaire, opportun ou désirable pour effectuer ou mener à bonne fin toutes affaires ou transactions du ressort de la compagnie, ou s'y rattachant ou s'y rapportant, tirer, accepter, endosser, escompter et exécuter et émettre des chèques, débentures, connaissements, mandats et autres effets ou valeurs négociables, commerciales ou transférables;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation et par aucune telle personne ou personnes;

Prendre les moyens jugés convenables pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité dans les journaux, par circulaires, par l'achat et l'exposition

authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependants or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for public, general or useful object;

To promote, finance or assist in any other company or companies for the purpose of its or their acquiring all or any of the property , rights and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant or stock in trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons and to accept in payment of any debt due to the company stocks, shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchises, undertaking and business of any such company and to assume the liabilities thereof, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To make and execute any deed, endenture, agreement, appointment or other legal or notarial act or document which may be necessary, expedient, or desirable for effectuating or carrying out any matter or transaction within the powers of the company or which may be incidental thereto or connected therewith, and to draw, accept, endorse, discount and execute and issue checks, debentures, bills of lading, warrants and other negotiable, commercial or transferable instruments or securities;

To sell, or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other seucrities or otherwise, any other company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts of any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works

d'ouvrages artistiques ou d'intérêt, par la publicité de livres et de périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital-actions en paiement ou en paiement partiel de tous biens réels ou personnels, mobiliers, immobiliers ou mixtes, brevets, réclamations, contrats et de tous droits et concessions et autres avantages achetés ou acquis par la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Acquérir l'achalandage, les biens, les droits et l'actif, et assumer le passif de toute personne, firme ou compagnie endettées envers la compagnie ou transigeant toutes affaires semblables à celles transigées par la compagnie, et les payer en argent ou en actions, débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie ou partiellement en argent, et partiellement en actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Détenir, placer et approprier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera arrêtée de temps à autre;

Accepter en paiement de toutes dettes dues à la compagnie des actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie;

Payer toutes les dépenses préliminaires de la compagnie et de toute compagnie formée ou organisée par la compagnie, et rémunérer toute personne ou compagnie pour les services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débentures, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à sa formation, son organisation ou la gestion de ses affaires;

Distribuer en espèces ou autrement, de la manière déterminée, aucun des biens de la compagnie entre ses membres et particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie qui pourrait acquérir la totalité ou une partie de l'actif ou du passif de la compagnie;

Faire toutes les choses nécessaires, utiles, convenables ou appropriées pour l'accomplissement ou la réalisation de l'un quelconque ou de plusieurs des objets de la compagnie, ou qui en aucun temps paraîtra ou semblera nécessaire pour la protection ou le profit de la compagnie ou de ses biens; et exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, alliée aux fins et objets ci-dessus mentionnés, et que la corporation jugera capable d'être profitablement exercée par la compagnie ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables sous le nom de "Rioux & Pettigrew, Limitée", avec un capital total de deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($299,000,00), divisé en deux mille neuf cent quatre-vingt-dix (2990) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

761 C.-J. SIMARD.

of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock in payment or part payment of any property, real or personal, movable, immovable or mixed, patents, claims, contracts and of any rights and concessions or other advantages purchased or acquired by the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To acquire the goodwill, property, rights and assets and assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company, or transacting any business similar to that conducted by the company, and to pay for the same in cash, or in shares, debentures, bonds or other securities of the company, or partly in cash and partly in shares, bonds or debentures or other securities of the company or otherwise;

To hold, invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To accept in payment of any debt due to the company stock, shares, bonds, debentures or other securities of any company;

To pay all preliminary expenses of the company, and any company formed or promoted by the company and to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct or its business;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company that may take over the whole or part of the assets or liabilitities of the company;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more of the objects of the company or which shall or may at any time appear to be necessary for the production or benefit of the company or its properties and to carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, germane to the purposes and objects set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties or rights, under the name of "Rioux & Pettigrew, Limitée", with a total capital stock of two hundred and ninety nine thousand dollars ($299,000.00), divided into two thousand nine hundred and ninety (2990) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

762 Assistant Provincial Secretary.

"Orange Juice, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de janvier, 1925, constituant en corporation: René Chenevert, Léopold Barry, avocats, William Thuot, notaire public, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir, absorber et continuer le commerce présentement exercé par la compagnie dite "Orange Juice, Limited".

Fabriquer, acheter, vendre et faire commerce de toutes sortes de breuvage, soit gazeux ou naturel, et spécialement le jus d'orange et d'autres fruits et essences, sirops de fruits, et aussi des comptoirs, boîtes, bouteilles et autres récipients et accessoires, et des moulins, appareils, machines et machineries employés dans la préparation ou la fabrication de tels jus, essences et sirops;

Fabriquer, acheter, vendre, importer et exporter, et faire commerce de condiments, jelées, fruits comprimés et évaporés, confitures, compotes, marmelades, essences et autres produits semblables;

Exercer le commerce de marchands de fruits et légumes en gros et en détail, courtiers, importateurs, exportateurs, producteurs, distributeurs, agents à commission, et commerçants généraux;

Exercer l'industrie de manufacturiers, importateurs, acheteurs et vendeurs et commerçants de tabac, cigares, cigarettes, pipes, confiserie, bonbons, biscuits et tous produits dans la confection desquels le sucre et la farine entrent pour une partie, et tous autres articles et choses semblables qui sont communément utilisés en rapport avec tels produits;

Etablir, exploiter et conduire des échoppes ou dépôts pour la vente de tous effets et marchandises dont trafique la compagnie;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement s'y rapportant, qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour d'autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires qu'elle peut exercer ou exploiter, ou aucun commerce

"Orange Juice, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1925, incorporating: René Chenevert, Léopold Barry, advocates, and William Thuot, notary public, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, take over and continue the business presently carried on by "Orange Juice, Limited";

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of beverages, either aerated or still, and specially the juice of orange and other fruits and extracts, fruit syrups, and also stands, boxes, bottles and all other containers and accessories and mills, apparatus, machines or machinery used in the preparation or manufacture of such juices, extracts or syrups;

To manufacture, buy, sell, import, export and deal in relishes, jellies, aerated or evaporated fruits, preserves, jams, marmalades, essences and other similar goods;

To carry on the business of wholesale and retail fruit and vegetable merchants, brokers, importers, exporters, producers, distributors, commission agents and general traders;

To carry on the business of manufacturers, importers, buyers and sellers of and dealers in tobacco, cigars, cigarettes, pipes and in confectionery, candy, biscuits and all goods of which sugar and flour form a part, and all such articles and things which are commonly used in connection therewith;

To establish, operate and conduct shops or depots for the sale of all goods and merchandise dealt in by the company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction with the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction

ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions ou des valeurs de toute telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera décidée de temps à autre;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, aucun des biens de la compagnie, et particulièrement toutes actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont cette compagnie peut disposer;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all of any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To consolidate or amalgamate with any other company or companies having objects similar in whole or in part to those herein enumerated;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities in any other company, belonging to this company or which this company may have powers to dispose of;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any govern ment or authority or any corpraotion or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

Faire enrégistrer et reçonnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucunes procédures dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucunes des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-obligations ou toutes autres valeurs, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Orange Juice, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de janvier, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

755 C.-J. SIMARD.

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place of guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Orange Juice, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,0000.00), divided into four hundred and ninety shares (490) of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

756 Assistant Provincial Secretary.

"Miller Knitting Mills, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1925, constituant en corporation: Isidore Popliger, Egbert, William Westover, avocats, et Joseph-Louis Racine, huissier, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire l'achat, la vente et la fabrication de toutes sortes d'effets en laine et en coton, chandails, vestes, bas, gants, mitaines, foulards, et généralement de tous articles fabriqués avec la laine, le coton, la soie et des matériaux semblables, et généralement de tous articles faits au crochet;

Exercer aucune industrie similaire, manufacturière ou autre, connexe avec ci-dessus et que la compagnie croira propre à être avantageusement exercée en rapport avec l'industrie ci-dessus;

"Miller Knitting Mills, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of January, 1925, incorporating: Isidore Popliger, Egbert William Westover, advocates, and Joseph Louis Racine, bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following pourposes:

To carry on the business of buying and selling and manufacturing all sorts of woollen and cotton goods, sweaters, jackets, stockings, gloves, mittens mufflers and generally all articles made out of wool, cotton, silk, and similar materials and generally all knitted articles;

To carry on any other similar business, whether manufacturing or otherwise, which is germane to the foregoing amd which may seem capable of being conveniently carried on in connection with the above business;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant un commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie; et acquérir la clientèle de toute entreprise constituée en corporation, et payer ladite clientèle en parts de la compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, licences, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non-exclusif ou limité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des licences au sujet de ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété, réelle et personnelle, et tous droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenant aux fins de son commerce, et particulièrement tous terrains, édifices, facilités, machineries, ateliers et fonds de commerce;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, ou toutes autres garanties de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant toute industrie susceptible d'être exercée de manière à favoriser cette compagnie, directement ou indirectement;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, hypothéquer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des droits de la compagnie;

Garantir et cautionner, et se porter garants du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature quelconque ou aucune ou autre obligation de quelque nature que ce soit, pour toute autre corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Après autorisation par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre tel règlement en considération, les directeurs pourront périodiquement;

(1) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

(2) Émettre des débentures, ou autres valeurs de la compagnie, les donner en garantie ou les vendre aux montants et prix qui seront jugés judicieux;

(3) Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, grever ou donner en garantie la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie pour garantir toutes débentures ou autres valeurs ou donner partie seulement de telles garanties pour telles fins, et constituer l'hypothèque, le mortgage ou le gage mentionnés dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, selon les articles 6119*b* et 6119*c* ou d'aucune autre manière;

(4) Hypothéquer ou grever la propriété immobilière de la compagnie, donner en garantie ou au-

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to acquire the good-will of any business incorporated, and pay for the said good-will by shares of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or any other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

Generally, to purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company or the conduct of its business;

To take or otherwise acquire and hold in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever of any other corporation, firm or individual with which the company has business dealings;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

(1) Borrow money upon the credit of the company;

(2) Issue debentures or other securities of ther company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(3) Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company to secure any such debenture or other securities or give part only of guarantee for such purposes and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 6119*b* and 6119*c* or in any other manner;

(4) Hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or pledge or otherwise

trement affecter la propriété mobilière, ou fournir toutes les garanties pour assurer le remboursement des emprunts contractés autrement que par émission de débentures, de même que le paiement ou l'exécution d'aucune autre dette, d'un contrat ou d'une obligation de la compagnie;

Rien de contenu dans la présente clause ne limitera ou restreindra le pouvoir d'emprunt d'argent par la compagnie sur les lettres de change, billets promissoires, consentis, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie, sous le nom de "Miller Knitting Mills, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents actions (200) de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

751 C.-J. SIMARD.

affect the movable property, or give all such guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this clause shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Miller Knitting Mills, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each,

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

752 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"Strathcona Securities Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5978 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-septième jour de janvier 1925: à la compagnie "Strathcona Securities Company, Limited" ajoutant aux pouvoirs de ladite compagnie, les suivants, à savoir:

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20), non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui continueront à l'être après avoir quitté leur emploi; aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

767 C.-J. SIMARD.

"The Montrose Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5978 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-septième jour de janvier 1925: à la compagnie "The Montrose Company, Limited", ajoutant aux pouvoirs de ladite compagnie, les suivants, à savoir:

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20) non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté leur emploi; aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

769 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

"Strathcona Securities Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5978 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of January, 1925, to the company "Strathcona Securities Company, Limited", adding to the powers of said company the following, to wit:

The number of shareholders shall be limited to twenty (20) exclusive of the present and past employees who are shareholders of the company and who shall continue so to be after leaving its employ; no appeal shall be made to the public to subscribe for shares.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

768 Assistant Provincial Secretary.

"The Montrose Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5978 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day os January, 1925, to the company "The Montrose Company, Limited", adding to the powers of said company, the following, to wit:

The number of shareholders shall be Limited to twenty (20) exclusive of the present and past employees who are shareholders of the company and who shall continue so to be after leaving its employ; no appeal shall be made to the public to subscribe for shares.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of January 1925.

C. J. SIMARD,

770 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est, par les présentes, donné que la "Saint Maurice Lumber Company" s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une loi pourvoyant au changement de son nom, à des changements dans la nature et le montant de son capital, à son pouvoir d'emprunt, lui accordant divers pouvoirs additionnels et étendant le territoire dans lequel elle peut exercer ses divers pouvoirs, spécialement ses pouvoirs de construire et d'opérer les chemins de fer aux comtés de Témiscamingue, Pontiac, Hull, Labelle, Argenteuil, Terrebonne, Montcalm et Joliette, lui accordant les mêmes pouvoirs en rapport avec les pouvoirs d'eau qu'elle loue du gouvernement fédéral ou provincial que la loi lui donne pour les pouvoirs d'eau qui lui appartiennent, et autres fins.

Montréal, 4 février, 1925.

Les Avocats des requérants,

707—6-4 GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Avis public est par les présentes donné que lors de la prise en considération de la loi concernant la Succession de feu l'Honorable Charles Wilson, les héritiers de ce dernier proposeront, en amendement aux clauses de ce projet de loi, que l'exécution de ce testament soit confiée à une Compagnie de Fiducie, et que pouvoir soit donné à cette dernière de vendre des immeubles dépendants de la Succession pour en partager le produit entre les héritiers, après avoir pourvu aux rentes prévues par le testament et au paiement des dettes de la Succession et à autres fins.

Montréal, 26 janvier 1925.

Le procureur des requérants,

ALPHONSE DECARY.

"Les Héritiers de feu l'Honorable

585—5-4 Charles Wilson".

Avis est par les présentes donné que Frank Devlin Genest s'adressera à la Législature de Québec au cours de la présente Session, pour obtenir la passation d'une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre à la pratique du droit après un examen oral seulement.

Quebec, 21 janvier, 1925.

Les procureurs du requérant,

ST-LAURENT, GAGNE, DEVLIN & TASCHEREAU.

479—4-4

THE NATURAL HISTORY SOCIETY OF MONTREAL

Avis est par les présentes donné que "The Natural History Society of Montreal" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi ratifiant et confirmant le transport de tout son actif mobilier et immobilier, à "The Royal Institution for the Advancement of Learning" (McGill University) sujet à certaines obligations et pour déclarer ladite "Natural History Society of Montreal" dissoute et pour autres fins.

Montréal, 7 janvier, 1925.

Les procureurs de la requérante,

CAMPBELL, MCMASTER & COUTURE.

401—4-4

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the Saint Maurice Lumber Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of a law making provisions respecting changes in the name, changes in the nature and the amount of its capital, its borrowing power, granting it various additional powers and extending the territory within which it may exercise its diverse powers, particularly its powers to construct and operate railways to the counties of Temiscaming, Pontiac, Hull, Labelle, Argenteuil, Terrebonne, Montcalm and Joliette, granting it the same powers in respect the water-powers which it leases from the Federal or Provincial Government that the law gives it for the water-powers which belong to it, and other purposes.

Montreal, February 4th, 1925.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,

708—6-4 Attorneys for the Applicants.

Public notice is hereby given that when the Act concerning the Estate of the late Honourable Charles Wilson will be taken into consideration, the heirs of the latter will propose, by way of amendment to the clauses of this draft of bill, that the execution of the will be confided to a Trust Company and that power be given to the latter to sell the immovables of the Estate so as to provide to the partition of the proceeds thereof amongst the heirs, after having provided for the annuities memtioned in the will and to the payment of the debts of the Estate and for other purposes.

Montreal, January 26, 1925,

ALPHONSE DECARY,

The Attorney for the Petitioners

"The Heirs of the late Honourable

586—5-4 Charles Wilson".

Notice is hereby given that Frank Devlin Genest, of the City of Westmount, will apply to the Legislature during the course of its present Session for an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of Law after an oral examination only.

Quebec, January 21st., 1925.

ST-LAURENT, GAGNÉ, DEVLIN & TASCHEREAU,

Attorneys for Petitioner.

480—4-4

THE NATURAL HISTORY SOCIETY OF MONTREAL

Notice is hereby given that The Natural History Society of Montreal will apply to the Legislature of Quebec at its present Session for an Act ratifying and confirming a conveyance of all its assets, movable and immovable, to The Royal Institution for the Advancement of Learning (McGill University), subject to certain liabilities and for a declaration of the dissolution of the said Natural History Society of Montreal and for other purposes.

Montreal, January 7th, 1925.

CAMPBELL, MCMASTER & COUTURE,

Attorneys for Applicants.

402—4-4

Département du trésor

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The London Mutual Fire Insurance Company of Canada", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, automobile, grêle et contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre l'ouragan, le et après ce onzième jour de février, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce onzième jour de février, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

J.-A. PARADIS,
Surintendant des Assurances suppléant.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 819

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Central Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, contre les dommages causés par arrosoirs automatiques, contre les ouragans et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus l'assurance sur les automobiles, le et après ce onzième jour de février, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce onzième jour de février, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec,

J.-A. PARADIS,
Surintendant des Assurances suppléant.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 821

AVIS DE FORMATION DE SOCIETE CHARITABLE

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable, sous le nom de "Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur", a été approuvée par le lieutenant-gouverneur le troisième jour de février 1925, par un ordre en conseil portant le numéro 156.

Le but de ladite société est déclaré être: "De secourir, au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, les affligés par suite de maladie, accident, revers de fortune, les veuves et les orphelins, ou de retirer du vice et de réformer les femmes déchues et de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants ou d'atteindre d'autres objets analogues."

Le siège principal de ladite société sera situé dans la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896 des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909, ce douzième jour de février 1925.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec. 843

Treasury Department

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The London Mutual Fire Insurance Company of Canada", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, automobile, hail and sprinkler leakage insurance, has been extended to include tornado insurance, on and after this eleventh day of February, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this eleventh day of February, 1925.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 820

Notice is hereby given that the cerrtificate of registry issued to the "Central Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire, sprinkler leakage, tornado and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include automobile insurance, on and after this eleventh day of February, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this eleventh day of February, 1925.

For the treasurer of the province of Quebec.

J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 822

NOTICE OF FORMATION OF A CHARITABLE ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the formation of a charitable association, under the name of "Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur", has been approved by the Lieutenant-Governor the third day of February, 1925, in virtue of an order in council bearing the number 156.

The objects of the said association are stated to be: "By means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, of making provisions for those afflicted by sickness, accident or feverse of fortune, and for widows and orphans and for rescuing from vice and reforming fallen women, for the prevention of cruelty to women and children or for the purpose of attaining any other similar objects."

The head office of the said association is fixed in the city of Saint Hyacinthe, in the district of Saint Hyacinthe.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896 Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twelfth day of February, 1925.

J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

For the treasurer of the Province of Quebec.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 844

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable, sous le nom de "Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe", a été approuvée par le lieutenant-gouverneur le troisième jour de février 1925, par un ordre en conseil portant le numéro 155.

Le but de ladite société est déclaré être: "De secourir, au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, les affligés par suite de maladie, accident, revers de fortune, les veuves et les orphelins, ou de retirer du vice et de réformer les femmes déchues et de prévenir les actes de cruauté envers les femmes et les enfants ou d'atteindre d'autres objets analogues."

Le siège principal de la dite société sera dans la cité de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, ce douzième jour de février 1925.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Branche des assurances,
Département du Trésor, Québec. 845

Notice is hereby given that the formation of a charitable association, under the name of "Conférence de Saint-Vincent-de-Paul de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe", has been approved by the Lieutenant-Governor the third day of February, 1925, in virtue of an order in council bearing the number 155.

The objects of the said association are stated to be: "By means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, of making provisions for those afflicted by sickness, accident or reverse of fortune and for widows and orphans, or for rescuing from vice and reforming fallen women, for the prevention of cruelty to women and children or for the purpose of attaining any other similar objects."

The head office of the said association is fixed in the city of Saint Hyacinthe, in the district of Saint Hyacinthe.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896 Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twelfth day of February, 1925.

J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

For the treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 846

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Acadia Fire Insurance Company" l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre l'ouragan, contre les dégâts causés par arorsoirs automatiques et contre les explosions le et après ce trente et unième jour de janvier, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de janvier, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances, suppl.
J.-A. PARADIS.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 667—6-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Acadia Fire Insurance Company", authorizing it to transact throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Tornado, Sprinkler Leakage and Explosion Insurance, on and after this thirty-first day of January, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty-first day of January, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 668—6-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Columbia Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, transport intérieur et contre les automobiles (à l'exception des dommages causés par les blessures à la personne), a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les ouragans, explosion et contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, le et après ce 31 janvier, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de janvier 1925

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des Assurances,
Département du Trésor.
Québec, P. Q. 669—6-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Columbia Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Inland Transportation, Automobile Insurance (excluding insurance against loss by reason of bodily injury to the person), has been extended to include Tornado, Explosion and Sprinkler Leakage Insurance, on and after this thirty-first day of January, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty-first day of January, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 670—6-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Phœnix Assurance Company, Limited, of London, England", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et la vie, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre l'ouragan, explosion et contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, le et après ce trente et unième jour de janvier, 1925.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de janvier, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 671—6-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Phœnix Assurance Company, Limited, of London, England", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire and Life Insurance, has been extended to include Tornado, Explosion and Sprinkler Leakage Insurance, on and after this thirty-first day of January, 1925.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty-first day of January, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. A. PARADIS,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 672—6-2

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2023.

Dame Bella Klaiman, de la cité de Montréal, épouse de Morris Alper, marchand, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Morris Alper, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 7ème jour de février 1925.

Montréal, 7 février 1925.
Les procureurs de la demanderesse,
771—7-5 ROBINSON & SHAPIRO.

Canada, province de Québec, district de Bedford. Cour Supérieure, No 514. Dame Eva Leduc, épouse commune en biens de J.-Alphonse Nadeau, bijoutier, de la ville de Farnham, dit district, a, le 6 février 1925, poursuivi son dit époux en séparation de biens.

Le procureur de la demanderesse,
773—7-5 ANATOLE GAUDET.

Province de Québec, District de Joliette. Cour Supérieure, No. 892. Dame Laura Marchand, de la paroisse de Sainte-Béatrix, district de Joliette, épouse commune en biens de Ephrem Saint-Onge, cultivateur du même lieu, la dite dame Laura Marchand dûment autorisée à instituer la présente action par jugement de l'honorable juge Arthur Trahan, en date du 2 octobre 1924, demanderesse; vs Le dit Ephrem Saint-Onge, ci-dessus désigné, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le sixième jour du mois d'octobre. 1924.

Joliette, 15 décembre, 1924.
Les avocats de la demanderesse,
DENIS, FERLAND & DENIS.
399—4-5

Canada. Province de Québec, District de Beauce. Cour Supérieure, No. 8518. Dame Rose-Dérina Desrochers, épouse commune en biens de Gaudias Rodrigue, journalier, de Saint-Zacharie, demanderesse; vs Le dit Gaudias Rodrigue, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le 8ième jour de janvier, 1925.

Saint-Joseph, Beauce, 8 janvier 1925.
Le procureur de la demanderesse,
209—3-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2023.

Dame Bella Klaiman, of the city of Montreal, wife of Morris Alper, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Morris Alper, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this case the 7th day of February, 1925.

Montreal, February 7th, 1925.
ROBINSON & SHAPIRO,
772—7-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Bedford. In the Superior Court, No. 514. Dame Eva Leduc, wife common as to property of J. Alphonse Nadeau, jeweler, of the town of Farnham, aforesaid district, has, on the 6th February 1925, instituted against her said husband an action in separation as to property.

ANATOLE GAUDET,
774—7-5 Attorney for the plaintiff.

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court No. 892. Dame Laura Marchand, of the parish of Sainte Beatrix, in the district of Joliette, wife common as to property of Ephrem Saint Onge, farmer of the same place, the said dame Laura Marchand duly authorized to institute the present case by judgment of the Honourable judge Trahan, dated the 2nd day of October, 1924, plaintiff; vs The said Ephrem Saint Onge, défendant.

An action for separation as to property has been instituted in the above case on the sixth day of October 1924.

Joliette, 15 December, 1924.
DENIS, FERLAND & DENIS,
Attorneys for plaintiff.
400—4-5

Canada. Province of Quebec, District of Beauce. Superior Court. No. 8518. Dame Rose Dérina Desrochers, wife common as to property of Gaudias Rodrigue, laborer, of Saint Zacharie, plaintiff; vs the said Gaudias Rodrigue, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the 8th January 1925.

Saint Joseph, Beauce, 8 th January, 1925.
ROSAIRE BEAUDOIN,
210—3-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No. 2703. Dame Rosie Lustgarten, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Haimovitch, du même lieu, demanderesse; vs Le dit Joseph Haimovitch, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 9ème jour de janvier. 1925.

WEINFIELD & SPERBER,
Les procureurs de la demanderesse,

Montréal, le 9 janvier, 1925. 261—3-5

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure, No 56. Dame Jeannette Korber, épouse séparée de biens de Pinkus Olesker, marchand, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Pinkus Olesker, marchand, des cité et district de Montréal, défendeur.

La demanderesse a, le troisième jour de février 1925, institué une action en séparation de biens contre le défendeur, son époux.

Montréal, le 4 février 1925.

Le procureur de la demanderesse,
709 B. GOLDENBERG.

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 3703. Dame Rosie Lustgarten, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Haimovitch, of the same place, plaintiff; vs the said Joseph Haimovitch, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on the 9th. day of January, 1925.

WEINFIELD & SPERBER,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, January 9th, 1925. 262—3-5

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 56. Dame Jeannette Korber, wife common as to property of Pinkus Olesker, merchant of the City, and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Pinkus Olesker, merchant, of the City and District of Montreal, defendant.

The plaintiff has, on the third day of February, 1925, instituted action in separation as to property against the defendant, her husband.

Montreal, February 4, 1925.

B. GOLDENBERG,
710 Attorney for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, District de Richelieu No. 7071, Cour Supérieure. Dame Sarah Parent, de la cité de Sorel, district de Richelieu, épouse commune en biens de Ulric Bardier, pâtissier, du même lieu, demanderesse; vs le dit Ulric Bardier, défendeur.

La demanderesse a institué une action en séparation de corps et de biens en cette cause, le 16 novembre 1922.

Sorel, 10 janvier, 1925.

CARDIN & SALVAS,
Les procureurs de la demanderesse.

263—3-5

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, District of Richelieu, No. 7071, Superior Court. Dame Sarah Parent, of the city of Sorel, district of Richelieu, wife common as to property of Ulric Bardier, pastrycook of the same place, plaintiff; vs the said Ulric Bardier, defendant.

The plaintiff has instituted an action for separation as to bed, board and property in this case, on the 16th of November, 1922.

Sorel, January 10th, 1925.

CARDIN & SALVAS,
Attorneys for plantiff.

264—3-5

Avis divers

GRACE DART HOME HOSPITAL

Avis est par les présentes donné que par un arrêté en conseil, portant le numéro 62 et approuvé le 22ème jour de janvier 1925, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, d'accorder à la "Grace Dart Home", la permission de changer son nom en celui de "Grace Dart Home Hospital".

Montréal, 2 février 1925.

Le secrétaire,
775—7-2 GORDON-S.-J. PAYNE.

Avis est par les présentes donné que par un arrêté en conseil, en date du troisième jour de février 1925, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'autoriser la "Fidelity Insurance Company of Canada" à se porter caution en justice, conformément à l'article 7446 et suivants des statuts refondus de la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de février 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
777 C.-J. SIMARD.

Miscellaneous Notices

GRACE DART HOME HOSPITAL

Notice is hereby given that by Order-in-Council bearing No. 62 and approved on the 22nd. of January, 1925, the Honourable the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec has granted permission to change the name of Grace Dart Home into the name of "Grace Dart Home Hospital".

Montreal, February. 2nd, 1925.

GORDON S. J. PAYNE,
776—7-2 Secretary.

Notice is hereby given that by order in Council, dated the third day of February 1925, His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased to grant authorization to the "Fidelity Insurance Company of Canada" to become a judicial surety, pursuant to article 7446 and following Revised Statutes of the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of February, 1925.

C. J. SIMARD,
778 Assistant Provincial Secretary.

Avis public est par les présentes donné, conformément aux dispositions de l'article 7299*a*, des Statuts refondus, 1909, que la compagnie dite "The Donnacona Paper Company, Limited", ayant ses bureaux en la cité de Québec, province de Québec, a l'intention de construire et de maintenir des estacades pour faciliter le flottage du bois sur la rivière Jacques Cartier.

Avis est aussi donné qu'une requête à cet effet, accompagnée des plans et spécifications montrant le site et la nature des travaux et le terrain qui sera affecté par tels travaux, a été transmise au ministère des Terres et Forêts, et que des duplicata de te's plans et spécifications ont été déposés au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Québec, dans la province de Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication de cet avis, dans la *Gazette officielle*.

"THE DONNACONA PAPER COMPANY, LIMITED".
787 Par R.-L. SEABORN.

Public notice is hereby given, in accordance with article 7299*a*, of the Revised Statutes, 1909, that "The Donnacona Paper Company, Limited", having offices in the city of Quebec, in the county of Quebec, Province of Quebec, intends to construct and maintain booms to facilitate driving on the Jacques Cartier River.

Notice is also given that a petition to that affect, accompanied by plans and specifications showing the site and the nature of the work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that duplicates of such plans and specifications have been deposited at the Registry Office of the Registration Division of the County of Quebec, in the Province of Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*.

THE DONNACONA PAPER COMPANY, LIMITED.
788 Per R. L. SEABORN.

QUEBEC PAPER MILLS, LIMITED.

Règlement No XXIII.

Règlement augmentant le nombre de directeurs de la compagnie.

Qu'il soit décrété par les directeurs de la *Quebec Paper Mills, Limited*, comme suit:

1. Que le nombre des directeurs soit par les présentes augmenté de cinq à dix.

2. Que la première partie du règlement No 11 soit amendée, en insérant le mot "dix" au lieu du mot "cinq" de telle manière que ledit règlement se lise à l'avenir comme suit:

"Un bureau de dix directeurs sera élu annuellement parmi les actionnaires de la compagnie, chacun desquels, durant son terme d'office devra détenir au moins une action du capital de la compagnie, absolument et en son propre nom, et ne devra pas être en retard dans le paiement des appels relativement à ladite action."

Je, soussigné, secrétaire de la *Quebec Paper Mills, Limited*, certifie par les présentes que ce qui précède est une copie fidèle et exacte du règlement No. XXIII de la compagnie adopté par les directeurs de la compagnie, à une assemblée tenue le 14ème jour de janvier 1925, et que ledit règlement a été approuvé par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale dûment convoquée pour les fins de considérer ledit règlement, tenue le 14ème jour de janvier 1925; qu'à telle assemblée les actionnaires personnellement présents représentaient 135,000 actions sur un total de 135,000 actions souscrites et émises du capital-actions de la compagnie, et que ledit règlement a été dûment approuvé par le vote unanime des actionnaires présents ou représentés à telle assemblée, lesquels actionnaires représentaient plus des deux-tiers en valeur du capital-actions de la compagnie souscrit et émis.

Montréal, le 11 février 1925.

Le secrétaire,
841 F.-B. COMMON.

QUEBEC PAPER MILLS, LIMITED.

By-Law No. XXIII.

A By-law to increase the number of the Directors of the company.

Be it enacted by the Directors of *Quebec Paper Mills, Limited*, as follows:

1. The number of the directors be and is hereby incrased from five to ten;

2. The first part of By-law No. 11 be amended by inserting the word "ten" in the place of the word "five" in such manner that the same shall henceforth read as follows:

"A board of ten directors shall be elected annually from among the shareholders of the company, each of whom, during his tenure of office shall hold at least one share of the stock of the company absolutely in his own right and shall not be in arrears in respect of any calls thereon."

I, the undersigned, secretary of *Quebec Paper Mills, Limited*, hereby certify that the foregoing is a true and exact copy of By-law No. XXIII of the company, enacted by the directors of the company at a meeting held on the 14th day of January, 1925, and that the same has been duly approved by the shareholders of the company at a special general meeting duly called for the purpose of considering the said by-law, held on the 14th day of January, 1925; that at such meeting there were present in person shareholders representing 135,000 shares out of a total of 135,000 subscribed and issued shares of the capital stock of the company, and that the said By-law was duly approved by the unanimous vote of all of the shareholders present or represented at such meeting, which shareholders represented more than two-thirds in value of the subscribed and issued capital stock of the company.

Montreal, 11th February, 1925.

F. B. COMMON,
842 Secretary.

Province de Québec, District de Chicoutimi, La ville de Jonquière.

Avis est par les présentes donné, par le conseil municipal de la ville de Jonquière, dans les comté et district de Chicoutimi, que le dit

Province of Quebec, District of Chicoutimi, The Town of Jonquière.

Public notice is hereby given by the municipal council of the town of Jonquiere, in the county and district of Chicoutimi, that the said mu-

conseil a l'intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en conseil de la province de Québec, pour le prier d'ordonner, en conformité de l'article 173 de la loi des Cités et Villes 1922, l'émission de Lettres Patentes, pour modifier la date des élections générales du maire et des échevins, pour la dite municipalité, de manière à ce que les dites élections, pour la dite municipalité, aient lieu à tous les deux ans, au premier jour juridique de juillet, au lieu de celui de février, tel que fixé par la susdite loi, pour prendre effet en l'an 1926.

Par ordre,
La Ville de Jonquière,
par J.-M. LACROIX,
699 Greffier.

FORMULE "A" (Article 7295 et 7299a).

Avis est donné au public, conformément aux articles 7295a et 7299a des Statuts refondus, 1909, que MM. Price Brothers & Company, Limited, de la cité de Québec, dans le comté de Québec, se proposent de demander l'autorisation de faire faire un barrage sur cette partie de la rivière Saguenay appelée la Petite Décharge, dans le village de Saint-Joseph-d'Alma, P. Q.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage, l'emplacement choisi pour la construction de ces travaux, et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du Lac Saint-Jean No. 1. P. Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED,
Par HECTOR CIMON,
583—5-5 Ingénieur.

nicipal council intends to present a petition to the Lieutenant-Governor in council of the Province of Quebec, praying for the issue, in accordance of the article 173 of the Cities and Towns Act 1922, of letters patent, to change the date of the general elections for mayor and aldermen of this municipality, as established by the said Act, so that the general elections for the mayor and aldermen of the municipality of the town of Jonquiere, shall be held every two years on the first juridical day of July instead of February, to take effect in the year 1926.

By order,
The town of Jonquière,
Per J. M. LACROIX.
700 Clerk.

FORM "A" (Articles 7295a and 7299a)

Public notice is hereby given, in accordance with articles 7295a and 7299a of the Revised Statutes, 1909, that Messrs. Price Brothers & Company, Limited, of the City of Quebec, in the County of Quebec, intend to apply for authorization to have constructed a dam on that part of the River Saguenay called the Little Discharge, in the Village of Saint Joseph d'Alma, P. Q.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied by plans and specifications showing the nature of the work, the site chosen for the construction thereof, and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration division of Lake Saint John, No. 1, P. Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED
Per HECTOR CIMON,
584—5-5 Engineer.

Avis

MATTHEW MOODY & SONS COMPANY.

REGLEMENT AA.—Que le nombre des directeurs soit fixé à cinq, quorum trois, et que les présents règlements soient amendés en conséquence.

Certifié vraie copie du règlement AA, tel que décrété par les directeurs, réunis en assemblée, le 10 février 1925, lequel règlement a été unanimement confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "Matthew Moody & Sons Company", à laquelle assemblée plus des deux-tiers en valeur du capital émis étaient représentés et ont voté affirmativement.

Le secrétaire,
851 C.-A. KIMPTON.

Notice

MATTHEW MOODY & SONS COMPANY.

BY-LAW AA.—That the number of directors be fixed at five, quorum three, and that the present by-laws be amended accordingly.

Certified to be a true copy of by-law AA, duly enacted by the directors in meeting assembled, on the 10th day of February, 1925, and which by-law was unanimously confirmed at a special general meeting of the shareholders of "Matthew Moody & Sons Company", at which meeting more than two-thirds in value of the issued stock was represented and voted in the affirmative.

C. A. KIMPTON,
852 Secretary.

Bureaux-chef

J. A. TESSIER, LIMITED

Règlement No 29.

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de cette compagnie de changer sa principale place d'affaires et de la transporter dans la cité de Lachine, dans le district de Montréal, au lieu de la cité de Montréal, district de Montréal, tel que pourvu par les lettres patentes constituant la compagnie:

Il est décrété par les présentes que la principale place d'affaires de la compagnie est et sera en la cité de Lachine, dans le district de Montréal.

Je, Lucien Dansereau, secrétaire de J. A. Tessier, Limited, certifie par les présentes que ce qui précède est une copie exacte du Règlement No 29 de J. A. Tessier, Limited, adopté par les directeurs de ladite compagnie, à leur assemblée tenue le 31ième jour de janvier 1925, que ledit Règlement a été adopté à l'unanimité par tous les actionnaires de ladite compagnie, à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin, et tenue le 31 janvier 1925.

Le secrétaire,
779 LUCIEN DANSEREAU.

EXTRAIT des minutes d'une assemblée du Conseil d'administration de la compagnie dite "Badgley Construction Co., Inc.," tenue le 28ème jour de janvier 1925 à laquelle assemblée les administrateurs présents formaient quorum.

"Il a été proposé et résolu à l'unanimité que le Règlement suivant soit par les présentes décrété comme règlement No 35:

Règlement No 35

"Le bureau-chef de la compagnie sera en la cité de Westmount."

Pour copie conforme.
Westmount, 5 février 1925.

Le secrétaire,
789 J.-B. FLANAGAN.

LE BULLETIN DE LA FERME, LIMITEE

Avis est par les présentes donné que "Le Bulletin de la Ferme, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes, en date du quinzième jour de novembre 1924, a établi son bureau-chef et sa principale place d'affaires au bloc Morin, 111 Côte de la Montagne, dans la cité et district de Québec.

Daté à Québec, ce dixième jour de février 1925.

Le secrétaire,
791 FRANÇOIS FLEURY.

Chief Offices

J. A. TESSIER, LIMITED

By-law No. 29.

WHEREAS it is in the interest of this Company that its chief place of business be changed and that same be in the city of Lachine, in the district of Montreal, instead of in the city of Montreal, district of Montreal, as provided by the Letters Patent incorporating the Company:

It is enacted by these presents that the chief place of business of the company is and will be at the city of Lachine, in the district of Montreal.

I, Lucien Dansereau, secretary of J. A. Tessier, Limited, hereby certify that the above is a true copy of By-Law No. 29 of J. A. Tessier, Limited, adopted by the Directors of the said Company, at their meeting held on the 31st day of January 1925, and that the said By-Law was unanimously approved by all the shareholders of the said Company, at a special general meeting called for that purpose and held on the 31st day of January 1925.

LUCIEN DANSEREAU,
780 Secretary.

EXTRACT from Minutes of Meeting of the Board of Directors of the Badgley Construction Co. Inc., held on the 28th day of January, 1925, at which a quorum of the Directors were present:

"It was moved and unanimously resolved that the following By-Law be and it is hereby enacted as By-Law No. 35:

By-Law No. 35.

"The Head Office of the company shall be at the city of Westmount."

Certified to be a true extract.
Westmount, 5th day of February, 1925.

J. B. FLANAGAN,
790 Secretary.

"LE BULLETIN DE LA FERME, LIMITEE"

Notice is hereby given that "Le Bulletin de la Ferme, Limitée", incorporated by letters patent dated the fifteenth day of November, 1924, has established its head office and principal place of business in the Morin Building, 111 Mountain Hill Street, in the city and district of Quebec.

Dated at Quebec, this tenth day of February, 1925.

FRANÇOIS FLEURY,
792 Secretary.

Compagnies autorisées à faire des affaires

La compagnie "La Rose Mines, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des

Companies authorized to do business

The company La Rose Mines, Limited, has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue

lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 260 rue Saint-Jacques.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Charles-Henry Ancrum, de Montréal.

Québec, 6 février 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

781 C.-J. SIMARD.

La compagnie "The A. W. Chase Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 112 rue Saint-Jacques.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. G. Gordon, conseil en loi du Roi, de Montréal.

Québec, 6 février 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

783 C.-J. SIMARD.

of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at No. 260 Saint James Street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles Henry Ancrum, of Montreal.

Quebec, February 6, 1925.

C. J. SIMARD,

782 Assistant Provincial Secretary.

The company "The A. W. Chase Company, Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at No. 112 Saint James Street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it is Mr. G. Gordon, K. C., of Montreal.

Quebec, February 6, 1925.

C. J. SIMARD,

784 Assistant Provincial Secretary.

ERRATUM

VENTE POUR TAXES

Dans la liste des lots mis en vente par la Corporation du comté Lac Saint-Jean-Ouest, pages 312, 313 et 314 de la Gazette Officielle du 24 janvier dernier, 1925, et pages 542, 543 et 544 du 31 janvier, prendre note des corrections suivantes:

Normandin: Frs Paulin, lire No P. 42b au lieu de P42;

Albanel: Cérénus Boulianne, lire Nos 13a-13b au lieu de 13;

Roberval, ville: lire Emile Dufour No P41;

Saint-Félicien, par.: Nap. Lavertu, lire 25a-25b au lieu de 25;

Saint-Félicien, ville: No P 4a au lieu de P. 5;

Chambord: Chs Martin, lire P 20d au lieu de 20;

Chambord: Standard Cement, lire P. 40a-P. 41a au lieu de 40.;

Roberval, par.: A. DuTremblay, lire rang 1 au lieu de rang 2;

Roberval; par.: Méridé Lavoie No 21-3 au lieu de 20-21;

Saint-André: D. Duchesne lire h 1 et h-2 au lieu de H. H2;

Saint-André: lire Athanase Tremblay au lieu de Ath. Côté.

Mistassini: lire Alphonse Doucet au lieu de A. Ouellet.

Saint-Prime: Pierre Garneau, lire No 16 au lieu de No 5. 713

ERRATUM

SALE FOR TAXES.

In the list of lots advertized for sale by the Corporation of Lake Saint John West, pages 312, 313 and 314 of the Official Gazette of the 24th January last, 1925, and pages 542, 543 and 544 of the 31st of January, the following corrections must be noted:

Normandin: Frs. Paulin, read No. P-42-B instead of P-42;

Albanel: Cérénus Boulianne, read Nos. 13-A—13-B instead of 13;

Roberval, town: read Emile Dufour No. P. 41;

Saint Félicien, par. Nap. Lavertu, read 25-A—25-B instead of 25;

Saint Félicien, village: No. P 4-A instead of P 5;

Chambord: Chs. Martin, read p. 20d instead of 20;

Chambord: Standard Cement, read p. 40-A, p 41-A instead of 40;

Roberval, par.: A. DuTremblay, read Range 1 instead of Range 2;

Roberval, par.: Méridé Lavoie, No. 21-3 instead of 20-21;

Saint André, D. Duchesne, read h-1 and h-2 instead of h-h2;

Saint André: read Athanase Tremblay instead of Ath. Côté;

Mistassini: read Alphonse Doucet instead of A Ouellet;

Saint Prime: Pierre Garneau, read No. 16 instead of No. 5. 714

Liquidation—Avis de

Avis est par les présentes donné, conformément aux dispositions de l'article 6127 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, que la compagnie dite "Sawyerville Co-operative Society, Limited", a passé une résolution, le 12 novembre 1924, pour la liquidation et la dissolution de ladite compagnie, et que le soussigné en a été nommé liquidateur.

793 GEORGE FLAWS.

Winding up Notice

Notice is hereby given, under the provisions of article 6127 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, that the Sawyerville Co-operative Society, Limited, has passed a resolution, on the 12th of November, 1924, for the winding up and dissolution of the said company, and that the undersigned has been appointed the liquidator thereof.

794 GEORGE FLAWS.

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de P.-E.-Emile Bélanger, notaire et négociant, de la cité de Québec, et y faisant affaires sous les noms et raison sociale de Wiliam Carrier & Fils, enregistrée, cédant autorisé.

Avis est donné que MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour de MARS mil neuf cent vingt-cinq (1925), à ONZE heures de l'avant-midi, seront vendus, à l'enchère publique, au bureau de LaRue, Trudel & Picher, syndics, édifice de La Banque Nationale, 71, rue Saint-Pierre, Québec:—

1. Le lot numéro cinq cent soixante-dix (570) du cadastre officiel de Saint-Roch-Nord de Québec.

2. Le lot numéro cinq cent soixante (560) du cadastre officiel de Saint-Roch-Nord de Québec, sauf le droit de passage de la compagnie de Tramways Electriques et sauf aussi la partie vendue à Sa Majesté, selon acte reçu devant A. Leclerc, notaire, le vingt-deux décembre mil neuf cent vingt-deux et enregistré sous le No 185544.

Ces deux propriétés sont généralement connues sous le nom de "Grève de Limoilou".

Cette vente est faite suivant les dispositions de l'article 20 de la Loi de Faillite, paragraphe 4, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Pour autres informations, s'adresser aux soussignés.

Les syndics autorisés,
LARUE, TRUDEL & PICHER.

Bureaux: Edifice de La Banque Nationale,
71, rue Saint-Pierre, Québec. 813—7-2

Dans l'affaire de J.-Ludger Thériault, Giffard, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour de MARS, 1925, à ONZE heures A. M., sera vendu à la porte de l'église de Giffard, l'immeuble, en cette affaire, décrit comme suit:

Un terrain de forme irrégulière étant la partie nord du lot numéro cinquante-six, subdivision du lot six cent quatre-vingt-dix du cadastre officiel de la paroisse de Beauport; borné au nord-est par les lots 690-54 et 690-55, vers le sud par le résidu dudit lot, de l'autre côté par le chemin public, contenant soixante-dix-huit pieds et deux dixièmes dans la ligne courant le long de la rue désignée sous le numéro six cent quatre-vingt-dix-soixante, et soixante-trois pieds et six dixièmes dans la ligne le long du chemin public, soixante-deux pieds et six dixièmes dans la ligne entre le lot partie nord de cinquante-six et le lot cinquante-

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of P. E. Emile Belanger, notary and merchant, of the city of Quebec, and there carrying on business under the firm name and style of "William Carrier & Fils, Registered", authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of MARCH one thousand nine hundred and twenty five, (1925), at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, at the office of Larue, Trudel & Picher, trustees, La Banque Nationale Building, 71 Saint Peter Street, Quebec:—

1. The lot number five hundred and seventy (570) of the official cadastre of Saint Roch North of Quebec.

2. The lot number five hundred and sixty (560) of the official cadastre of Saint Roch North of Quebec, with the exception of the right of way of the Electric Tramways Company and also with the exception of the part sold to His Majesty, as per deed executed before A. Leclerc, notary, the twenty second day of December one thousand nine hundred and twenty-two and registered under No 185544. These two properties are generally known under the name of "Grève de Limoilou".

This sale is made pursuant to the provisions of article 20 of the Bankruptcy Act, paragraph 4, and has the same effects as a sheriff's sale.

For further particulars, apply to the undersigned.

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Authorized trustees.

Offices: La Banque Nationale Building,
71 Saint Peter Street, Quebec. 814—7-2

In the matter of J. Ludger Thériault, Giffard, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of MARCH, 1925, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold at the door of the church of Giffard, the immovable of this estate, described as follows:

A parcel of land of irregular figure being the north part of lot number fifty-six, subdivision of lot number six hundred and ninety of the official cadastre of the parish of Beauport; bounded to the northeast by lots 690-54 and 690-55, to the south by the residue of said lot, on the other side by the public road, containing seventy-eight feet and two tenths in the line along the street designated under number six hundred and ninety-sixty, and seventy-three feet and six tenths in the line along the public road, sixty-two feet and six tenths in the line betweeen the lot north part of fifty-six, and the lot fifty-four and fifty-five of

quatre et cinquante-cinq desdites subdivisions— avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificat sont visibles à mon bureau.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C. et aussi à l'article 20, paragraphe 4 A, B, C de la Loi de Faillite, qui équivaut à la vente par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic.
J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 rue Dalhousie,
Bâtisse Canada Steamship Lines, Ltd.
Québec, ce 13 février, 1925. 849—7-2

Province de Québec, district de Hull, Cour Supérieure, No. 7520. (En matière de faillite).

Dans l'affaire de la faillite d'Ovila Levêque et Victor Gaulin, débiteurs.

Sur la demande d'Ovila Levêque et Victor Gaulin, marchands, de l'endroit appelé Namur, dans la paroisse de Saint-Emile-de-Suffolk, dans le district de Hull, déclarés en faillite, le huitième jour de septembre, 1924, et après avoir pris en considération le rapport du syndic autorisé concernant la conduite et les affaires des faillis et après avoir constaté que des avis enregistrés avaient été envoyés aux créanciers, dans les délais légaux, que les dits faillis feraient leur demande de libération ce jour et qu'aucune objection n'a été faite de la part d'aucun des dits créanciers;

Et attendu qu'il n'a pas été prouvé que les faillis aient commis aucun des délits mentionnés dans la loi des faillites et que la preuve n'a établi aucun des faits mentionnés à l'article 59 ou à l'article 60 de la dite loi, ni que les faillis se soient rendus coupables d'aucune infraction en rapport avec leurs biens ou leurs affaires;

Il est ordonné que les dits faillis soient et les dits faillis sont par les présentes libérés.

Hull, ce 10ième jour de février, 1925.

ARTHUR TRAHAN,
817 J.C.S.

Dans l'affaire de: Georges Morissette, Landrienne, Abitibi, Failli.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le 17 MARS 1925, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public, conformément au par. 4-*A*-*C* et *E* de l'article 20 de la Loi de Faillite, à la porte de l'église paroissiale de Landrienne l'immeuble suivant, savoir :

"Le lot de terre portant le numéro vingt-trois (23) du rang huit (8) du canton Landrienne, district d'Abitibi, décrit comme tel au plan d'arpentage du département des Terres et Forêts de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances '.

Cette vente, faite en vertu de la Loi de Faillite, tel que susdit, équivaut à une vente par le shérif

Montréal, le 3 février, 1925.

Le Syndic,
WILFRID DAMPHOUSSE.

Bureau: 426 Power Building,
Tél Main 0158,
Montréal. 683—6-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, (en faillite), No 50.

In re: J.-Albert Touchette, failli, et Pierre-H. Dufresne, syndic.

said subdivision—with the building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at my office.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 C.C.P. and also to article 20, paragraph 4A, B.C. of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

J. P. E. GAGNON,
Trustee.

Office: 44 Dalhousie Street,
Canada Steamship Lines, Ltd., Building.
Quebec, February 13, 1925. 850—7-2

Province of Quebec, district of Hull, Superior Court, No. 7520. (In matters of Bankruptcy).

In the matter of Bankruptcy of Ovila Leveque and Victor Gaulin, debtors.

On the application of Ovila Leveque and Victor Gaulin, merchants, of the place called Namur, in the parish of Saint Emile de Suffolk, in the district of Hull, adjudged bankrupt on the eighth day of September, 1924, and upon taking into consideration the report of the authorized trustee as to the bankrupts' conduct and affairs and upon establishing that registered notices have been sent to the creditors, in the legal delays, to the effect that the said bankrupts were to make their demand for a discharge this day and that no objection was made on the part of any of the said creditors;

And whereas is has not been proved that the brankrupts have committed any of the offenses mentioned in the Bankruptcy Act and proof has not been made of any of the facts mentioned in section 59 or in section 60 of the said Act, or that the bankrupts have been guilty of any misconduct in relation to their properties or affairs;

It is ordered that said bankrupts be and said bankrupts hereby are discharged.

Hull, this 10th day of February, 1925.

ARTHUR TRAHAN,
818 J. S. C.

In the matter of Georges Morissette, Landrienne, Abitibi, Bankrupt.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SEVENTEENTH of MARCH, 1925, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction and pursuant to par. 4-*A*-*C* and *E* of art. 20 of the Bankruptcy Act, at the door of the parish church of Landrienne, the following immovable, to wit:

"The lot of land bearing number twenty-three (23) of Range eight (8) of the townsh p of Landrienne, district of Abitibi, described as such on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec—with the buildings thereon, circumstances and dependencies".

This sale made under the Bankruptcy Act, as aforesaid, is equal to a sheriff's sale.

Montreal, February 3, 1925.

WILFRID DAMPHOUSSE,
Trustee.

Office: 426 Power Building,
Phone. Main 0158
Montreal. 684—6-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court (In Bankruptcy), No. 50.

In re: J. Albert Touchette, insolvent, and Pierre H. Dufresne, trustee.

Vente à l'encan public, au bureau du shérif du district de Montréal, au palais de justice, en la cité de Montréal, JEUDI, le DOUZIEME jour de MARS 1925, à ONZE heures a. m.

Deux lots de terre ou emplacements ayant front sur la rue Saint-Hubert, Nos civiques 3002 à 3006, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros huit cent soixante-quinze et huit cent soixante-seize de la subdivision du numéro originaire sept (Nos. 7-875 et 876) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant vingt-cinq pieds de largeur chacun par quatre-vingt-sept pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle située en arrière desdits lots—avec bâtisses.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement de la Cour supérieure en date du 2 février 1925, autorisant le syndic à procéder à la vente desdits immeubles suivant les prescriptions de l'article 20, paragraphe 4, sous-paragraphes 4a, b, c, e, de la Loi de Faillite, de façon à donner l'effet du décret à ladite vente.

Les certificats et les conditions de vente sont déposés au bureau de Vinet & Dufresne, 99 rue Saint-Jacques.

Le syndic,
P.-H. DUFRESNE.

Montreal, 7 février 1925. 705

Sale by public auction at the Sheriff's office for the district of Montreal, at the Court House, in the city of Montreal, THURSDAY, the TWELFTH day of MARCH 1925, at ELEVEN o'clock a. m.

Two lots of land or emplacements fronting on Saint Hubert Street, civic nos 3002 to 3006, in the city of Montreal, known and designated as being numbers eight hundred and seventy five and eight hundred and seventy six of the subdivision of number seven (7-875 and 876), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, containing twenty five feet wide each by eighty seven feet deep, English measure and more or less, with right of way in common with others having right in the lane situated in rear of said lots—with buildings.

Said sale is made in virtue of a judgment of the Superior Court dated 2nd February 1925, authorizing the trustee to proceed to the sale of said immovables according to the prescriptions of article 20, section 4, sub-sections 4a, b, c, e, of the Bankruptcy Act, so as to give said sale the effects of a sheriff's sale.

Certificates and conditions of sale are deposited at the office of Vinet & Dufresne, 99 Saint James Street.

The trustee,
P. H. DUFRESNE.

Montreal, 7th February 1925. 706

Vente par licitation

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 356.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Drummondville, dans le district d'Arthabaska, le 9ème jour de février 1925, dans une cause dans laquelle Marion Amy Hardy est demanderesse, et Dorothy-Isabel Drysdale, Alexander Dunlop Drysdale, Evelyn Atkinson Drysdale, John Drummond Drysdale, et Joseph-Wilfrid Saint-Onge sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: les lots Nos 285, 286 et 287 de la subdivision du lot No 50, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Est de la ville de Drummondville, comté de Drummond—avec les bâtisses dessus érigées; les lots Nos 240, 246, 254, 255, 257, 273, 274 et 275 de la subdivision du lot No. 50, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Est de la ville de Drummondville, comté de Drummond.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, Cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la ville de Drummondville, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ldite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de dé-

Sale by licitation

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court. No. 356.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Drummondville, in the district of Arthabaska, the nineteenth day of February, 1925, in a cause wherein Marion Amy Hardy, is Plaintiff, and Dorothy Isabel Drysdale, Alexander Dunlop Drysdale, Evelyn Atkinson Drysdale, John Drummond Drysdale and Joseph Wilfrid Saint-Onge are Defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit: the lots Nos. 285, 286 and 287 of the subdivision of lot No. 50, on the official plan and book of reference of the East ward of the town of Drummondville, county of Drummond—with the buildings thereon erected; the lots Nos. 240, 246, 254, 255, 257, 273, 274 and 275 of the subdivision of lot No. 50, on the official plan and book of reference of the east ward of the town of Drummondville, county of Drummond.

The above immovables will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, the SEVENTEENTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon, sitting the Court, in the Court Room of the Court House of the town of Drummondville, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and, failing the parties

poser lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

10 février 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
795—7-2 GARCEAU, RINGUET & GARCEAU.

to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

February, 10, 1925.

GARCEAU, RINGUET & GARCEAU,
796—7-2 Attorneys for plaintiffs.

Ventes pour taxes municipales

Supplément à la liste de la vente de terrains pour taxes publiée dans la Gazette Officielle, le vingt-quatre janvier et le trente et un janvier, mil neuf cent vingt-cinq, pour le comté de Papineau:

Seront aussi vendus à l'enchère publique, à l'hôtel de ville du Village de Papineauville, à DIX heures de l'avant-midi, le QUATRE MARS, mil neuf cent vingt-cinq, pour taxes municipales et scolaires, etc, les propriétés suivantes :

Sales for municipal taxes

Supplement to the list of the sale of properties for taxes published in the Official Gazette, the twenty-fourth of January and the thirty-first day of January, one thousand nine hundred and twenty-five, for the county of Papineau:

Will also be sold by public auction, in the Town Hall of the Village of Papineauville, at TEN o'clock in the forenoon, the FOURTH of MARCH, one thousand nine hundred and twenty-five, for municipal and school taxes, etc., the following properties:

Municipalité de Suffolk et Addington—Municipality of Suffolk and Addington.

Lot	Rang — Range	Superficie — Area	Taxes	Propriétaire — Owner
20 & 21 canton de-township of Suffolk	A		$ 8.93	Herbert Wilburn.
22	1		23.47	Dominion property.
14	4-5		20.51	Félix Larose.
30 canton d'-township of Addington	1		18.85	Cyr Loignon.

Donné à Papineauville, ce 31 décembre, 1924.

Le secrétaire-trésorier,
ALBERT BOULAIS.

685—6-2

Given at Papineauville, this 31st of December, 1924.

ALBERT BOULAIS,
Secretary-Treasurer.

686—6-2

VENTES PAR LE SHÉRIF

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Abitibi.

No 407. } XAVIER GALICHAMP, cultivateur, de Saint-David comté de Lévis, P. Q., demandeur; vs ALEXANDRE AYOTTE, de La Sarre, district d'Abitibi, défendeur, à savoir:

Le lot de terre portant le numéro soixante et un (61), du rang numéro quatre (4), du canton La Sarre, dit district d'Abitibi, désigné comme tel au plan d'arpentage du Ministère des Terres et Forêts de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Sarre, le VINGT-SEPTIÈME jour de FEVRIER prochain, 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. J.-U. DUMONT.

Amos, 19 janvier 1925.

[Première publication, 24 janvier 1925]

463—4-2

SHERIFF'S SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 407. } XAVIER GALICHAMP, farmer, of Saint David, county of Levis, P. Q., plaintiff; vs ALEXANDRE AYOTTE, of La Sarre, district of Abitibi, defendant, to wit:

The lot of land bearing number sixty-one (61) of range number four (4) of the township of La Sarre, said district of Abitibi, described as such on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of La Sarre, the TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's office. Sheriff.

Amos, January 19, 1925.

[First publication, January 24, 1925]

464—4-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

280. J.-G. DESAULNIERS, marchand, de la paroisse de Sainte-Thècle, district des Trois-Rivières, demandeur; vs WILFRID PERRON ET AL. de La Sarre, district d'Abitibi, défendeurs, à savoir:

Comme appartenant audit Wilfrid Perron:

1. Le lot de terre portant le numéro cinq (5) du rang numéro neuf (9), du canton La Sarre, dit district d'Abitibi, et

2. Le lot de terre portant le numéro vingt-cinq (25), du rang numéro sept (7), dudit canton La Sarre, décrits comme tels au plan d'arpentage du Ministère des Terres et Forêts de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de La Sarre susdit, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain 1925, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-U. DUMONT.

Bureau du shérif.
Amos, 19 janvier 1925.

[Première publication, 24 janvier 1925]

461—4-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

No. 280. J. G. DESAULNIERS, merchant, of the parish of Sainte Thècle, district of Three Rivers, plaintiff; vs WILFRID PERRON ET AL, of La Sarre, district of Abitibi, defendants, to wit:

As belonging to said Wilfrid Perron:

1. The lot of land bearing number five (5) of range nine (9) of the township of La Sarre, said district of Abitibi, and

2. The lot of land bearing number twenty five (25) of range number seven (7) of said township of La Sarre, described as such on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of La Sarre aforesaid, the TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY next, 1925, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT.
Sheriff.

Sheriff's office.
Amos January 19, 1925.

[First publication, January 24, 1925]

462—4-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de magistrat.—District d'Abitibi.

No 6. THE GOODYEAR TIRE & RUBBER CO. OF CANADA, LTD. corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires à Toronto, Ont., demanderesse; vs JOSEPH LAMARCHE, de Senneterre, défendeur, à savoir:

Les blocs de terrain portant les numéros ou désignations suivants: celui désigné par la lettre H et les blocs portant les numéros huit (8) et neuf (9), du village de Senneterre, dit district d'Abitibi, décrits comme tels au plan d'arpentage du Ministèrre des Terres et Forêts de Québec—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Senneterre susdit, le VINGT-QUATRIEME jour de FEVRIER prochain, 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-U. DUMONT.

Bureau du shérif.
Amos, 19 janvier 1925.

[Première publication, 24 janvier 1925]

465—4-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Abitibi.

No 6. THE GOODYEAR TIRE AND RUBBER CO. OF CANADA, LTD, a body politic and corporate having its head office at Toronto, Ont., plaintiff; vs JOSEPH LAMARCHE, of Senneterre, defendant, to wit:

The blocks of land bearing the following numbers or designations: The one designated by the letter H and the blocks bearing numbers eight (8) and nine (9) of the village of Senneterre, said district of Abitibi, described as such on the plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of Senneterre aforesaid, the TWENTY-FOURTH day of FEBRUARY next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT.
Sheriff.

Sheriff's office.
Amos, January 19, 1925.

[First publication, January 24, 1925]

466—4-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No. 255. LA CAISSE POPULAIRE DE SAINT-MEDARD-DE-WARWICK, demanderesse; vs J.-BTE RAICHE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Le tiers sud-ouest du lot primitif No 25 du huitième rang du canton de Warwick, connu et désigné au cadastre officiel pour ledit canton comme étant la partie sud-ouest du lot numéro 923; borné d'un côté par Achille Gélinas et de l'autre côté par Arthur Gélinas.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Séraphine, le DIX-HUITIÈME

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 255. LA CAISSE POPULAIRE DE SAINT-MEDARD DE WARWICK, plaintiff; vs J. BTE RAICHE, defendant.

As belonging to said defendant:

The southwest one third of the original lot No. 25 of the 8th range of the township of Warwick, known and designated upon the said official plan as being the southwest part of lot No. 923; bounded on one side by Achille Gélinas and on the other side by Arthur Gélinas.

To be sold at the parochial church door of Sainte Séraphine, on the EIGHTEENTH day of

jour de MARS prochain, (1925), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 9 février, 1925.
[Première publication, le 14 février, 1925]
797—7 2

MARCH next (1925), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, February 9th, 1925.
[First publication, February 14, 1925]
798—7-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 354. JOSEPH PLOURDE, demandeur; vs FELIX HOULE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Une terre située dans la Paroisse de Sainte-Anne du Sault, contenant environ 4½ arpents de front sur la profondeur du lot, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Bulstrode, comme étant la ½ est du lot No 140, avec les bâtisses y érigées, bornée des deux bouts aux cordons des rangs, d'un côté par J.-Bte Rochefort et de l'autre coté par Nazaire Plourde.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne du Sault, le VINGT-SIXIEME jour de FEVRIER prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J. E. GIROUARD.
Arthabaska, 19 janvier 1925. 457—4-2
[Première publication, le 24 janvier 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 354. JOSEPH PLOURDE, plaintiff; vs FELIX HOULE, defendant.

As belonging to said defendant.

A piece of land situate in the Parish of Sainte-Anne du Sault, containing about 4½ arpents in front by the depth of the lot, known and designated upon the official plan and book of reference for the Township of Bulstrode, as being the east half of lot No. 140, with the buildings thereon erected, bounded at both ends by the concessions lines, on one side by the J. Bte Rochefort and on the other side by Nazaire Plourde.

To be sold at the parochial church door of Saint Anne du Sault on the TWENTY SIXTH day of FEBRUARY next (1925) at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, January 19, 1925. 458—4-2
[First publication, January 24, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 332. USEBE ROBERGE, demandeur; vs LOUIS BIBEAU, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Les lots Nos 252 et 253 du cadastre officiel du canton de Somerset Nord, avec les bâtisses y érigées; la vente faite à la charge par l'adjudicataire de payer les termes à échoir sur la Répartition d'église.

Pour être vendus en un seul lot, à la porte de l'église paroissiale de Sainte Julie de Somerset, le VINGT-HUITIEME jour de FEVRIER prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 21 janvier 1925. 459—4-2
[Première publication, le 24 janvier 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 332. EUSEBE ROBERGE, plaintiff; vs LOUIS BIBEAU, defendant.

As belonging to said defendant.

The lots Nos. 252 and 253 of the official plan and book of reference for the Township of Somerset North,—with the buildings thereon erected; the sale to be made at the charge by the purchaser to pay the instalments to become due upon the church assessment

To be sold in one lot, at the parochial church door of Sainte Julie de Somerset, on the TWENTY EIGHTH day of FEBRUARY next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, January 21, 1925. 460—4-2
[First publication, January 24, 1925]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Québec.

Beauce, à savoir: No 1334. JOSEPH PAQUET. demandeur en reprise d'instance; contre JAMES BURNS, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Malachie, à onze heures de l'avant-midi, le 6 décembre, 1923, aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain, 1925, à la porte de la susdite église de Saint-Malachie.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 6 février 1925.
799

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Quebec.

Beauce, to wit: No. 1334. JOSPEH PAQUET, Plaintiff, in continuance of suit; against JAMES BURNS, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, formerly announced to take place at the door of the church of Saint Malachie at eleven o'clock in the forenoon, the sixth of December, 1923, will take place at ELEVEN o'clock in the forenoon, the NINETEENTH day of MARCH next, 1925, at the door of the aforesaid church of Saint Malachie.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, February 6th, 1925.
800

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } P.-CYPRIEN FORTIN,
No. 8448. } demandeur; contre CHARLES GIROUX, défendeur.

Le lot numéro six (6) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le septième rang du cadastre Langevin, paroisse de Sainte-Justine, comté de Dorchester, avec réserve des droits de coupe de bois de Chabot & Pilon, suivant titres—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Justine, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain, 1925, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph de Beauce, 11 février, 1925.
[Première publication, le 14 février, 1925]
857—7-2.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } P. CYPRIEN FORTIN,
No. 8448. } plaintiff: against CHARLES GIROUX, defendant.

The lot number six (6) of the official cadastral plan and book of reference for the seventh Range of the township of Langevin, parish of Sainte Justice, county of Dorchester, with the reservation of the right to the cut of timber held by Chabot and Pilon, according to titles—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Justine, the SEVENTEENTH day of MARCH next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, February, 1925.
[First publication, February 14, 1925]
858—7-2.

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour superieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } LE PRET HYPOTHE-
No 9330. } CAIRE, corporation légale ayant son principal bureau d'affaires en la Cité de Québec, demandeur; contre EPHREM BOULIANE, de Sainte-Anne de Chicoutimi, défendeur

Une ferme située en la paroisse de Sainte-Anne de Chicoutimi et comprenant suivant le cadastre officiel du Canton Simard:

1. La demie Nord-Ouest du lot numéro vingt-neuf (29) dans le troisième rang comprise entre le lot numéro trente A (30-A) du même rang au Nord-Ouest, le cordon divisant le troisième rang du quatrième rang au Nord-Est, le terrain de Ernest Martel possédant l'autre moitié du même lot, au Sud-Est, et à la Rivière Shipshaw au Sud-Ouest;
2. Le lot numéro trente A (30*a*) du troisième rang;
3. Le lot numéro trente-trois (33) dans le même troisième rang;
4. Le lot numéro trente-quatre (34) dans le même troisième rang;
5. Le lot numéro trente (30) dans le quatrième rang; et
6. Le lot numéro trente-un (31) aussi dans le quatrième rang:—avec ensemble toutes les bâtisses érigées sur aucun de ces lots et partie de lots, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Anne, MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour de FEVRIER prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 17 janvier 1925.
[Première publication, 24 janvier 1925]
467—4-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } DAME LUCETTE
No 9413. } TREMBLAY, épouse contractuellement séparée de biens de Edmour McLean, commis, de Bagotville et ce dernier en autant que besoin pour autoriser sa dite épouse,

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } LE PRET HYPOTHE-
No 9330. } CAIRE, a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Quebec, Plaintiff; against EPHREM BOULIANE, of Sainte Anne de Chicoutimi, Defendant.

A farm situate in the parish of Sainte Anne de Chicoutimi and comprising according to the official cadastre of the township of Simard

1. The northwest half of lot number twenty nine (29) in the third range, lying between lot number thirty-A (30-A) of the same range, to the northwest, the cross range line between the third range and the fourth range, to the north east, the land of Ernest Martel the owner of the other half of same lot to the southeast, and the river Shipshaw to the southwest
2. The lot number thirty A (30-A) of the third range;
3. The lot number thirty three (33) in the same third range;
4. The lot number thirty four (34) in the same third range;
5. The lot number thirty (30) in the fourth range; and
6. The lot number thirty one (31) also in the fourth range—together with all the buildings erected upon any of such lots and part of lots, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Sainte Anne, on TUESDAY, the TWENTY FOURTH day of FEBRUARY next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Chicoutimi, January 17, 1925.
[First publication, January 24, 1925]
468—4-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit } DAME LUCETTE
No. 9413. } TREMBLAY, wife contractually separate as to property of Edmour McLean, clerk, of Bagotville, and the latter in so far as need be to authorize his said wife, plain-

demanderesse; contre MERIDÉ LAROUCHE, forgeron, de Saint-Honoré, défendeur.

Une maison de vingt-quatre pieds par trente pieds avec toutes les autres bâtisses érigées sur un emplacement de cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, borné au Nord par Monsieur Edmond Tremblay, marchand, au sud par Monsieur Louis Lagacé, cordonnier, à l'Est par le terrain de la Fabrique et à l'Ouest par la route du huitième rang, connu et désigné comme faisant partie du numéro un (1) du huitième rang du cadastre officiel du canton Simard, ainsi que tous les droits que le dit débiteur peut avoir sur ce terrain en vertu d'un bail verbal entre lui et la Fabrique de la dite paroisse de Saint-Honoré.

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Honoré, LUNDI le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 17 janvier 1925. 469—4–2
[Première publication, le 24 janvier 1925]

tiff; against MERIDE LAROUCHE, blacksmith, of Saint-Honoré defendant.

A house twenty-four feet by thirty feet width all the other buildings erected upon an emplacement of fifty feet in width by one hundred feet in depth, bounded to the north by Mr. Edmond Tremblay, merchant, to the south by Mr. Louis Lagacé, shoe-maker, to the east by the land of the Fabrique and to the west by the by-road of the eighth range, known and designated as forming part of number one (1) of the eighth Range, on the official cadastre of the township of Simard, as well as all the rights which the said debtor may have upon such emplacement under a verbal case between himself and the fabrique of said parish of Saint-Honoré.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Honoré, on MONDAY, the TWENTY-THIRD day of FEBRUARY next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, January 17, 1925. 470—4–2
[First publication, January 24, 1925]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Gaspé.

Percé, à savoir: QUEBEC PRESERVING, No 1514. LIMITED, corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires en la cité de Québec, demanderesse; vs FERDINAND MOREAU, de Grande-Rivière, comté et district de Gaspé, défendeur.

Un certain lopin de terre de deux arpents et demi de largeur sur environ quatorze de profondeur, plus ou moins, étant partie du lot numéro cent cinquante-cinq (No 155), en la municipalité de Grande-Rivière, étant le côté ouest de al rivière; borné au nord par une ruelle, au sud par la succession de Louis Cabot, à l'ouest par les terres du 2ème rang, et à l'est par la succession dudit Cabot—avec une grange sus-érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de ladite paroisse de Notre-Dame de la Grande-Rivière, à ONZE heures de l'avant-midi, le VINGT-HUITIEME jour de FEVRIER prochain.

Le shérif
Bureau du shérif. JAS.-T. TUZO.
Percé, 17 janvier 1925.
[Première publication, 24 janvier 1925]
481—4–2

GASPE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit: QUEBEC PRESERVING, No. 1514. LIMITED, a legal corporation having its place of business at the City of Quebec, plaintiff; against FERDINAND MOREAU, of Grand River, county and district of Gaspé, defendant.

A certain piece of land of two arpents and a half in breadth on or about fourteen arpents in depth, more or less, being part of lot number one hundred and fifty five (No 155) in the municipality of Grand River, being the west side of the river; bounded towards the north by a lane, towards the south by the *succession* Louis Cabot; towards the west by the lands of the 2nd range, and towards the east by the *succession* of the said Cabot—with a barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Notre Dame de la Grande Rivière at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the TWENTY EIGHTH day of FEBRUARY next.

JAS. T. TUZO,
Sheriff's office. Sheriff.
Percé, January, 17th, 1925.
[First publication, January 24, 1925]
482—4–2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: JULES LANGLAIS, No. 9502. avocat, de la cité de la Rivière-du-Loup, demandeur; contre ALBERT MORISSETTE, de l'endroit appelé Sully, défendeur, à savoir :

Un terrain ou emplacement mesurant cent pieds sur le chemin public, à partir de la ligne

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: JULES LANGLAIS, No. 9502. advocate, of the city of Rivière du Loup, plaintiff; against ALBERT MORISSETTE, of the place called Sully, defendant, to wit:

A lot of land or emplacement measuring one hundred feet on the public road, from the line

entre les lots trente-cinq et trente-six B, courant sud-est sur une profondeur de trois cents pieds; borné au nord-est et au sud-est par Alfred Théberge, au sud-ouest au chemin public et au nord-ouest par Médéric Boulet, lequel terrain fait partie du lot numéro trente-six B (ptie 36-B) du cadastre officiel du canton Estcourt, dans le troisième rang—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David-d'Estcourt, le DIX-HUITIEME jour de MARS prochain (1925), à UNE heure de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 11 février, 1925.
[Première publication le 14 février, 1925]
825-7-2

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } JEAN THEBERGE, marchand,
No. 9499. } de la paroisse de Saint-Eleuthère, demandeur; contre JULES CARON, père, cultivateur, du même endroit, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, savoir: "La demie sud-ouest du lot numéro neuf (½ S. O. No. 9) du huitième rang, canton Pohénégamook, et le lot numéro huit B (No. 8B) du même rang et canton—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; les dits lots étant ainsi au cadastre officiel du canton Pohénégamook, pour la paroisse de Saint-Eleuthère."—qui devait avoir lieu à midi, le dix-septième jour de février, mil neuf cent vingt-cinq, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eleuthère, aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain, 1925, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eleuthère.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 11 février, 1925.
839

of division between lots thirty-five and thirty-six B, running southeasterly for the depth of three hundred feet; bounded to the northeast and southeast by Alfred Théberge, to the southwest by the public road and to the northwest by Médéric Boulet, the said lot of land forming part of lot number thirty-six B (Pt. 36 B) of the official cadastre of the township of Estcourt, in the third Range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint David d'Estcourt, the EIGHTEENTH day of MARCH next, (1925), at ONE o'clock in the afternoon.

J. O. GIRARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Rivière du Loup, February 11, 1925.
[First publication, February 14, 1925]
826—7-2

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: } JEAN THEBERGE,
No. 9499. } merchant, of the parish of Saint Eleuthère, plaintiff: against JULES CARON, senior, farmer, of the same place, defendant, to wit:

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, to wit: "The southwest half of lot number nine (S. W. ½ No. 9) of the eighth range of the township of Pohénégamook, and the lot number eight-*b* (No. 8-*b*) of the same range and township—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the said lots being thus known on the official cadastre of Pohénégamook, for the parish of Saint Eleuthère."—formerly announced to take place at twelve o'clock noon, the seventeenth day of February, one thousand nine hundred and twenty-five, at the door of the church of the parish of Saint Eleuthère, will take place at ELEVEN o'clock in the forenoon, the NINETEENTH of MARCH next, 1925, at the door of the church of the parish of Saint Eleuthère.

J. O. GIRARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Rivière du Loup, February 11, 1925.
840

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir : } LA COMPAGNIE DE LAITERIE,
No 2097. } société commerciale duement enregistrée, ayant son principal bureau d'affaires dans la paroisse de Saint-Pierre, comté de Montmagny, demanderesse; contre EDMOND BELANGER, ci-devant de Montmagny et maintenant de Williamselt, dans l'état de Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Un terrain mesurant cent pieds de front de l'est à l'ouest sur quatre-vingt-onze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise; borné au nord et au nord-est à Wilfrid Talbot, sud à la rue Frontenac, sud-ouest à Réal Lavergne, et faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-huit (188) du cadastre officiel de la ville de Montmagny—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A charge des répartitions d'église pour l'avenir.

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } LA COMPAGNIE DE LAITERIE, a com-
No. 2097. } mercial partnership duly registered, having its head office in the parish of Saint Pierre, county of Montmagny, Plaintiff; against EDMOND BELANGER, heretofore of Montmagny and now of Williamselt, in the state of Massachusetts, United States of America, Defendant.

A lot of land measuring one hundred feet in front from east to west by ninety-one feet in depth, the whole English measure; bounded to the north and northeast by Wilfrid Talbot, to the south by Frontenac Street, to the southwest by Real Lavergne, and forming part of lot number one hundred and eighty-eight (188) of the official cadastre of the town of Montmagny—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to Church assessments for the future.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, en la ville de Montmagny, LUNDI, le SEIZIEME jour du mois de MARS prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 9 février 1925.
[Première publication, 14 février 1925]
801—7-2

To be sold at my office, at the Court House, in the town of Montmagny, MONDAY, the SIXTEENTH day of the month of MARCH next, (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's office. Sheriff.
Montmagny, February 9, 1925.
[First publication, February 14, 1925]
802—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir : } ARTHUR RODRIGUE, journalier, de Sainte-Sabine, demandeur; contre AMEDEE RODRIGUE, du même lieu, défendeur.

Avis public est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, savoir:

"*d.* Un emplacement d'environ cinquante pieds par cinquante (50 x 50), sans mesure précise; borné en front par le chemin public, en arrière à Victor Potvin, d'un côté par le débiteur et de l'autre côté par Patrice Nolet, faisant partie du lot numéro quarante-six (46) du sixième rang, canton Bellechasse—avec bâtisses et dépendances; lesdites bâtisses consistant en une fromagerie", qui devait avoir lieu à la porte de l'église de Saint-Camille, le seizième jour du mois de décembre dernier (1924), aura lieu à la porte de la dite église de Saint-Camille, le DIX-SEPTIEME jour du mois de MARS prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 9 février 1925.
[Première publication, 14 février 1925]
803—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit : } ARTHUR RODRIGUE, laborer, of Sainte Sabine, plaintiff; against AMEDEE RODRIGUE, of the same place, defendant.

Public notice is hereby given that the sale of the immovable seazed in the present cause, to wit:

"*d.* An emplacement of about fifty feet by fifty (50 x 50), without warranty of precise measurements; bounded in front by the public road, in rear by Victor Potvin, on one side by the debtor and on the other side by Patrice Nolet, forming part of lot number forty six(46) of the sixth range, township of Bellechasse—with the buildings and dependencies thereon; the said buildings consisting in a cheese factory", formerly announced to take place at the door of the church of Saint Camille, the sixteenth day of the month of December last (1924), will take place at the door of said church of Saint Camille, the SEVENTEENTH day of the month of MARCH next, (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, February 9, 1925.
[First publication, February 14, 1925]
804—7-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } NATHAN WEGLER, demandeur; vs DAME HARRY HYAMS, des cité et district de Montréal, épouse séparée en biens de Harry Hyams, aussi du même lieu, défenderesse.

Une moitié indivise des droits, titres et intérêts dans et sur la propriété immobilière, située en la cité de Montréal, connue et désignée comme étant une partie de la subdivision numéro vingt-deux du lot originaire numéro cent soixante-deux (162-Pt. 22) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant, ladite portion, seize pieds de largeur, de la ligne de division entre le lot ci-dessus décrit et la subdivision numéro vingt-trois (No 23), jusqu'à la maison en pierres érigée partiellement sur le résidu de la portion du lot présentement décrit et partiellement sur le lot de subdivision numéro vingt et un (No 21), par soixante-dix pieds de profondeur, et bornée en front par la rue Berri, et en arrière par la rue Pontiac—avec ensemble le cottage portant le numéro civique No 1243 de la rue Berri et autres bâtisses sus érigées.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt de $400.00 sera exigé de tout offrant

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } NATHAN WEGLER, Plaintiff; against MRS HARRY HYAMS, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Harry Hyams, also of the same place, defendant.

An undivided one half right, title and interest in and to the immovable property, situated in the city of Montreal, known and designated as part of subdivision lot number twenty-two of original lot number one hundred and sixty-two (162-Pt. 22), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, measuring, the said portion, sixteen feet in width from the division line of the lot hereby described, and subdivision lot number twenty-three (No. 23), up to the stone house erected partly on the remaining portion of the lot presently described, and partly on subdivision lot number twenty-one (No. 21), by seventy feet in depth, and bounded in front by Berri Street, and in rear by Pontiac Street—together with the cottage bearing civic No. 1243 Berri Street and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon

A deposit of $400.00 shall be exacted from each

ou enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'Honorable juge Bruneau, daté le 23ème jour de janvier 1925.

Le shérif,
Bureau du shérif. L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 11 février 1925.
[Première publication, 14 février 1925]
829

and every bidder with his first bid, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Bruneau, dated the 23rd day of January 1925.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, February 11th, 1925.
[First publication, February 14, 1925]
830

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH RIENDEAU,
No. 4213. } bourgeois, du village de Boucherville, et AZARIE HUET dit DULUDE cultivateur, de la paroisse de Boucherville, demandeurs; contre JOSEPH-A. SEGUIN, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un emplacement situé sur la rue Chambord, en la cité de Montréal, composé, ledit emplacement, de la moitié nord-ouest du lot numéro cent trois de la subdivision officielle du lot numéro trois cent trente et un, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant ladite moitié du lot, vingt-cinq pieds de front sur quatre-vingt-six pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; bornée, ladite moitié du lot, en front par ladite rue Chambord, en profondeur par une ruelle, d'un côté par l'autre moitié du susdit lot de subdivision et de l'autre côté par la moitié nord-ouest du lot numéro cent deux de ladite subdivision—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 11 février, 1925.
[Première publication, le 14 février, 1925]
831

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH RIENDEAU, gen-
No. 4213. } tleman, of the village of Boucherville, and AZARIE HUET, dit DULUDE farmer, of the parish of Boucherville, plaintiff; against JOSEPH A. SEGUIN, of the city and district of Montreal, defendant.

That certain emplacement situate on Chambord Street, in the city of Montreal, composed, said emplacement, of the northwest half of lot number one hundred and three of the official subdivision of lot number three hundred and thirty-one, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, containing, said half of lot, twenty-five feet in front by eighty-six feet in depth, English measure and more or less; bounded, said half of lot, in front by said Chambord Street, in depth by a lane, on one side by the other half of said subdivision lot and on the other side by the northwest half of lot number one hundred and two of said subdivision—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINETEENTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 11, 1925.
[First publication, February 14, 1925]
832

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EDOUARD BOUDRIAS,
No. 1219. } jardinier, des cité et district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire et de légataire fiduciaire de feu Zotique Boudrias, en son vivant jardinier, du même lieu, demandeur; contre THE WESTERN REALTY CO., LIMITED, corporation ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, dit district, défenderesse.

Un lot de terre ayant front sur l'Avenue Oxford, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro six cent huit sur le plan de subdivision du lot originaire numéro cent soixante-quinze (175-608), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $150.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Bruneau, daté le 10 février, 1925.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 11 février, 1925.
[Première publication, le 14 février, 1925]
833

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EDOUARD BOUDRIAS,
No. 1219. } gardener, of the city and district of Montreal, in his quality of testamentary executor and fiduciary legatee of the late ZOTIQUE BOUDRIAS, in his lifetime, gardener, of the same place, plaintiff; against THE WESTERN REALTY CO., LIMITED, a corporation having its head office at Montreal, said district, defendant.

A lot of land fronting on Oxford Avenue, in the city of Montreal, known and designated under number six hundred and eight upon the subdivision plan of original lot number one hundred and seventy-five (175-608), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINETEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $150.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 10th of February, 1925.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, February 11, 1925.
[First publication, February 14, 1925]
834

FIERI FACIAS DE TERRIS

Court Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:
No. 648.

J.-L. PERRON, avocat, Conseil du Roi, ROBERT TASCHEREAU, avocat, conseil du Roi, THIBAUDEAU RINFRET, avocat, conseil du Roi, ARTHUR VALLEE, avocat, conseil du Roi, et ROSARIO GENEST, avocat, tous des cité et district de Montréal et y exerçant ensemble en société leur profession, sous la raison sociale de PERRON, TASCHEREAU, RINFRET, VALLEE & GENEST, demandeurs; vs L.-P. BASTIEN, défendeur.

Un treizième indivis d'un lot de terre sis et situé dans le village incorporé de Saint-Jean-Baptiste (maintenant le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal) et connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent huit, de la subdivision officielle du lot numéro un (No. 1-408) des plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé de Saint-Jean-Baptiste et ayant front sur la rue Seaton, maintenant rue Marquette —et avec les bâtisses et dépendances y érigées, et avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans les ruelles s'y rapportant, mais sans pouvoir y obstruer; le dit lot de terre mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
L.-L. LEMIEUX.

Bureau du Shérif,
Montréal, 11 février, 1925.

[Première publication, le 14 février, 1925]
835—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:
No. 648.

J.-L. PERRON, advocate and King's Counsel, ROBERT TASCHEREAU, advocate and King's Counsel, THIBAUDEAU RINFRET, advocate and King's Counsel, ARTHUR VALLEE, advocate and King's Counsel, and ROSARIO GENEST, advocate, all of the city and district of Montreal, and there practicing their profession together in partnership under the firm name of PERRON, TASCHEREAU, RINFRET, VALLEE & GENEST, plaintiffs; vs L. P. BASTIEN, defendant.

The undivided thirteenth part of a lot of land lying and situate in the incorporated village of Saint Jean Baptiste (now Saint Mary's ward of the city of Montreal) and known and designated as being lot number four hundred and eight of the official subdivision of lot number one (No. 1-408) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste and fronting on Seaton Street, now Marquette Street—and with the buildings and dependencies thereon erected and with right of passage in common with all others entitled thereto in the lanes connected therewith, but without power to obstruct same; the said lot of land measuring twenty-five feet in width by one hundred and eighteen feet in depth, English measure and more or less.

To be sold at my office in the city of Montreal, the TWENTIETH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 11, 1925.

[First publication, February 14, 1925]
836—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:
No 6418.

LA COMPAGNIE CANADIENNE DES COURS PAR CORRESPONDANCE, LIMITEE, demanderesse; contre MELLE MARIA DAMPHOUSSE, des cité et district de Montréal, défenderesse.

1. Un certain emplacement ayant front sur l'avenue appelée autrefois avenue des Cèdres, et qui s'appelle aujourd'hui avenue Somerled, dans la cité de Montréal, formant partie du lot numéro cent cinquante-deux, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et plus particulièrement connu sur le plan de subdivision dûment fait et déposé dudit lot officiel, comme la subdivision numéro cinquante-huit (152-58)—sans bâtisses.

2. Un certain emplacement ayant front sur l'avenue appelée autrefois avenue des Cèdres et qui s'appelle aujourd'hui avenue Somerled, dans la cité de Montréal, formant partie du lot numéro cent cinquante-deux, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et plus particulièrement connu sur le plan de subdivision dûment fait et déposé dudit lot officiel, comme la subdivision numéro cinquante-neuf (152-59)—sans bâtisses.

3. Un certain emplacement ayant front sur l'avenue appelée autrefois avenue des Cèdres et qui s'appelle aujourd'hui avenue Somerled, dans la cité de Montréal, formant partie du lot numéro cent cinquante-deux, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et plus particulièrement connu sur le plan de subdivision dûment fait et déposé dudit lot officiel,

---

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:
No. 6418.

LA COMPAGNIE CANADIENNE DES COURS PAR CORRESPONDANCE, LIMITEE, Plaintiff; against MISS MARIA DAMPHOUSSE, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. That certain emplacement fronting on the Avenue formerly named Avenue des Cèdres and which is now known as Somerled Avenue, in the city of Montreal, forming part of the lot number one hundred and fifty-two, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and more fully described on the subdivision plan duly made and fyled of said official lot as being subdivision number fifty-eight (152-58)—without buildings.

2. That certain emplacement fronting on the Avenue formerly named Avenue des Cèdres and which is now known as Somerled Avenue, in the city of Montreal, forming part of lot number one hundred and fifty-two, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and more fully described on the subdivision plan duly made and fyled of said official lot as being subdivision number fifty-nine (152-59)—without buildings.

3. That certain emplacement fronting on the Avenue formerly named Avenue des Cèdres and which is now known as Somerled Avenue, in the city of Montreal, forming part of lot number one hundred and fifty-two, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and more fully described on the subdivision plan duly made and fyled of said official

comme la subdivision numéro soixante (152-60) —sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $60.00 pour chacun desdits paragraphes sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 10 février 1925.

Le shérif,
Bureau du shérif. L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 11 février 1925.
[Première publication, 14 février 1925]
837—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE LACHI-
No 2480. } NE, demanderesse; vs DAME ALMA BOULAY, épouse de Arthur Laplante, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, défendeurs.

Comme appartenant à ladite Dame Alma Boulay;

Le lot de terre No 81 de la subdivision officielle du lot No 754 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier (754-81)—avec bâtisses dessus construites, ayant front sur le côté est de la 7e avenue, dans la cité de Lachine.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de FEVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 21 janvier 1925.
[Première publication, 24 janvier 1925]
483—4-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } Dame JENNIE KIRSCH-
No. 1325 } BERG, veuve de feu Zigmond Fineberg et al, ès-qualité, demandeurs; vs HYMAN COHEN, défendeur.

Ce certain lopin de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, étant la moitié nord-ouest d'un certain lopin de terre connu et désigné comme étant la subdivision "H" du lot de terre connu aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Laurent sous le numéro cent-soixante-dix (170-H), contenant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de cent trente-sept pieds et sept pouces et demi dans la ligne du côté sud-est et une profondeur de cent trente sept pieds et huit pouces dans la ligne du côté nord-ouest, et une superficie totale de trois mille quatre cent quarante et un pieds, mesure anglaise, et plus ou moins. Borné en front par la rue Mance, en arrière par une ruelle étant la subdivision "L" dudit lot officiel (170-L), d'un côté au sud-est par l'autre moitié de ladite subdivision "H" (170-H) vendue à M. Thomas Fraser, et de l'autre côté au nord-ouest par la subdivision "G" dudit lot officiel (170-G), avec le droit de passage dans ladite ruelle en arrière—avec la maison d'habitation portant le numéro soixante-seize (76), rue Mance, et dépendances sus-érigées, dont les deux murs des pignons sont mitoyens. Tel que ladite propriété se trouve actuellement, avec tous ses droits, dépendances et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

lot as being subdivision number sixty (152-60)—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the NINETEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $60.00 for each of said paragraphs shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, dated the 10th of February, 1925.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, February 11, 1925.
[First publication, February 14, 1925]
838—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF LACHI-
No. 2480. } NE, plaintiff; vs DAME ALMA BOULAY, wife of Arthur Laplante, and the latter both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, defendants.

As belonging to the said Dame Alma Boulay:

The lot of land No. 81 of the official subdivision of lot No. 754 of the official plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques Cartier (754-81)—with the buildings thereon erected, fronting on the east side of Seventh Avenue, in the city of Lachine.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SIXTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, January 21, 1925.
[First publication, January 24, 1925]
484—4-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } Dame JENNIE KIRSCH-
No. 1325. } BERG, widow of the late Zigmond Fineberg et al, *ès qualité*, plaintiffs; vs HYMAN COHEN, defendant.

That certain lot of land situate in the Saint Lawrence Ward, of the city of Montreal, being the north-west half of the certain lot of land known and distinguished as subdivision "H" of the lot of land known on the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward as number one hundred and seventy (170-H), containing twenty-five feet in width by a depth of one hundred and thirty-seven feet seven and a half inches in the south-east side line and a depth of one hundred and thirty seven feet eight inches in the northwest side line and a total superficies of three thousand four hundred and forty-one feet, English measure, and more or less. Bounded in front by Mance Street, in rear by a lane being subdivision "L" of the said official lot (170-L), on one side to the south by the other half of the said subdivision "H" (170-H) sold to Thomas Fraser, and on the other side to the north west by subdivision "G" on the said official lot (170-G), with the right of passage in the said lane in rear—with the dwelling house known as number seventy-six (76), Mance Street, and outbuildings thereon erected, both gable walls of which are *mitoyens*. As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, without exception of reserve of any kind.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de FEVRIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $970.00 sera exigé de chaque offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 20ième jour de janvier, 1925.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 21 janvier, 1925.
[Première publication le 24 janvier, 1925]
485—4-2

on the TWENTY-SIXTH day of FEBRUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A déposit of $970.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his bid. pursuant a judgment of Hon Justice Bruneau, dated 20th of January, 1925.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January, 21st 1925.
[First publication, January 24, 1925]
486—4-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.

Province de Québec, District de Nicolet, No 438. } DAME MARIE-OLIVINE DARGIS, demanderesse; vs J.-EVARISTE ROCHETTE, défendeur.

Une terre située dans le rang de la Grande-Rivière, dans la paroisse de Saint-Grégoire, connue et désignée par le lot numéro cent quatre (104) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Grégoire—avec les bâtisses dessus construites. A distraire du lot numéro cent quatre (104), l'emplacement de la fromagerie et beurrerie situé au nord du chemin public dudit rang de la Grande-Rivière, appartenant à Monsieur Donat Gélinas, à prendre suivant ses titres.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Grégoire, comté de Nicolet, le SEIZIEME jour de MARS mil neuf cent vingt-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P.-H. BOURK.
Nicolet, le 2 février 1925.
[Première publication, 14 février 1925]
805—7-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Nicolet, No. 454. } VENAN LAVOIE, demandeur; vs J.-HENRI PROULX, défendeur.

Un certain lot de terre au dixième rang de Sainte-Sophie-de-Lévrard, portant le numéro neuf cent quinze (915) de la nouvelle subdivision. en la paroisse de Saint-Joseph-de-Blandford; borné vers le nord-est, par la rivière du Chesne, vers le sud-ouest par la route Sainte-Sophie, vers le nord-ouest au neuvième rang, vers le sud-est par le numéro neuf cent quatorze, (914) mesurant en front deux arpents de large et la profondeur s'étendant jusqu'à la Rivière du Chesne, selon la subdivision et les lignes existant actuellement—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Blandford, comté de Nicolet, le DIXIEME jour de MARS, mil neuf cent vingt-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-P.-H. BOURK.
Nicolet, le 2 février, 1925.
[Première publication, le 7 février, 1925]
691—6-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Nicolet, No. 438. } DAME MARIE OLIVINE DARGIS, Plaintiff; vs J. EVARISTE ROCHETTE, Defendant.

A farm situate in the range of Grande Rivière, in the parish of Saint Grégoire, known and designated as being the lot number one hundred and four (104) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint Grégoire—with the buildings thereon erected. To be deducted from lot number one hundred and four (104), the site of the cheese and butter factory situate to the north of the public road of said range of Grande Rivière, belonging to Mr. Donat Gélinas, to be taken according to its titles.

To be sold at the door of the parish church of Saint Grégoire, county of Nicolet, the SIXTEENTH day of MARCH, one thousand nine hundred and twenty five, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. H. BOURK,
Sheriff's office, Sheriff.
Nicolet, February 2, 1925.
[First publication, February 14, 1925]
806—7-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Nicolet, No. 454. } VENAN LAVOIE, Plaintiff; vs J. HENRI PROULX, defendant.

That certain lot of land in the tenth range of Sainte Sophie de Levrard, bearing number nine hundred and fifteen (915) of the new subdivision in the parish of Saint Joseph de Blandford; bounded towards the northeast by river du Chesne, towards the southwest by Sainte Sophie by-road, towards the northwest by the ninth range, towards the southeast by number nine hundred and fourteen (914); measuring in front two arpents in width and extending in depth up to river du Chesne, according to the present subdivision and existing lines—with the buildings theron erected.

To be sold at the door of the parish church of Saint Joseph de Blandford, county of Nicolet, the TENTH day of MARCH, one thousand nine hundred and twenty five, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. H. BOURK,
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, February 2, 1925.
[First publication, February 7, 1925]
692—6-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Nicolet, No. 4226. } THIBAUDEAU & AL, demandeurs; vs LUDGER BARIL, défendeur.

Un terrain situé à la profondeur des terres du premier rang des concessions de la paroisse de Gentilly, connu et désigné sous le numéro quarante-deux (42) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Gentilly—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Gentilly, comté de Nicolet, le TREIZIEME jour de MARS mil neuf cent vingt-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-P.-H. BOURK.
Nicolet, le 2 février, 1925.
[Première publication, le 7 février, 1925]
693—6-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec District of Nicolet. No. 4226. } THIBAUDEAU & AL, plaintiffs; vs LUDGER BARIL, defendant.

A lot of land situate at the rear of the lands of the first range of the concession of the parish of Gentilly, known and designated under number forty-two (42) of the official cadastral plan and book of reference of the county of Nicolet, for the said parish of Gentilly—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Gentilly, county of Nicolet, the THIRTEENTH day of MARCH, one thousand nine hundred and twenty-five, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. H. BOURK,
Sheriff's office, Sheriff.
Nicolet, February 2, 1925.
[Second publication, February 7, 1925]
694—6-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No. 786. } AVARD-G. SIM, manufacturier, de la ville de Farnham, district de Bedford, et y faisant affaires seul comme tel sous le nom et raison sociale de "Missisquoi Tanning"; contre ALFRED PAQUET & H.-J. CONNOLLY, tous deux agents, des cité et district de Québec, et y faisant affaires ensemble en société, comme tels, sous les nom et raison sociale de Paquet & Connolly.

Le lot No. 555-2 (cinq cent cinquante-cinq-deux) du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Saint-Joseph—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 11 février, 1925.
[Première publication, le 14 février, 1925]
811-7-2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Québec, à savoir: No 2854. } BONBONS CANDIAC, (Canada) LIMITED, corporation légale et incorporée, ayant sa principale place d'affaires dans la Cité de Québec; contre PAUL-EMILE GAGNON, agent, de Loretteville.

Partie du lot No 1049 (mille quarante-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, comté de Québec, étant un emplacement situé en la seigneurie de Saint-Gabriel, concession Petit-Saint-Antoine, contenant 90 pieds de largeur sur 90 de profondeur, plus ou moins; bornée au nord par le chemin de front, au sud par le terrain appartenant aux commissaires d'écoles, au nord-est par un chemin de sortie qui est commun entre l'acquéreur, Jules Bédard, les représentants de Dame Vve J.-B. Pépin et Pierre Auclair, et au sud-ouest par

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: No. 786. } AVARD G. SIM, manufacturer, of the town of Farnham, district of Bedford, and there carrying on business alone as such under the firm name and style of "Missisquoi Tanning"; against ALFRED PAQUET & H. J. CONNOLLY, both agents, of the city and district of Quebec, and there carrying on business together in partnership as such under the firm name and style of "Paquet & Connolly".

The lot No. 555-2 (five hundred and fifty-five - two) of the official cadastre of Saint Roch ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Saint Joseph Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTIETH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, February 11, 1925.
[First publication, February 14, 1925]
812—7-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Quebec, to wit: No. 2854. } BONBONS CANDIAC, (Canada) LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office in the city of Quebec; against PAUL EMILE GAGNON, agent, of Loretteville.

Part of lot No. 1049 (one thousand and forty nine) of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, being an emplacement situate in the seigniory of Saint Gabriel, concession Petit Saint Antoine, containing 90 feet in width by 90 feet in depth, more or less; bounded to the north by the front road, to the south by the land of the School Commissioners, to the northeast by an outlet road which is common between the purchaser, Jules Bédard, the representatives of Dame Widow J. B. Pépin and Pierre Auclair, and

Télesphore Verret—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sous la réserve d'un droit de passage sur l'extrémité sud du dit emplacement pour communiquer au chemin de sortie.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, comté de Québec, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 28 janvier 1925. 601—5-2
[Première publication, le 31 janvier 1925[
[Deuxième publication, le 14 février 1925]

to the southwest by Télesphore Verret — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; under the reserve of a right of way over the south extremity of said emplacement to communicate with the outlet road.

To be sold at the door of the parish church of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, the SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, January, 28, 1925. 602—5-2
[First publication, January 31, 1925]
[Second publication, February 14, 1925]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Cour de Circuit.

Province de Québec, District de Montréal. No 7662. } CIE EQUITABLE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires, pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs JEAN-BAPTISTE FORTIN, de l'Ascension, comté du Lac Saint-Jean, défendeur, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro vingt-six (No 26), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le septième rang du canton Delisle—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de L'Ascension, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain (1925), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 10 février 1925.
[Première publication, le 14 février 1925]
827

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Circuit Court.

Province of Quebec, District of Montreal. No. 7662. } CIE EQUITABLE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office, for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs JEAN-BAPTISTE FORTIN, of L'Ascension, county of Lake Saint John, Defendant, to wit:

The lot of land now known and designated under number twenty-six (26), on the official cadastral plan and book of reference for the seventh range of the township of Delisle—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of L'Ascension, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of MARCH next, 1925, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office. Sheriff.
Roberval, February 10, 1925.
[First publication, February 14, 1925]
828

FIERI FACIAS.
Caur supérieure

Province de Québec, District de Roberval. No 4516. } HENRI MARTEL, fils d'Onésime, cultivateur, d'Hébertville, demandeur; vs THOMAS LANGEVIN, fils d'Henri, de Saint-Bruno, défendeur, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro onze (No 11), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang ouest, canton Labarre—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilbrod (Station d'Hébertville), MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour de FEVRIER prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif
Bureau du shérif. GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 20 janvier 1925.
[Première publication, 24 janvier 1925]
495—4-2

FIERI FACIAS.
Superior Court

Province of Quebec, District of Roberval. No. 4516. } HENRI MARTEL, son of Onésime, farmer of Hebertville, plaintiff; vs THOMAS LANGEVIN, son of Henri, of Saint Bruno, defendant, to wit:

The lot of land now known and designated under number eleven (No. 11) on the official cadastral plan and book of reference for the second west range of the township of Labarre—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Saint Wilbrod (Hebertville Station), on TUESDAY the TWENTY FOURTH day of FEBRUARY next (1925) at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office. Sheriff.
Roberval, January 20, 1925.
[First publication, January 24, 1925]
496—4-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No. 950. SHERBROOKE RAILWAY & POWER COMPANY, corporation légalement constituée ayant son bureau-chef et sa place d'affaires en les cité et district de Montréal, et MONTREAL TRUST COMPANY, corporation légalement constituée, ayant son bureau-chef à Montréal susdit, demanderesses; vs FLETCHER CORPORATION, LIMITED, corporation légalement constituée, ayant son bureau-chef et sa place d'affaires en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse:

(*A*) Ce certain lopin de terre situé sur le Square Strathcona, en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, faisant partie du lot No. 251 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quartier Centre de la cité de Sherbrooke, décrit au plan et procès verbal fait par Armand-C. Crépeau, A. P. Q., le 31ième jour de juillet 1919, comme suit:

Commençant sur le côté nord de cette partie de la rue Wellington allant vers le nord du square Strathcona à un point ("A" sur ledit plan) à une distance de quarante-huit pieds (48′) à l'est du coin sud-est du lot numéro deux cent cinquante-deux (252), de là vers le nord parallèlement à la ligne est dudit lot numéro deux cent cinquante-deux (252), une distance de soixante-cinq pieds (65′) et six dixièmes (.6) de pied, à un point (B) suivant le bord de la rivière en bas de la ligne des hautes eaux, de là tournant à droite quatre-vingt-dix-neuf degrés quarante-six minutes (99o46′), une distance de deux cent quatre pieds et quatre dixièmes de pied jusqu'à un point (C), marquant le point nord-ouest de la propriété Bush et Bartlett, de là vers le sud en ligne droite, une distance de soixante-quatorze pieds et sept dixièmes de pied (74.7′) jusqu'à un point ("D") sur la ligne nord du lot numéro deux cent cinquante (250), ledit point ("D") étant à une distance de cent quatre-vingt-onze pieds (191) pieds, mesurée en ligne droite vers le sud-est du point ("A"), de là vers l'ouest en suivant le côté nord du numéro deux cent cinquante (250) et la rue Wellington jusqu'au point de départ.

Le point ("D") est plus particulièrement décrit dans un acte consenti par la compagnie dite "Sherbrooke Railway & Power Company" à Bush et Bartlett, en date du 24 juillet 1912, comme étant la ligne nord du lot numéro deux cent cinquante (250), à une distance de quatre-vingts pieds et trois dixièmes (80.3′) à l'est du coin nord-ouest dudit lot deux cent cinquante (250) et quarante-cinq pieds et sept dixièmes (47.7′) à l'ouest du coin nord-ouest de l'édifice à bureaux en brique érigé sur ledit lot deux cent cinquante (250). Dans le même acte, le point "C" est placé comme étant à soixante-quatorze pieds et sept dixièmes (74.7′) au nord du côté nord dudit édifice à bureaux, et à une distance de cent dix-neuf pieds et cinq dixièmes (119.5′) à l'est du coin nord-ouest du mur de fondation du vieux moulin en brique et aussi à deux cent vingt-six pieds et sept dixièmes (226.7′) à l'ouest du coin nord de la vieille fabrique de portes et châssis.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 950. SHERBROOKE RAILWAY & POWER COMPANY, a corportation having its head office and chief place of business at the city and District of Montreal, and MONTREAL TRUST COMPANY, a corporation having its head office at Montreal aforesaid, plaintiffs; against FLETCHER CORPORATION, LIMITED, a corporation having its head office and chief place of business at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

(*A*) That certain tract or parcel of land situated on Strathcona Square, in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, forming part of lot No. 251 on the official cadastral plan and in the book of reference for the centre ward of the city of Sherbrooke, described on plan and process verbal thereef made by Armand C. Crepeau, P.L.S., on the 31st day of July 1919, as follows :

Commencing on the northerly side of that part of Wellington Street which runs north of Strathcona Square at a point ("A" on the said plan) distant forty eight feet (48.0) east of the southeasterly corner of lot number two hundred and fifty-two (252), thence northerly parallel to the easterly line of said lot numbe two hundred and fifty-two (252), a distance of sixty five feet (65′) and six tenths (.06) of a foot to a point (B on plan) along the river bank below the high water mark, thence turning to right ninety nine degrees and forty six minutes 99o46′), a distance of two hundred and four feet and four tenths (204.4) of a foot to a point "C" marking the northwest corner of Bush and Bartlett's property, thence southerly in a straight line, a distance of seventy four feet and seven tenths (74.7) of a foot to a point "D" on the northerly line of lot number two hundred and fifty (250), said point "D" being a distance of one hundred and ninety one (191) feet measured in a straight line southeasterly of the point "A", thence westerly along the northerly side of lot number two hundred and fifty (250) and Wellington Street to the point of commencement

For further reference, point "D" is described in a deed from the Sherbrooke Railway & Power Company, to Bush and Bartlett, of date July 24th 1912, as being in the northerly line of lot two hundred and fifty (250), at eighty feet and three tenths (80.3) of a foot east of the northwesterly corner of said lot two hundred and fifty (250) and at forty five feet and seven tenths (45′.7) west of the northeasterly corner of the brick office building erected on said lot two hundred and fifty (250). In the same deed, point "C" is located as being at seventy four feet and seven tenths (74′.7) north of the northerly side of the aforesaid office building and distant one hundred and nineteen feet and five tenths (119.5) easterly of the northeasterly masonry corner of the old grist mill brick buildings and also two hundred and twenty six feet and seven tenths (226.7) westerly of the northerly corner of the old Sash and Door Factory brick building.

La propriété sus-décrite est bornée au nord par la rivière Magog, à l'est par le résidu dudit lot numéro deux cent cinquante et un (251), au sud par le lot numéro deux cent cinquante (250) et la rue Wellington, à l'ouest par la partie dudit lot numéro deux cent cinquante et un (251) vendue à Robert-J. Spearing, le tout tel qu'indiqué par des lignes rouges sur ledit plan. Les bornes de la propriété au sud entre les lettres "A", "B", sur le plan, devant être la ligne de la rue Wellington seulement, et au nord entre les lettres "B" et "C" sur le plan, devant être la ligne des hautes eaux seulement; sujet à la réserve de tous les droits riverains en bas de la ligne des hautes eaux et des stipulations et servitudes contenues dans l'acte consenti par le vendeur à H.-B. Fletcher, en date du 28 octobre, 1919, enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Sherbrooke dans le volume 74, No 9180; à distraire de la dite propriété la partie d'icelle vendue à la corporation de la cité de Sherbrooke par acte consenti devant le notaire Picard, en date du 15 août 1922, enregistré dans le registre B, volume 77, No 145557, mais comprenant les droits acquis en vertu dudit contrat par lequel il a été convenu que la ligne de la rue sera la ligne indiquée par les lettres "A", "B", "C", "D" et "E" sur le plan de Tremblay, A. P. Q., en date du 23 octobre 1919, annexé à l'original dudit contrat et comprenant le terrain entre la ligne de la rue, tel que convenu, et la ligne de la rue indiquée par les lettres "A", "B", sur lesdits plans de Crépeau, A.P.Q., comme étant la ligne de la rue Wellington, s'il y en a.

(*B*) Toute cette partie du lot neuf cent quarante et un (941), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quartier Nord de la cité de Sherbrooke, décrite comme suit: bornée au nord par la partie du dit lot numéro neuf cent quarante et un (941) vendue par Charles-H. Fletcher à un nommé F.-R. Darche, par acte enregistré dans le registre "B", volume 64, No 891, maintenant possédée par L.-L. Couture ou représentants, au sud par une autre partie dudit lot, présentement occupée par Dame William-H. Sampson ou représentants; à l'est par la propriété de la compagnie du chemin de fer Grand Tronc du Canada, et à l'ouest et au sud-ouest par la rue Melbourne; ladite propriété présentement vendue mesurant en front, sur la rue Melbourne, cinquante-huit (58) pieds, et dans la ligne est longeant la propriété de la compagnie du chemin de fer Grand Tronc du Canada, quatre-vingt-deux pieds et six pouces (82'6).

(*C*) Une certaine étendue ou parcelle de terre de forme triangulaire étant partie du lot numéro neuf cent quarante et un (941) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la quartier Nord de la cité de Sherbrooke; bornée à l'ouest par le chemin Brompton, tel que le dit chemin existe actuellement; au sud par le chemin de vingt pieds de largeur de la "Canadian Box & Shook Mills, Limited", à l'est par le droit de passage de la compagnie du chemin de fer Grand Tronc, et connu comme étant le lot 941–1 sur le plan fait par Thomas Tremblay, A. P. Q., le 21 août 1919, mesurant deux cent deux pieds et neuf pouces (202'9") dans la ligne est, le long du Grand Tronc, et deux cent cinq pieds et huit pouces (205'8") dans sa ligne ouest, le long du nouveau chemin Brompton, et cinquante-quatre pieds et neuf pouces (54'9") dans sa ligne sud, et le long du droit de passage de la Canadian Box & Shook Mills, Limited.

The property above described is bounded northerly by the Magog River, easterly by the residue of said lot number two hundred and fifty one (251), southerly by lot number two hundred and fifty and Wellington Street, westerly by the portion of said lot two hundred and fifty-one (251) sold to Robert J. Spearing, the whole as shown edged red on the said plan. The boundaries of the property on the South, between the letters "AB" on the plan, shall be to the line of Wellington Street only, and to the north, between letters "BC" on plan, shall be to the high water mark only; subject to the reserve of all riparian rights below high water mark and the stipulations and servitudes contained in the deed of sale from plaintiff to H.-B. Fletcher, dated October 28th, 1919, registered in the Sherbrooke division registry office, volume 74, No. 9180; deducting however from the said property that portion thereof sold to the Corportation of the City of Sherbrooke by deed before Notary Picard, dated August 15th, 1922, registered in register B, volume 77, No. 145557, but including the rights acquired under the said agreement whereby the street line was agreed to be the line shown by the letters "A, B, C, D & E" on the plan of Tremblay, P.L.S., dated 23rd of October 1919, annexed to the original of said agreement and including the land between the street line, as so agreed upon, and the street line referred to as the letters "A, B", on the said plan of Crepeau, P.L.S., as being the line of Wellington Street, if any there be.

(*B*) All that part of lot number nine hundred and forty-one (941), upon the cadastral plan and in the book of reference for the north ward of the city of Sherbrooke, described as follows: "Bounded northerly by part of the said lot number nine hundred and forty-one (941)' by Charles H. Fletcher sold to one F. R. Darche by deed registered in register B, volume 64, No. 891, presently owned by L. L. Couture or representatives, southerly by another part of said lot presently occupied by Mrs William H. Sampson or representatives; easterly by the property of the Grand Trunk Railway Company of Canada:, and westerly and southwesterly by Melbourne Street; said property hereby sold having a frontage on Melbourne Street of fifty eight (58) feet and on the easterly line along the property of said Grand Trunk Railway Company of Canada of eighty two feet and six inches (82'6").

(*C*) A certain tract or parcel of land of triangular shape, being part of lot number nine hundred and forty one (941), on the cadastral plan and in the book of reference for the north ward of the city of Sherbrooke; bounded westerly by the Brompton road, as the said road is actually; southerly by the roadway of twenty feet in width of the Canadian Box & Shook Mills, Limited; and easterly by the right of way of the Grand Trunk Railway Company, and known as lot 941–1 on the plan made by Thomas Tremblay, P. L. S., on the 21st day of August 1919, measuring two hundred and two feet and nine inches (202'9") in the easterly line along the Grand Trunk, and two hundred and five feet and eight inches (205'8") in the westerly line thereof, along the new Brompton road, and fifty four feet and nine inches (54'9") in the southerly line and on the right of way of the Canadian Box & Shook Mills, Limited.

(*D*) Une certaine étendue ou parcelle de terrain de forme triangulaire, étant l'extrémité sud du lot numéro douze cent quatre-vingt deux (1282), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Sud de la cité de Sherbrooke, et plus particulièrement décrite comme suit, savoir: commençant sur la ligne est de la rue Wellington à une borne en fer marquant le coin le plus au sud dudit lot numéro douze cent quatre-vingt-deux (1282), de là dans une direction nord, le long de la dite ligne de la rue Wellington, une distance de dix-sept pieds et cinq dixièmes (17.5′), de là vers le nord à angle droit avec la rue Wellington, une distance de onze pieds et deux dixièmes de pied (11.2′) jusqu'à la ligne est du dit lot, de là vers le sud, en suivant la dite ligne est jusqu'au point de départ. La parcelle de terre sus décrite est bornée à l'est par le lot douze cent quarante-cinq (1245); au sud-ouest par la rue Wellington; au nord-ouest par le résidu dudit lot douze cent quatre-vingt-deux (1282), et contient une superficie de quatre-vingt-dix-huit (98) pieds carrés, mesure anglaise, le tout tel que décrit dans un acte d'échange entre ledit H.-B. Fletcher et J. Krakowski, fait et exécuté devant Léonidas Bachand, N.P., le 5 mai 1920, enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Sherbrooke, dans le registre B, volume 75, No. 10273.

(*E*) Un certain lopin de terre situé sur les rues Wellington et du Dépôt, en la cité de Sherbrooke, connu sous le numéro mille deux cent quarante-cinq (1245), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier sud de ladite cité, et étant cette partie comprise entre les lignes rouges sur le plan dudit lot fait par Crépeau, A. P. Q., en date du 6 décembre 1919, et un autre emplacement sur la rue du Dépôt, en la dite cité, connu comme étant le lot numéro mille deux cent quarante-six (1246), aux dits plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Sud, indiqué comme étant compris entre les lignes jaunes sur lesdits plans de Crépeau, A. P. Q., sauf et à distraire de ces deux lots ou emplacements:

(*a*) La portion d'iceux cédée à Joseph Krakowski, par acte enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Sherbrooke, dans le registre "B", volume 75, No. 10273; (*b*) la portion d'iceux vendue à J.-H. Bryant, Limited, par acte enregistré dans le registre B, vol. 75, No. 9982; (*c*) la portion d'iceux vendue à George-Arthur Darche et François · Rosario Darche, par acte devant le notaire Picard, enregistré dans le registre B, volume 76, No. 11726; (*d*) la portion d'iceux vendue à Israel Gilman, par acte enregistré dans le registre B, volume 78, No. 15186.

Pour être vendus au bureau du shérif, au Palais de Justice, en la cité de Sherbrooke, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour de MARS (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
J.-A. LAZURE.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 10 février, 1925.
815

(*D*) A certain parcel or tract of land of triangular shape, being the most southerly part of lot number twelve hundred and eighty two (1282), on the official cadastral plan and book of reference of the south ward of the city of Sherbrooke and more fully described as follows, to wit: "Commencing on the easterly line of Wellington Street at the iron boundary marking the most southerly corner of said lot number twelve hundred and eighty two (1282), thence in a northwesterly direction along the said line of Wellington Street, a distance of seventeen feet and five tenths of a foot (17′5), thence northeasterly at right angle with Wellington Street, a distance of eleven feet and two tenths of a foot (11′2) to the easterly line of said lot, thence southerly, following the said easterly line to the point of commencement. The piece above described is bounded easterly by lot number twelve hundred and forty five (1245); southwesterly by Wellington Street; northwesterly by the residue of lot number twelve hundred and eighty two (1282) and contains an area of ninety eight (98) square feet, English measure, the whole as described in deed of exchange between the said H. B. Fletcher and J. Krakowski, dated and passed before Léonidas Bachand, N.P., on the fifth of May 1920, registered in Sherbrooke division registry office in register B, volume 75, No. 10273.

(*E*) That certain lot situate on Wellington and Depot Streets, in the city of Sherbrooke, known as number one thousand two hundred and forty five (1245), on the official plan and book of reference of the south ward of the said city and being, that part, enclosed within red lines upon the plan thereof made by Creapeau, P. L. S., of date of December 6th, 1919, and another emplacement on Depot Street in said city, known as lot number one thousand two hundred and forty-six (1246), on the said plan and book of reference of the said south ward, shown enclosed within yellow lines upon said plan of Crepeau, P. L. S., save and except and deducting from the said two lots or parcels of land:

(*a*) The portion thereof conveyed to Joseph Krakowski, by deed registered in Sherbrooke division registry office, in register B, volume 75, No. 10,273; (*b*) The portion thereof sold to J. H. Bryant, Limited, by deed registered in register B, vol. 75, No. 9982; (*c*) The portion thereof sold to George Arthur Darche and François Rosario Darche, by deed before Picard, notary, registered in register B, volume 76, No. 11726; (*d*) The portion thereof sold to Israel Gilman, by deed registered in register B, volume 78, No. 15186.

To be sold at the Sheriff's office, at the Court House, in the city of Sherbrooke, WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of MARCH (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

J. A. LAZURE,
Deputy-sheriff.

Sheriff's office,
Sherbrooke, February 10th, 1925.
816

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

No. 322. JOSEPH-EDOUARD HUDON régistrateur de la ville de Arthabaska, demandeur; contre LES HERITIERS DE FEU MOISE PRINCE, en son vivant, cultivateur, de Saint-Camille-de-Wotton, défendeur, et DAME LAURA DION, d'Asbestos, épouse

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

No. 322. JOSEPH EDOUARD HUDON, Registrar of the town of Arthabaska, plaintiff; against THE HEIRS OF LATE MOISE PRINCE, in his life time, farmer, of Saint Camille de Wotton, defendant, and DAME LAURA DION, d'Asbestos, wife of the

de feu Médéric Morin, en son vivant, cultivateur, de la ville de Victoriaville, mise-en-cause.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs:

1.—Une terre connue et désignée au cadastre officiel du canton de Saint-Camille, comme étant les lots Nos. 7 et 8 du quatorzième rang du dit canton—avec bâtisses dessus construites.

2.—Une terre connue et désignée au cadastre officiel du canton de Saint-Camille comme étant le lot No. 68 du septième rang du dit canton.

3.—Une terre connue et désignée au cadastre officiel du canton de Saint-Camille comme étant les lots Nos. 8 et 9 du treizième rang du dit canton—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille-de-Wotton, MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour de FEVRIER, 1925, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député Shérif,
J.-A. LAZURE.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 15 janvier, 1925.

[Première publication, le 24 janvier, 1925]
487—4-2

late Mederic Morin, in his lifetime, farmer, of the town of Victoriaville, *mise-en-cause*.

Seized as belonging to said defendants:

1.—A farm known and designated on the official cadastre of the township of Saint Camille, as being lots Nos. 7 and 8 of the fourteenth range of said township—with the buildings thereon erected.

2.—A farm known and designated on the official cadastre of the township of Saint Camille as being lot No. 68 of the seventh Range of said township.

3.—A farm known and designated on the official cadastre of the township of Saint Camille as being the lots Nos. 8 and 9 of the thirteenth Range of said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Camille de Wotton, TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of FEBRUARY, 1925, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. LAZURE,
Deputy sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke January 15, 1925.

[First publication, January 24, 1925]
488—4-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No. 853. ADELARD PAQUIN, commis, de la ville de East Angus, dans le District de Saint-François, demandeur; contre FRANÇOIS GRONDIN, du canton de Dudswell, et NAPOLEON ROY, de Birchton, dans le district de Saint-François, défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit défendeur François Grondin:

Ces certains morceaux de terre situés dans le Canton d'Eaton, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton comme étant le lot numéro quatorze "J", contenant trois acres et demie; le lot numéro quinze "G" contenant soixante-deux acres et demie, et partie des lots numéros quatorze "H", Treize "C" et Treize "D", formant ensemble soixante-quinze arpents en superficie, et les dits soixante-quinze arpents à être mesurés comme suit: à partir du passage du chemin de fer "Canadien Pacifique", au coin sud-est du lot numéro quatorze "H" et de là en suivant la ligne sud du dit lot jusqu'à l'intersection de la même ligne avec la ligne de division entre les lots primitifs quatorze et quinze, dans le dit sixième rang du dit canton, une distance d'environ quinze cents pieds, et de là allant au nord en suivant la dite ligne de division entre les lots primitifs quatorze et quinze, une distance suffisante pour qu'en tirant une ligne parallèle à celle en premier lieu mentionnée jusqu'au côté nord-ouest du dit passage du chemin de fer, en traversant les lots quatorze "H" et treize "D", et de là, en suivant le dit passage du chemin de fer jusqu'au point de départ, on obtienne une superficie exacte de soixante-quinze arpents, lequel morceau de terre sera borné au sud par les lots quatorze "B" et quatorze "E"; à l'ouest par la dite ligne du dit lot entre les lots quatorze et quinze primitifs, au nord par le résidu des lots quatorze "H" et treize "D" et au sud-est par le dit passage du chemin de fer—ensemble avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille-de-Cookshire, JEUDI,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 853. ADELARD PAQUIN, clerk, of the town of East Angus, in the district of Saint Francis, plaintiff; against FRANÇOIS GRONDIN, of the township of Dudswell, and NAPOLEON ROY, of Birchton, in the district of Saint Francis, defendants.

Seized as belonging to said defendant, François Grondin:

Those certain parcels of land situate in the township of Eaton, known and designated on the official plan and book of reference of said township, as being number fourteen "J", containing three acres and a half, lot number fifteen "G", containing sixty-two acres and a half, and part of lots number fourteen "H", thirteen "C" and thirteen "D", forming in all seventy-five arpents in superficies, and the said seventy-five arpents to be measured as follows: Commencing at the Canadian Pacific Railway right of way, at the south east corner of lot number fourteen "H", and thence following the south line of said lot up to the intersection of the same line with the line of subdivision between original lots fourteen and fifteen, in said sixth range of said township, a distance of about fifteen hundred feet, and thence northerly, following the said line of division between original lots fourteen and fifteen a sufficient distance so that in drawing a line parallel to that firstly mentioned up to the north west side of said railway right of way, across lots fourteen "H" and thirteen "D" and thence following the said railway right of way up to the point of commencement, the exact contents of said parcel of land be seventy-five arpents, which parcel of land is bounded to the south by lots fourteen "B" and fourteen "E", to the west by the said line of said lot between original lots fourteen and fifteen, to the north by the residue of lots fourteen "H" and thirteen "D" and to the southeast by the said Railway right of way—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Camille de Cookshire, on THURS-

le VINGT-SIXIEME jour de FEVRIER (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
Bureau du Shérif, J.-A. LAZURE.
Sherbrooke, ce 21 janvier, 1925.
[Première publication, le 24 janvier, 1925]
489—4-2

DAY the TWENTY-SIXTH day of FEBRUARY (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

J. A. LAZURE,
Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, January 21, 1925.
[First publication, January 24, 1925]
490—4-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: / No. 143. \ OSCAR POTHIER, demandeur; contre NARCISSE LANDRY, défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Sainte-Christine, sur le troisième rang, connue et désignée sous les lots numéros deux cent seize (216) et deux cent dix-sept (217), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-André-d'Acton—avec les bâtisses y érigées; sujet à une servitude en faveur de "The Southern Canada Power Co.", suivant un acte enregistré au Registre B, No. 53399.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Christine, MARDI, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain (1925), à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 9 février, 1925.
[Première publication, le 14 février, 1925]
807—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Saint-Hyacinthe, à savoir: / No. 319. \ B. TRUDEL & CIE, corporation légalement constituée, de Montréal, demandeur; contre EUGENE BARRE, défendeur.

Un lopin de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Hyacinthe, sur le côté sud de la rivière Yamaska, étant partie du lot numéro quatre-vingt-six (p. 86), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe, de la contenance de cent cinquante pieds de front sur la profondeur qu'il y a entre le chemin public et la rivière Yamaska; tenant en front ce chemin, en profondeur la dite rivière, d'un côté le lot No. 85, et de l'autre côté une autre partie du numéro quatre-vingt-six du dit cadastre—avec bâtisses servant à la fabrication du beurre et fromage, ainsi que ses engin, bouilloire, centrifuges, bassins, barattes, arbres de couche, courroies, poulies, ustensiles et outils servant à l'exploitation de la dite fabrique, ainsi que les autres dépendances y construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour de MARS prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 9 Février, 1925.
[Première publication, le 14 février, 1925]
809—7-2

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: / No. 143. \ OSCAR POTHIER, Plaintiff; against NARCISSE LANDRY, Defendant.

A land situate in the parish of Sainte Christine, on the third range, known and designated under lots numbers two hundred and sixteen (216) and two hundred and seventeen (217), on the official cadastre of the parish of Saint André d'Acton—with buildings thereon erected; subject to a servitude in favour of "The Southern Canada Power Co.", by a deed registered at Registre B, No. 53399.

To be sold at the parochial church door of Sainte Christine, TUESDAY, on the SEVENTEENTH day of MARCH next (1925), at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, February 9th, 1925.
[First publication, February 14, 1925]
808—7-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Saint Hyacinthe, to wit: / No. 319. \ B. TRUDEL & CO., a body politic and corporate, of Montreal, Plaintiff; against EUGENE BARRE, defendant.

A piece of ground situate in the parish of Saint Hyacinthe, on the south side of Yamaska river, being a part of lot number eighty six (p. 86), on the official cadastre of the parish of Saint Hyacinthe, containing one hundred and fifty feet in front by the depth between the public road and the Yamaska river; bounded in front by that road, in depth the said river, on one side lot No. 85, and on the other side another part of number 86 on the said cadastre—with a building used as cheese-dairy and butter-dairy, with its engine, boiler, centrifuges, basins, churns, shafts, belts, pullies, implements and tools used for operating the said factory, and with other dependances thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Saint Hyacinthe, on the EIGHTEENTH day of MARCH next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office. Sheriff.
Saint Hyacinthe, February 9th, 1925.
[First publication, February 14, 1925]
810—7-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Saint-Hyacinthe, à savoir : No 9514. } EMERILLE ALBERT, demandeur; contre N.-P. DUSSAULT, défendeur.

1. Un terrain sis et situé au village de La Providence, dans le comté de Saint-Hyacinthe, sur la rue Sainte-Anne, contenant cinquante pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins; tenant devant au chemin, en profondeur à Charles Berthiaume, d'un côté à Louis Guertin, et de l'autre côté à Joseph Legros; ce terrain connu et désigné sous le lot numéro cent quatre-vingt-sept (187) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe—avec bâtisse y érigée.

2. Une lisière de terrain sise et située au village de La Providence, d'environ quatre pieds de largeur sur la profondeur du lot numéro 189 et prolongeant la propriété dudit N.-P. Dussault, étant le numéro 187; laquelle lisière de terrain bornée en front à ladite rue Sainte-Anne, en profondeur le lot numéro 188 appartenant à Hector Casavant, d'un côté au résidu du lot No 189 étant la propriété de la corporation du village de La Providence, et de l'autre côté au dit N.-P. Dussault cette lisière de terrain formant partie du lot numéro cent quatre-vingt-neuf (pt. 189) du cadastre de ladite paroisse de Saint-Hyacinthe.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour de FEVRIER prochain (1925), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 21 janvier 1925.

[Première publication, 24 janvier 1925]

505—4-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Saint-Hyacinthe, to wit : No. 9514. } EMERILLE ALBERT, Plaintiff; against N. P. DUSSAULT, Defendant.

1. A piece of ground situate at the village of La Providence, in the county of Saint Hyacinthe, on Sainte Anne Street, containing fifty feet in front by ninety feet in depth, the whole more or less; bounded in front by the road, in depth by Chs Berthiaume, on one side Louis Guertin, and on the other side Joseph Legros; that piece of ground known and designated under lot number one hundred and eighty seven (187), on the official cadastre of the parish of Saint Hyacinthe—with building thereon erected.

2. A piece of ground situate in the village of La Providence, containing about four feet in width along the depth of lot number 189 and lengthening the property of N. P. Dussault, being number 187; that piece of ground bounded in front by Sainte Anne Street, in depth lot number 188 belonging to H. Casavant, on one side by residue of lot No. 189 being the property of the Corporation of the village of La Providence, and on the other side by the said N. P. Dussault; that piece of ground being a part of lot number one hundred and eighty nine (pt. 189), on the cadastre of the said parish of Saint Hyacinthe.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Saint Hyacinthe, TUESDAY, on the TWENTY FOURTH day of FEBRUARY next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,

Sheriff's office. Sheriff.

Saint Hyacinthe, January 21, 1925.

[First publication, January 24, 1925]

506—4-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : No 309. } LA BANQUE D'HOCHELAGA, corps politique et incorporé avec bureau-chef dans les cité et district de Montréal, et place d'affaires dans les cité et district des Trois-Rivières, demanderesse; vs P.-D. CLOUTIER ET AL, défendeurs.

Comme appartenant à Dame P.-Eugène Cloutier, l'un desdits défendeurs, savoir:

1. Une terre située dans le premier rang Saint-Charles, en la paroisse de Saint-Prosper, connue et désignée sous les numéros trois cent-vingt-neuf et trois cent trente (329 et 330) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Prosper, contenant six arpents de large sur vingt arpents de profondeur; bornée en front au chemin public, en profondeur au second rang Saint-Charles, du côté nord-est à William Lefebvre et du côté sud-ouest à Joseph Désilets—avec les bâtisses dessus construites.

2. Un emplacement situé au village de la paroisse de Saint-Prosper, dans le deuxième rang Saint-Augustin, côté nord du chemin public, connu et désigné sous le numéro deux cent trois (203), sur les plan et livre de renvoi officiels de la

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : No. 309 } THE HOCHELAGA BANK, a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal and a place of business in the city and district of Three Rivers, Plaintiff; vs P. D. CLOUTIER ET AL, Defendants.

As belonging to Dame P. Eugène Cloutier, one of said defendants, to wit:

1. A farm situate in the first range of Saint Charles, in the parish of Saint Prosper, known and designated under numbers three hundred and twenty nine and three hundred and thirty (329 and 330) on the official cadastre of the parish of Saint Prosper, containing six arpents in width by twenty arpents in depth; bounded in front by the public road, in rear by the second range of Saint Charles, on the northeast side by William Lefebvre and on the southwest side by Joseph Désilets—with the buildings thereon erected.

2. An emplacement situate in the village of the parish of Saint Prosper, in the second range of Saint Augustin, north side of the public road, known and designated under number two hundred and three (203), on the official plan

dite paroisse de Saint-Prosper, contenant un demi arpent de front sur un arpent de profondeur, plus ou moins; borné en front au chemin public, en profondeur à Josaphat Fraser, et au sud-ouest à William Frigon, au nord-ouest à Raoul Frigon—avec une maison y érigée habitée par la défenderesse Dame P.-Eugène Cloutier. A distraire cependant dudit emplacement: 1. La partie qui a été vendue à Xavier Frigon pour magasin; 2o. La partie vendue à Amédée Ebacher; 3o. La partie sur laquelle repose le magasin habité par Primat Cloutier ou représentants, avec trois pieds de terrain autour d'icelle maison, et aussi la partie vendue à Gustave Lacoursière, suivant leurs titres.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prosper, dans le comté de Champlain, le VINGT-SIXIEME jour de FEVRIER prochain 1925, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 19 janvier 1925.

[Première publication, 24 janvier 1925]

491—4-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières

Trois-Rivières, à savoir: No 403. } LOUIS LACROIX, demandeur; vs ARTHUR ROCHELEAU ET AL, défendeurs.

Comme appartenant auxdits défendeurs, savoir:

Un lot de terre situé en la cité du Cap-de-la-Madeleine, connu et désigné comme étant la moitié nord-ouest du lot de terre numéro cent quatre-vingt-trois (½ N.-O. No 183) du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Marie du Cap-de-la-Madeleine, contenant soixante-sept pieds et demi de front sur la profondeur qu'il y a du chemin public au terrain de Alex. Baptist ou représentants; joignant au nord-ouest à Joseph Lacroix ou représentants, et de l'autre côté au sud-est au résidu dudit emplacement—avec maison et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine du Cap-de-la-Madeleine, en la cité du Cap-de-la-Madeleine, le VINGT-QUATRIEME jour de FEVRIER prochain 1925, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 19 janvier 1925.

[Première publication, 24 janvier 1925]

493—4-2

and book of reference of said parish of Saint Prosper, containing one half arpent in front by one arpent in depth, more or less; bounded in front by the public road, in rear by Josaphat, Fraser, and to the southwest by William Frigon to the northwest by Raoul Frigon—with a house thereon erected inhabited by the defendant Dame P. Eugène Cloutier. To be deducted however from said emplacement: 1. The part thereof sold to Xavier Frigon for a store; 2. The part sold to Amédée Ebacher; 3. The part upon which is erected the store occupied by Primat Cloutier or representatives with three feet of ground around said store, and also the part sold to Gustave Lacoursière, according to their titles.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Prosper, in the county of Champlain, the TWENTY SIXTH day of FEBRUARY next (1925), at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office. Sheriff.

Three Rivers, January 19, 1925.

[First publication, January 24, 1925]

492—4-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: No. 403. } LOUIS LACROIX, plaintiff; vs ARTHUR ROCHELEAU ET AL, defendants.

As belonging to said defendants, to wit:

A lot of land situate in the city of Cap de la Madeleine, known and designated as being the northwest half of the lot of land number one hundred and eighty-three (N. W. ½ No. 183) of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte Marie du Cap de la Madeleine, containing sixty seven and a half feet in width by the depth there may be from the public road to the land of Alex. Baptist or representatives; adjoining to the northwest Joseph Lacroix or representatives and on the other side to the southeast the residue of said emplacement—with the house and dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Marie Madeleine of Cap de la Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, the TWENTY FOURTH day of FEBRUARY next, 1925, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office. Sheriff.

Three Rivers, January 19, 1925.

[First publication, January 24, 1925]

494—4-2

Nominations

No 1622–Elec.

Nomination de 1 commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 3 février 1925, de nommer M. Raoul Douville, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Thuribe, dans le comté de Portneuf.

823

Appointments

No. 1622–Elec.

Appointment of 1 school commissioner.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council dated the third of February 1925, to appoint Mr. Raoul Douville, School Commissioner for the municipality of Saint Thuribe, in the county of Portneuf.

824

Canada,
Province de Québec. N. PERODEAU.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

J.-A. HUDON, *Assistant-Procureur-Général-Suppléant*

ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommé pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits Statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province le décret de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse, en date du 9 juin 1924, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, dans les comtés de l'Islet et de Montmagny sous le nom de paroisse de Sainte-Lucie;

Et attendu que le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits Statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance dudit décret canonique pour les fins civiles;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 21 août 1924, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par le dit décret canonique à la paroisse de Sainte-Lucie, comme suit, savoir:

Vers le nord-ouest: la ligne séparant les deuxième et troisième rangs du canton de Leverrier, — dans le comté de L'Islet,— depuis y compris le lot numéro quinze (15) jusqu'au lot numéro un (1) inclusivement et celle qui lui fait suite, entre les deuxième et troisième rangs du canton de Talon — dans le comté de Montmagny, — depuis le lot numéro cinquante et un (51) jusqu'au lot numéro vingt (20) exclusivement;vers le nord-est: le lot numéro seize (16), dans les troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième rangs du canton de Leverrier, dans le comté de l'Islet; vers le sud-ouest: le lot numéro vingt (20), dans les troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième rangs du canton de Talon, dans le comté de Montmagny; vers le sud-est: la ligne limitative entre les huitième et neuvième rangs, dans les cantons de Leverrier et de Talon, sur telle longueur que déterminée par les deux bornes précédentes, à savoir: depuis le lot numéro seize dans le premier canton, jusqu'au lot numéro vingt (20) — tous deux exclusivement — dans le second, le tout en référence aux données du cadastre officiel, pour les deux cantons susnommés.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les

Canada,
Province of Quebec. N. PERODEAU.
[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

J.-A. HUDON, *Acting Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS the secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Quebec, as canonically recognized and erected by the Ecclesiastical Authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province, the decree of the Ecclesiastical Authority of said Diocese, dated the ninth of June, 1924, erecting into a canonical parish the territory hereafter described, in the counties of l'Islet and Montmagny, under the name of "The parish of Sainte Lucie";

AND WHEREAS the secretary of said commissionners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of said decree and required notices, in accordance with the provisions of said Statutes, there has been deposited at his office, within the delay fixed by law, no opposition to the recognition of said canonical decree for civil purposes;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order in Council dated the 21st of August, 1924, We have confirmed, established and recognized and by these presents, confirm, establish and recognize the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Sainte Lucie to be as follows, to wit:

Towards the northwest: the line of division between the second and third Ranges of the township of Leverrier — in the county of l'Islet — from and including lot number fifteen (15) up to lot number one (1) inclusively, and the production thereof, between the second and third Ranges of the township of Talon, — in the county of Montmagny — from lot number fifty one (51) up to lot number twenty (20) exclusively; towards the northeast: the lot number sixteen (16) in the third, fourth, fifth, sixth, seventh and eighth Ranges of the township of Leverrier, in the county of L'Islet; towards the southwest: the lot number twenty (20) in the third, fourth, fifth, sixth, seventh and eighth Ranges of the township of Talon, in the county of Montmagny; towards the southeast: the line of division between the eighth and ninth Ranges, in the townships of Leverrier and Talon, for such length as is determined by the two foregoing boundaries, to wit: from lot number sixteen (16) in the first township, up to lot number twenty (20)— both exclusively — in the second Range, the whole according to the official cadastre of the two above townships.

And We have proclaimed and directed and, by

présentes, ordonnons et déclarons, que la paroisse de Sainte-Lucie, dans les comtés de l'Islet et de Montmagny, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions desdits Statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de Québec, de Notre province de Québec, ce DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent vingt-quatre de l'ère chrétienne et de Notre règne la quinzième année.

Le sous-secrétaire de la province,

785 C. J. SIMARD.

these presents, proclaim and direct that the parish of Sainte Lucie, in the counties of L'Islet and Montmagny, described as aforesaid, shall be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of said Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this EIGHTEENTH day of NOVEMBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty four and in the fifteenth year of Our Reign.

C. J. SIMARD,

786 Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province de Québec. N. PERODEAU.
[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU qu'il s'est glissée une erreur dans la description officielle de la municipalité du village de l'Enfant-Jésus, comté de Beauce, érigée par une proclamation du 29 décembre 1924, publiée à la page 134 de la *Gazette Officielle* de Québec pour l'année 1925;

ATTENDU qu'il importe de corriger cette erreur, en abrogeant la proclamation du 29 décembre 1924, et en émettant une nouvelle proclamation détachant le territoire, décrit dans la description officielle corrigée, de la municipalité de la paroisse de l'Enfant-Jésus, comté de Beauce, et l'érigeant en municipalité de village, sous le nom de la municipalité du village de l'Enfant-Jésus;

ATTENDU que toutes les prescriptions du code municipal ont été remplies, que ledit territoire, dont la description et les bornes sont ainsi modifiées, est dans les conditions requises par la loi pour former une municipalité de village, et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de l'Enfant-Jésus, après l'érection de ce territoire en municipalité de village, une population de plus de trois cents âmes;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 31 janvier, 1925, Nous déclarons par les présentes, que la proclamation du 29 décembre 1924, publiée à la page 134 de la *Gazette Officielle* de l'année 1925, est abrogée et remplacée par la présente proclamation et Nous déclarons que le territoire suivant, savoir:

Canada,
Province of Quebec. N. PERODEAU
[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominion beyond the Seas, KINGS, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney General*

WHEREAS an error was committed in the official description of the municipality of the village of L'Enfant Jésus, county of Beauce, erected by a proclamation dated the 29th of December, 1924, published on page 134 of the Quebec *Official Gazette* for the year 1925;

WHEREAS it is important to rectify such error, by cancelling the proclamation of the 29th of December, 1924, and by issuing a new proclamation to detach the territory described in the corrected official description, from the municipality of the parish of L'Enfant Jésus, county of Beauce, and to erect it into a village municipality, under the name of the municipality of the village of L'Enfant Jésus;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code have been observed, that the said territory, the description and boundaries of which are thus modified, is within the conditions required by law to form a village municipality and that there shall remain in the municipality of the parish of L'Enfant Jésus, after the erection of such territory into a village municipality, a population of over three hundred souls;

THEREFORE with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order in Council dated the 31st of January, 1925, We declare, by these presents, that the proclamation of the 29th of December, 1924, published on page 134 of the *Official Gazette* for the year 1925, is cancelled and replaced by the present proclamation and We declare that the following territory, to wit:

Le territoire, dans la Seigneurie de Saint-Joseph-de-Beauce, dont les bornes — en référence aux données du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Beauce — sont les suivantes: vers le sud-ouest, la rivière Chaudière, en en descendant son cours sur la largeur s'étendant du lot No 763 au lot No 775, les deux non compris; vers le nord-est: une ligne droite menée — entre ces deux lots — perpendiculairement aux lignes latérales des terres et tirée à une profondeur de douze (12) arpents de la susdite rivière Chaudière, mesurés sur la route qui sépare le lot No 769 du lot No 770; au sud-est, le lot No 763 et au nord-ouest le lot No 775, sur telles profondeurs que respectivement déterminées par la borne précédente, est détaché de la municipalité de la paroisse de l'Enfant-Jésus et érigé en municipalité de village, sous le nom de "la municipalité du village de l'Enfant-Jésus," et forme une municipalité sous ce nom, à compter du 29 décembre, 1924.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en cosnéquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de Québec, de Notre province de Québec, ce DOUZIEME jour de FEVRIER, en l'année mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne et de Notre règne la quinzième année.

Le sous-secrétaire de la province,

847 C.-J. SIMARD.

The territory, in the seigniory of Saint Joseph de Beauce, the boundaries of which — with reference to the official cadastre for the parish of Saint Joseph de la Beauce — are as follows: towards the southwest, the Chaudière River, down streams for the width extending from lot No. 763 up to lot No. 775, both exclusive; towards the northeast: a straight line running — between these two lots — perpendicularly to the lateral lines of the lands and drawn at a depth of twelve (12) arpents from the aforesaid Chaudière River, measured on the by-road which divides lot No. 769 from lot No. 770; to the southeast, the lot No. 763 and to the northwest the lot No. 775, for such depths as are respectively determined by the preceding boundary, is detached from the municipality of the parish of L'Enfant Jésus, and erected into a village municipality under the name of "The municipality of the vilage of l'Enfant Jésus" and forms a municipality under such name, from and after 29th of December, 1924.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. Witness: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this TWELFTH day of FEBRUARY, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty five, and in the fifteenth year of Our Reign.

C. J. SIMARD,

848 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

"L'Echange Mobilier, Limitée.—The Furniture Exchange, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de janvier, 1925, constituant en corporation: Olivier Lebeau, contracteur, domicilié au numéro 688, rue Sherbrooke Est, Joseph Bachand, comptable, domicilié au numéro 1208, rue Cartier, et Demoiselle Germaine Delorme, fille majeure, sténographe, domiciliée au numéro 317, rue Fullum, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter et vendre des biens mobiliers et immobiliers à l'enchère, de gré à gré, par bail, échange ou autrement et faire toutes opérations utiles à ces fins;

Exercer, exploiter ou autrement faire toutes les opérations de bourrures et de rembourrages de meubles dans toutes ses formes;

Acheter, fabriquer, manufacturer, importer, exporter, aliéner, vendre, louer, céder, remiser, garder en entrepôt moyennant un prix, des meubles et effets mobiliers de toutes catégories et descriptions;

Letters patent

"L'Echange Mobilier, Limitée.—The Furniture Exchange, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1925, incorporating: Olivier Lebeau, contractor, domiciled at number 688, Sherbrooke Street East, Joseph Bachand, accountant, domiciled at number 1208, Cartier Street, and Miss Germaine Delorme, spinster, stenographer, domiciled at number 317 Fullum Street, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase and sell movable and immovable property by mutual agreement, lease, exchange or otherwise and to carry out all operations useful for such purposes;

To carry on, exploit or otherwise do all upholstering operations in all branches thereof;

To purchase, fabricate, manufacture, import, export, alienate, sell, lease, assign, store, warehouse for reward, furniture and movable effects of all classes and descriptions;

Faire en général et dans toutes ses branches toutes les opérations et exercer les industries de fabricants, manufacturiers, marchands, importateurs et exportateurs, en gros et en détail, de toutes sortes d'effets, denrées et objets, incluant meubles de tous genres, jouets de tous genres, instruments de musique de tous genres et tout ce qui peut participer à garnir une maison, y compris es poêles, moulins à laver, bourrures et rembourrages dans toutes ses formes, époussettes, balais, brosses, pelles, confortables, oreillers, coussins, draperies, rideaux, portières, lampes sur pieds, sas à charbon, faire le commerce de plumes et faire toutes les réparations se rapportant ou rel ées aux dites industries;

To carry on generally and in all branches thereof all the operations and to carry on the trades of fabricators, manufacturers, merchants, importers and exporters, by wholesale and retail, of all sorts of goods, wares and merchandise, including furniture of every kind, towys of every kind, musical instruments of every kind, and every thing coming under the term of household furnishings, including stoves, washing-machines, coverings and upholstery in all its branches, dusters, brooms, brushes, shovels, comforters, pillows, cushions, draperies, curtains, *portières*, lamps, coal sifters, deal in feathers and carry out all repairs connected with or allied to said business;

Comme principal ou agent et en toutes autres qualités ou titres exercer l'industrie de constructeurs, d'entrepreneurs pour la construction, l'exécution, la réparation, la modification ou l'embellissement de travaux et bâtisses de toutes sortes;

As principal or agent or in any other quality or title, to carry on the business of builders and contractors for the construction, execution, repair, alteration or improvement of works and buildings of every kind;

Faire affaires comme compagnie foncière et sous ce rapport acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autrement, détenir, subdiviser, diviser en lots à bâtir, rues, ruelles, terrains, carrés et autrement améliorer, développer, louer, vendre, transférer, échanger, céder à bail et autrement disposer et généralement trafiquer de terrains et biens-fonds de toutes catégories et descriptions, vacants, améliorés ou autres de même que d'aucuns droits, t tres ou intérêts en iceux, comme aussi de propriétés d'aucune aut e nature ou description, comprenant la propriété personnelle et mobilière et d'aucuns droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires aux fins de son commerce et de son industrie, dans t sur ces terrains et biens-fonds sur aucune partie d'iceux faire, ériger, construire, bâtir, exploiter et entretenir des routes, rues, ruelles, ponts et d'autres moyens de communication, des maisons, des rés dences, écuries, garages, fabriques, ateliers, usines, manufactures ainsi que toutes les autres bâtisses, structures et améliorations qui seront estimées convenables en rapport avec les objets de la compagnie;

To carry on the business of a land company and, in connection therewith, to acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise and to hold, subdivide, lay out into building lots, streets, lanes, lands, squares and otherwise improve, develop, lease, sell, transfer, exchange, give on lease and otherwise dispose of and generally deal with lands and real estate of every class and description, vacant, improved or otherwise, as well as any rights, titles and interests therein, as well as property of any other kind or description and including real and personal property and any rights and privileges which the company may think necessary for the purposes of such trade and business, and in and upon such lands or real estates or any part thereof to make, erect, construct, build, operate and maintain roads, streets, lanes, bridges and other means of communication, houses, residences, stables, garages, factories, shops, works, plants as well as all other buildings, commodities and improvements which may be deemed useful in connection with the company's objects;

Faire affaires comme agents fonciers, experts, évaluateurs, courtiers en immeubles, entrepreneurs et constructeurs, exercer un commerce général d'agence immoblière, y compris les entreprises d'évaluations, d'enquêtes, vente, échanges et d'affaires semblables, les baux négociables et toutes les autres formes contractuelles relatives à l'immeuble;

To carry on the business of real estate agents, experts, valuators and brokers, contractors and builders and to carry on a general real esate agency, including the undertaking of evaluations, investigations, sales, exchanges, and like businessess, negotiable leases and all other forms of contracts pertaining to real estate;

Acquérir par achat, échange ou autrement et louer de toute personne, société, compagnie, corporation ou province tous immeubles bâtis et tous lots vacants et payer tels achats, détention et échange en argent ou en bons ou obligations, débentures ou en actions acquittées de la présente compagnie ou de tout autre compagnie, corporation ou province ou partie en argent et partie en immeubles ou bons, obligations, débentures ou actions acquittées de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province;

To acquire by purchase, exchange or otherwise and to lease from any person, partnership, company, corporation or province any improved real estate and any vacant lot and to pay for such purchases, holdings and exchanges in cash or in bonds or obligations, debentures or in paid up shares of the present company or any other company, corporation or province and partly in cash and partly in real estate, or bonds, obligations, debentures or paid up shares of the company or of any other company, corporation or province;

Vendre, aliéner, échanger, louer ou autrement en disposer les immeubles bâtis ou vacants de la compagnie et accepter en paiement de l'argent ou des bons, obligations, débentures ou actions acquittées de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province ou partie en argent, et partie en immeubles ou bons, obligations, débentures ou actions acquittées de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province;

To sell, improve, exchange, lease or otherwise dispose of the improved or vacant real estate of the company and to accept in payment therefor cash or bonds, obligations, debentures or paid up shares of the company or of any other company, corporation or province or partly in cash and partly in real estate or bonds, obligations, debentures or paid up shares of the company or of any other company, corporation or province;

Acheter, acquérir, posséder, détenir, échanger, vendre, aliéner ou autrement en disposer tous meubles ou immeubles, tous commerces ou fonds de commerce, avec ou sans les créances ou dettes, toutes valeurs, stocks, bons, obligations, débentures ou actions de toute compagnie, corporation ou province, les accepter en paiement intégral ou partiel, en extinction du prix ou comme considération de la vente, location, bail, concession ou autre aliénation d'aucuns biens possédés ou des droits dont jouit la compagnie ou en échange ou en paiement de tous meubles, immeubles, parts ou actions de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province, des dettes qui sont dues à la compagnie, et payer toutes dettes de la compagnie, toute acquisition de meubles, d'immeubles, de commerces ou de fonds de commerce, actions, obligations, débentures, par achats, vente, bail, concession, échange ou toute autre transaction par la compagnie, ainsi que tous services rendus à la compagnie ou requis par cette dernière avec de l'argent, des meubles, des immeubles et toutes valeurs, stocks, bons, obligations, débentures ou actions de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province, ou partie en argent et partie en meubles, immeubles, valeurs, stocks, bons, obligations, débentures ou actions de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province;

To purchase, acquire, exchange, sell, alienate or otherwise dispose of any movables or immovables, businessess or stocks in trade, with or without the credits or debts, and any securities, stocks, bonds, obligations, debentures or shares of any company, corporation or province, and to accept the same in full or part payment, as the satisfaction of the price or as the consideration of the sale, lease, hire, concession or other disposal of any property possessed or rights enjoyed by the company, or in exchange or in payment of any movables, immovables, shares or stocks of the company or of any other company, corporation or province, debts due to the company and to pay for any debts of the company, any acquisition of movables, immovables, businesses or stocks in trade, shares bonds, debentures, by purchase, sale, lease, concession, exchange or any other transaction carried out by the company, as well as all services rendered to or required by the company with cash, movables, immovables, and any ecurities, stocks, bonds, obligations, debentures or shares of the company or of any other company, corporation or province or partly in cash or partly in movables, immovables, securities, stocks, bonds, obligations, debentures or shares of the company or of any other company, corportation or province;

Faire, réparer, décorer, améliorer, démolir tous travaux, constructions, bâtiments publics ou privés;

To make, repair, decorate, improve, demolish any public or private works, constructions and buildings;

Acheter, acquérir, posséder, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer, louer, vendre, céder à bail des immeubles et maisons d'habitation de toutes sortes, percevoir, recevoir le paiement des loyers et administrer toutes propriétés;

To purchase, acquire, possess, improve, exploit, develop, administer, manage, rent, sell, give on lease immovables and dwelling houses of every kind, collect, and receive the payment of rents and manage any property;

Acheter, louer, détenir, acquérir, vendre tous commerces de même nature ou non que celui exercé par la compagnie;

To buy, lease, hold acquire, sell any businesses of a like nature or not to the business carried on by the company;

Vendre, louer, céder à bail ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie en considération de ce qu'elle jugera avantageux ou s'unir à aucune personne, société, compagnie ou corporation exerçant un commerce ou une industrie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, pour les conditions, stipulations et prix estimés convenables et, en paiement d'icelles, accepter, au lieu du numéraire, des parts entièrement acquittées et non sujettes à appel, des bons, obligations, débentures ou d'autres valeurs d'aucune compagnie, corporations ou province;

To purchase, rent, give on lease or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking of the company for such consideration as the company may think fit, or to amalgamate with any person, partnership, company or corporation carrying on any trade or business having objects altogether or partly similar to those of the company, on such terms and conditions and for such price as may be deemed proper and in payment therefor, to accept, instead of cash, fully paid up shares and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of company, corporation or province;

Acheter, acquérir, exploiter, gérer, administrer, échanger, vendre ou autrement aliéner tous restaurants généraux ou à spécialité, tous commerces de gros et de détail, tous fonds de commerce et tous magasins, et y faire tous les genres et sortes de commerce de toutes marchandises quelconques sans distinction;

To purchase, acquire, exploit, manage, administer, exchange, sell or otherwise dispose of any general or speciality restaurant, any wholesale and retail businesses, any stocks in trade and stores and to carry on therein all kinds and sorts of businessess in connection with any merchandise whatsoever without distinction;

Acheter, souscrire ou autrement acquérir, posséder et détenir des actions, obligations, débentures et autres titres ou valeurs d'aucune corporation, société ou personne exerçant aucun commerce semblable ou non à celui de la présente compagnie ou susceptible d'être convenablement exercé par la présente corporation, les détenir, les vendre ou autrement en disposer, les distribuer en espèces ou matières aux actionnaires de la compagnie;

To purchase, subscribe for or otherwise acquire and to hold shares, bonds, debentures, and other stocks or securities of any corporation, partnership, or person carrying on any business similar or not to that of the present company or capable of being conveniently carried on by the present company, and to hold, sell or otherwise dispose of same, and to distribute the same in specie or kind, among the shareholders of the company;

Conclure avec aucune autorité provinciale municipale, locale ou autres tous arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la com-

To enter into any arrangement with any authority, provincial, municipal, local or otherwise, which may seem conducive to the company's

pagnie ou à aucuns d'iceux et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir;

Agir comme agents à commission, consignataires, représentants ou fondés de pouvoir de toute compagnie, société ou personne trafiquant en semblables matières; accorder des droits et privilèges et aussi agir dans toutes les affaires de la compagnie par l'intermédiaire d'agents, courtiers, sous-contracteurs ou autres;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations, débentures ou valeurs ou de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie et exercer tous les pouvoirs mentionnés en l'article 6009 de la loi des compagnies de Québec, 1920;

Prendre, acheter ou autrement acquérir, échanger, exercer, vendre, transporter, aliéner, à commission ou à salaire, aucuns droits, options ou privilèges sur tous meubles ou immeubles, commerces, fonds de commerce, propriétés, maisons d'habitation ou autres ou toutes les choses présentement énumérées que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce ou de son industrie;

Acquérir, obtenir, exploiter, transiger, exercer, aliéner, vendre toutes agences ou affaires d'agence en général, droits, brevets ou patentes;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations d'aucune compagnie ou d'entreprises;

Prendre et détenir des mortgages hypothèques, liens et charges en garantie du paiement du prix d'achat d'aucune partie de la propriété de la compagnie vendue par la compagnie ou aucune somme d'argent vendue à la compagnie par les acheteurs, d'avances faites par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou d'autres améliorations;

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et trafiquer d'effets, denrées et marchandises;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, louer, échanger la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie ou en disposer autrement pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, obligations, les débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie reçues comme considérat on de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou

objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain;

To act as commission agents, consignees, representatives or attorneys of any company, partnership or person dealing in similar products; to grant rights and privileges and also carry on any businesses of the company through agents, brokers, sub-contractors or otherwise;

To borrow money upon the credit of the company, issue bonds, obligations, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for such price and at such sums as may be deemed convenient, hypothecate or mortgage the immovables or pledge the immovables of the company or give both the above kinds of securities to secure the payment of such bonds, obligations, debentures or other securities or of any loans of money contracted for the company's purposes and to exercise all the powers mentioned in article 6009 of the Quebec Companies' Act, 1920;

To take, purchase or otherwise acquire, exchange, exercise, sell, transfer, alienate, on commission or on salary, any rights, options or privileges upon any movables or immovables, businesses, stocks in trade, property, dwelling or other houses and all things enumerated herein which the company may think necessary or advantageous for the objects of its trade or business;

To acquire, obtain, exploit, trade in, exercise, alienate, sell, any agency or agency business in general, rights, patents or licenses;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertakings;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens, and charges to secure the payment of the purchase price of any part of the property of the company sold by the company, or any sums of money owing to the company by purchasers or advances made by the company to purchasers for building purposes or other improvement;

To import, export, manufacture, purchase, sell and deal in goods, wares and merchandise;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole or any part of the property, rights or undertakings of the company for sueh consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or partly similar to those of the company;

To nvest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute in specie or otherwise any of the property of the company amongst its members and in particular the shares, bonds, debentures, or other securities of any other company received as the consideration of the sale of the whole or any part of the property of the company;

To pay all and any expenses incidental to and connected with the formation and incorporation of the company or the raising of its capital or to

passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, des lettres de crédit, des connaissements, des traites, chèques, débentures, bons, obligations et d'autres instruments négociables et transférables;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, approprié et avantageux à la réalisation d'un ou de plusieurs des objets mentionnés aux présentes ou qui, en aucun temps, sera indispensab e pour protéger la corporation ou lui profiter, soit comme détenteurs, soit comme intéressés dans aucune propriété ou autrement;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme facteurs, agents, principaux, entrepreneurs ou autres et soit seuls, soit avec d'autres;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente requête ne sont pas limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tous autres paragraphes;

Le transfert d'actions se fera de la manière prescrite par les règlements de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles qu'autorisent les lettres patentes, sous le nom de "L'Echange Mobilier, Limitée.—The Furniture Exchange, Limited", avec un capital de quarante-neuf mille piastres ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de janvier, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

747 C.-J. SIMARD.

contract with any other company to pay same;

To draw, make, accept, endorse, discount, pay out and issue any promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, cheques, debentures, bonds, obligations and other negotiable and transferable instruments;

To do every thing necessary, suitable, convenient and proper for the attainment of any one or more of the objects mentioned herein or which at any time appear necessary to protect or benefit the corporation, other as holderes of or interested in any property or otherwise;

To do all or any of the above things as factors, agents, principals, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

The powers contained in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

The transfer of shares shall be made in the matter prescribed by the by-laws of the company;

To do all or any of the above things and all things authorized by the letters patent, under the name of "L'Echange Mobilier, Limitée.—The Furniture Exchange, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars each ($100.00).

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

748 Assistant Provincial Secretary.

"Wm Potts, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de janvier, 1925, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, Michael Garber, avocats, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, négociants et commerçants en gros et en détail de vêtements, confection, fournitures pour tailleurs, soieries, satins, lainages, tissus de toutes sortes, draps et cotonnades en général; exercer toutes et aucunes des industries de marchands de fourrures, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, et négociants en gros et en détail de cotonnades et tissus de toutes sortes, garnitures de fourrures et d'habits, soutaches cordes, ornements, dentelles, boutons, nouveautés, articles en cuir, habits et accoutrements de toutes descriptions; agir comme agents, marchands à commission ou représentants;

Acheter, revendre accepter, prendre, recevoir, acquérir, détenir, vendre, ou aliéner en aucune manière des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiées, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie ou exerçant tout commerce pouvant être exercé de façon à profiter directement ou indirectement

"Wm Potts, Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1925, incorporating: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, Michael Garber, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in clothing, dry goods, tailors' trimmings, silks, satins, woollens, textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods generally; to carry on all or any of the business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, glovers, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods, garments and wearing apparel of every description; to act as agents, commission merchants or representatives;

To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold or sell or dispose of in any way shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through

à la compagnie; et voter en vertu des actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs nommeront;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société faisant affaires dans toutes lignes se rapportant directement ou indirectement au commerce ou partie du commerce exercé par "Wm Potts, Limited", avec l'actif, les marques de commerce, dessins, brevets, permis et clientèle se rapportant directement ou indirectement aux fins de "Wm Potts, Limited" et payer pour telle acquisition le prix convenu, soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, ou partie en deniers comptants ou partie en actions libérées;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant affaires dans toutes lignes se rapportant aux objets de la présente compagnie;

Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en aucune manière à celui de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne et accepter en considération des actions, débentures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la présente compagnie pourra juger nécessaires ou utiles dans l'exercise d'aucun de ses commerces;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie, sous le nom de "Wm Potts, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacu e.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de janvier, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

765 C.-J. SIMARD.

"Québec Boite, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du neuvième jour de janvier 1925, constituant en corporation: Joseph Blanchette, charpentier, de Cap-Rouge, Qué., Philippe Vézina, modeleur, Gilles-F. Gignac, marchand de bois, Québec, Joseph-Laurent, Anatole Tanguay, négociant et industriel, de la ville de Beauport, Co. de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer ou faire manufacturer toute espèce d'effets ou marchandises qui peut être dans le commerce, et spécialement toutes sortes de boîtes de bois pouvant servir pour tous genres de commerce, tel que boîtes à beurre, à biscuits, à thé, à chaussures, boîtes de liqueurs, boîtes

such agent or agents as the Directors may appoint;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by "Wm Potts, Limited", together with any assets, trade-marks, designs, patents, licenses and goodwill connected directly or indirectly with the purposes of Wm. Potts, Limited, and to pay for same the price agreed upon, either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the company thereby created, or partly in cash and partly in paid up shares;

To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores, and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with any of the present company's objects;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To acquire, buy, or purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way any immovable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid-up shares of the capital stock of the present company, under the name of "Wm. Potts, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,

766 Assistant Provincial Secretary.

"Québec Boite, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1925, incorporating: Joseph Blanchette, carpenter, of Cap Rouge, P. Q., Philippe Vézina, pattern maker, Quebec, Gilles F. Gignac, lumber dealer, Quebec, Joseph Laurent Anatole Tanguay, merchant and industrial, of the town of Beauport, County of Quebec, for the following purposes:

To manufacture or cause the manufacture of all kinds of goods or merchandises capable of being the object of trade, and especially all kinds of wooden-boxes capable of being used for all kinds of trade, such as butter, biscuits, tea, boot and shoe, liquor, packing boxes, and also

d'emballage, aussi toutes sortes de boîtes en métal, ainsi que tous autres effets s'y rapportant;

Manufacturer et préparer le bois de commerce pour le gros et le détail. Manufacturer des meubles, des ouvertures et tout genre de menuiserie, spécialement des sièges d'aisance, W. C. et des réservoirs pour W. C.

Acquérir, louer, établir et tenir une ou des usines, ouvrir des succursales, des agences, ou entrepôt partout où il sera jugé à propos;

Faire affaires comme marchand en gros et en détail de toutes espèces d'effets, denrées et marchandises, et généralement faire commerce et trafiquer de tous produits, provisions, matériaux de construction, et spécialement le commerce de bois, et autres effets s'y rapportant;

Exercer un commerce comme agent général d'exportation et d'importation à commission, et d'expédition, acquérir pour cela le commerce, les droits, franchises, relations et l'achalandage d'aucune personne, société ou corporation exerçant ou intéressée dans aucun commerce semblable;

Acheter ou autrement acquérir les droits de tout détenteur de brevet d'invention, faire breveter des inventions, ou s'intéresser de quelque manière que ce soit dans l'exploitation d'un brevet d'invention;

Acheter, vendre et réparer des machineries de toutes sortes confectionner des machines en fonte, fer ou acier, pour l'usage des moulins à scier le bois, boutiques de menuiserie, et tous genres de machines, faire des modèles pour ces dites machines ou pour des fonderies étrangères;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérêts en iceux avec aucunes bâtisses ou structures qui peuvent se trouver sur les dits terrains ou sur aucun d'iceux, aussi vendre, louer, échanger, grever ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains, des bâtisses ou structures qui y sont ou y seront construites, (selon qu'on croira nécessaire). Construire des bâtisses ou maisons, pour l'usage de la compagnie ou pour vendre ou louer, faire également le commerce d'immeuble;

Prendre ou détenir des hypothèques en garantie d'aucune balance non payée du prix d'achat d'aucun des terrains, bâtiments ou structures ainsi vendus, vendre, grever ou autrement disposer des dites hypothèques, améliorer, altérer et administrer les dits terrains et bâtiments, garantir et autrement aider à l'exécution des contrats ou obligations de personnes, sociétés ou corporations avec lesquelles la Compagnie sera en relation d'affaires et assumer et prendre charge de ces obligations ou contrats en souffrance;

Acquérir l'actif ou le passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce totalement ou partiellement semblable à ceux de la Compagnie en vertu de la présente loi;

Les administrateurs pourront payer avec les deniers de la Compagnie toutes les dépenses encourues pour former, enregistrer et publier la Compagnie, et rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus en plaçant les parts du capital corporatif, ses débentures ou autres valeurs, ou dans la gestion de ses affaires, faire tous actes, actions et choses que l'on croira se rattacher ou être appropriés à l'obtention de tous les droits précités ou d'aucun d'iceux sous le nom de "Québec Boîte, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à

all kind of metal-boxes as well as all other goods connected therewith;

To manufacture and prepare lumber for the wholesale and retail trade. To manufacture furniture, doors and sashes and all kinds of joinery, and particularly water-closet seats and water-closet reservoirs;

To acquire, lease, establish and operate one or several work-shops, open branches, agencies or warehouses whereever deemed expedient;

To carry on business as wholesale and retail merchant of all kinds of goods, wares and merchandises and generally trade and deal in all products, provisions, building supplies and especially to deal in wood and other goods connected therewith;

To carry on business as general export and import commission agent and shipping agent, and to that end, to acquire the business, rights, franchises, connections and good-will of any person, partnership or corporation carrying on or interested in any similar business;

To purchase or otherwise acquire the rights of any patent holder, obtain patents for any inventions or to interest themselves in any way whatsoever in the exploitation of any patent;

To purchase, sell and repair machinery of every kind for the making of cast-iron, iron or steel machines for use in saw-mills and wood working establishments and all kinds of machines, make patterns for such machines or for foreign foundries;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein, with any buildings or structures which may be on the said lands or any part thereof and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any part of the lands, buildings or structures presently or which may be hereafter erected thereon as may be deemed necessary. To erect buildings or houses for the use of the company or for sale or to let, and also to deal in real estate;

To take or hold mortgages, to secure any unpaid balance of the purchase price of any of the lands, buildings or structures thus sold, to sell, hypothecate or otherwise dispose of said hypothecs, improve, alter and manage the said lands and buildings, guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or obligations of any persons, partnerships or corporations with whom or with which the company may have business dealings and to undertake and take over such obligations or contracts in default;

To acquire the assets or liabilities of any person or company carrying on any business altogether or partly similar to that of the company by virtue hereof;

The directors may pay with the moneys of the company all expenses incurred for the formation, registration and advertising of the company, and to remunerate any person or company for services rendered in placing the shares of the capital stock of the company, its debentures or other securities or in the conduct of its business, to do all acts, matters and things which may seem incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them under the name of "Québec Boîte, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at

Québec, No 168 rue Des Commissaires, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

759 C.-J. SIMARD.

"Safety Engineers Publishing Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de janvier 1925, constituant en corporation: Joseph-Armand Charbonneau, commis, Raoul Raymond, comptable, Jean-Marie Dénéchaud, étudiant, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Publier des livres, revues, pamphlets et autres publications concernant les moyens à être adoptés pour prévenir les accidents;

Exercer la profession de journalistes et de publicistes, le métier d'imprimeurs et de relieurs et le commerce de librairies, manufacturiers et négociants en gros et en détail;

Acheter, louer, vendre, échanger, construire, posséder des ateliers d'imprimerie, en totalité ou en partie, des édifices, terrains, matériel d'imprimerie ou toutes les choses nécessaires pour un atelier d'imprimerie, un journal ou une revue;

Acheter, louer, vendre, échanger, imprimer des journaux, revues, pamphlets, et faire toutes choses qui se rattachent au journalisme, la publicité, l'imprimerie, la reliure, la librairie, la fabrication et le commerce de gros et de détail;

Acquérir par achat, location, échange, don, concession ou autres titre légal, et détenir, posséder et hypothéquer, et aliéner des terrains et édifices de toutes sortes et description, et ériger des bâtiments et constructions sur lesdits immeubles;

Payer pour toutes propriétés mobilières et immobilières, droits, privilèges, commerce ou contrat que cette compagnie peut légalement acquérir, ou pour tous services rendus à la compagnie en actions entièrement ou partiellement libérées, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toute propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, ou les deux, et de tous contrats, droits et concessions achetés ou acquis par la compagnie;

Acheter, acquérir, posséder, détenir, vendre et réémettre des actions, débentures, obligations et autres valeurs de toute corporation ou compagnie et les payer totalement ou partiellement en deniers comptants, ou avec des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, et garantir le paiement du capital, et le service des dividendes et intérêts de telles actions, obligations, débentures ou autres valeurs, et gérer, exploiter, et conduire comme gérants les biens, les franchises, entreprises et commerce de toute corporation dont les actions, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par cette compagnie, pour telle rémunération qui sera jugée convenable et équitable;

S'unir ou se fusionner à toute autre compagnie dont es objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement les propriétés, franchises, entreprises et commerces de toute corporation et en assumer le passif, et les payer en tout ou en partie en deniers comptants ou en

Quebec, at No. 168 Des Commissaires Street, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of January 1925.

C. J. SIMARD,

760 Assistant Provincial Secretary.

"Safety Engineers Publishing Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1925, incorporating: Joseph Armand Charbonneau, clerk, Raoul Raymond, accountant, Jean-Marie Dénéchaud, student, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To publish books, reviews, pamphlets or other publications concerning the ways and means to be adopted to prevent accidents;

To carry on the business of journalists and publicists, printers, book-binders, booksellers, manufacturers and wholesale and retail dealers;

To purchase, lease, sell, exchange, construct, possess printing shops, in whole or in part, buildings, lands, printing accessories or every thing necessary for the printing shop, a neswpaper or a review;

To purchase, lease, sell, exchange, print newspapers, reviews, pamphlets, to do every thing incidental to journalism, advertising, printing, bookbinding, bookselling, manufacturing and wholesale or retail business;

To acquire by purchase, lease, exchange, gift, concession or other legal title and to hold, own and hypothecate and dispose of lands and buildings of every kind and description, and to erect buildings and structures upon the said immovables;

To pay for any movable or immovable property rights, privileges, business or franchises or contracts which the company may lawfully acquire or for any services rendered to the company in fully or partly paid up shares, bonds, debentures, or other securities of the company;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal, movable or immovable property or both and of any contracts, rights, and concessions bought or acquired by the company;

To buy, acquire, possess, hold, sell and re-issue shares, debentures, bonds, and other securities of any corporation or company and to pay for the same wholly or partly in cash or with shares, bonds, debentures and other securities of the company and to guarantee the payment of the principal of and the dividends and interests on such shares, bonds, debentures or other securities and to manage, operate and carry on as manager the property, franchises, undertakings and business of any corporation the shares, bonds, debentures and other securities of which are held by the company, for such remuneration as may be deemed proper and equitable;

To consolidate or amalgamate with any other company the objects of which are altogether or in part similar to those of this company and to acquire by purchase, lease or otherwise the property, franchises, undertakings and business of any corporation and to undertake the liabilities thereof, and to pay for the same in whole or in

actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces ou nature, aucune propriété de la compagnie, y compris les actions, débentures ou valeurs que cette compagnie peut légalement acquérir ou avoir en sa possession, sous le nom de "Safety Engineers Publishing Corporation", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions, de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de janvier 1925.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

763

part, in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To distribute among the shareholders of the company, in specie or kind, any property of the company, including the shares, debentures or securities which the company may lawfully acquire or have in its possession, under the name of "Safety Engineers Publishing Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of January, 1925.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

764

Demande à la Législature

Avis est par le présent donné que la cité de Thetford Mines et le village de Plessisville s'adresseront à la Législature, au cours de sa présente session, pour obtenir la passation d'une loi à l'effet d'amender les Statuts de la Province, et tendant à abolir la division d'enregistrement du comté de Mégantic, pour la remplacer en créant deux divisions d'enregistrement dites Mégantic No. 1 et No. 2.

Daté 10 février, 1925.

L'Agent pour le village de Plessisville,
LOUIS HOUDE.
L'Agent pour la cité de Thetford Mines,
ARTHUR GIROUARD.

853—7-4

Application to the Legislature

Notice is hereby given that the city of Thetford Mines and the village of Plessisville will apply to the Province Parliament and Legislative Assembly, during the present Session, to pass a law for the purpose of amending the Statutes of the Province, to the effect of doing away with the registration division of the county of Megantic and to replace it by the formation of two registration divisions called Megantic No. 1 and Megantic No. 2.

Dated February 10th, 1925.

LOUIS HOUDE,
Agent for the village of Plessisville.
ARTHUR GIROUARD,
Agent for the city of Thetford Mines.

854—7-4

Soumissions

Province de Québec, District de Hull, Ville de Aylmer.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité de la ville de Aylmer, que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour Obligations" seront reçues par le soussigné, en sa dite qualité de secrétaire-trésorier, jusqu'à sept heures de l'après-midi, le vingt-troisième jour de février 1925, pour l'achat de quarante-cinq mille dollars ($45,000) d'obligations de la ville de Aylmer, émises pour la consolidation de la dette flottante de ladite ville de Aylmer, émission autorisée en vertu d'un règlement adopté par le conseil municipal et approuvé par les électeurs propriétaires, conformément à la Loi, et par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Ces obligations, en capital et intérêts, sont payables au bureau du secrétaire-trésorier de la ville de Aylmer, à Aylmer, et porteront intérêt au taux de 5½% par année, payable semi-annuellement le premier mai et le premier novembre de chaque année.

Les obligations, en capital, seront payables le premier novembre 1944 et pourront être émises en découpures convenant à l'acheteur.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant des dites obligations.

Le soumissionnaire devra spécifier si l'offre

Tenders

Province of Quebec, District of Hull, Town of Aylmer.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the municipality of the town of Aylmer, that sealed tenders, endorsed "Tenders for debentures", will be received by the undersigned in his said quality of secretary-treasurer, up to seven o'clock p. m. of the twenty third day of February 1925, for the purchase of forty five thousand dollars ($45,000) debentures of the town of Aylmer, issued for the consolidation of the floating debt of the said town of Aylmer. This issue is authorized in virtue of a By-Law, adopted by the municipal council and approved by the electors proprietors according to Law, and by the Lieutenant-Governor in council.

The principal and interest of these debentures are payable at the office of the secretary-treasurer of the town of Aylmer, at Aylmer, and bear interest at the rate of 5½% per annum, payable semi-annually on the first day of May and of November in each year. The principal of these debentures is payable on the first day of November 1944; denominations to suit buyer.

Each tender shall be accompanied by an accepted check equal to one per cent of the amount of such debentures.

Each tenderer shall specify whether the offer

faite comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur lesdites obligations pour jusqu'à livraison. La municipalité ne s'engage pas à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Le secrétaire-trésorier,
E. MAUBACH.

Aylmer, Qué., le 3 février, 1925.
855

made does or does not include the interest accrued on the said debentures up to the time of delivery. The Municipality does not bind itself to accept the highest or any tender.

E. MAUBACH,
Secretary-Treasurer.

Aylmer, Que., February 3rd, 1925.
856

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 7

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dame Desrochers vs Rodrigue..... 648
" Klaiman vs Alper..... 648
" Korber vs Olesker..... 649
" Leduc vs Nadeau..... 648
" Lustgarten vs Haimovitch..... 649
" Marchand vs St-Onge..... 648

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Dame Parent vs Bardier..... 649

ANNONCEURS:—Avis aux:—..... 613

AVIS DIVERS :—

Fidelity Insurance Co. of Canada..... 649
Grace Dart Home Hospital..... 649
Matthew Moody & Sons, Lt'd..... 651
Price Bros. & Co.. Lt'd..... 651
Quebec Paper Mills, Lt'd..... 650
The Donnacona Paper Co., Lt'd..... 650
Ville de Jonquière..... 650

BUREAU-CHEF :—

Badgley Construction Co. Inc..... 652
J. A. Tessier, Lt'd..... 652
Le Bulletin de la Ferme, ltée..... 652

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:—

La Rose Mines, Lt'd..... 652
The A. W. Chase Co., Lt'd..... 653

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Genest, Frank Devlin..... 645
Natural History Society of Montreal..... 645
St. Maurice Lumber Co..... 645
Succession Chas. Wilson..... 645
Thetford Mines *et al*..... 687

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Nominations..... 676

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Acadia Fire Ins. Co..... 647
Central Insurance Co., Lt'd..... 646
Columbia Insurance Co..... 647
Conférence St-Vincent-de-Paul de St-Hyacinthe-le-Confesseur..... 646
Conférence St-Vincent-de-Paul de Notre-Dame-de-St-Hyacinthe..... 647
London Mutual Fire Ins. Co..... 646
Phœnix Assurance Co. Lt'd of London Eng..... 648

Index of the Quebec Official Gazette, No 7

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dame Desrochers vs Rodrigue..... 648
" Klaiman vs Alper..... 648
" Korber vs Olesker..... 689
" Leduc vs Nadeau..... 648
" Lustgarten vs Haimovitch..... 649
" Marchand vs St Onge..... 648

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Dame Parent vs Bardier..... 649

ADVERTISERS:—Notice to:—..... 613

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Fidelity Insurance Co. of Canada..... 649
Grace Dart Home Hospital..... 649
Matthew Moody & Sons, Lt'd..... 651
Price Bros. & Co., Lt'd..... 651
Quebec Paper Mills, Lt'd..... 650
The Donnacona Paper Co., Lt'd..... 65 0
Town of Jonquière..... 650

CHIEF-OFFICE :—

Badgley Construction Co. Inc..... 652
J. A. Tessier, Lt'd..... 652
Le Bulletin de la Ferme, ltée..... 652

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

La Rose Mines, Lt'd..... 652
The A. W. Chase Co., Lt'd..... 653

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Genest, Frank Devlin..... 645
Natural History Society of Montreal..... 645
St. Maurice Lumber Co..... 645
Estate Chas. Wilson..... 649
Thetford Mines *et al*..... 687

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Appointments..... 676

TREASURY DEPARTMENT :—

Acadia Fire Ins. Co..... 647
Central Insurance Co., Lt'd..... 646
Columbia Insurance Co..... 647
Conférence St-Vincent-de-Paul de St-Hyacinthe-le-Confesseur*fifi*..... 646
Conférence St-Vincent-de-Paul de Notre-Dame-de-St-Hyacinthe..... 647
London Mutual Fire Ins. Co..... 646
Phœnix Assurance Co. Lt'd of London, Eng..... 648

ERRATA :—

Errata *re* avis vente pour taxe Lac Saint-Jean-Ouest..... 653

LETTRES PATENTES :—

American Silks & Woollens, Lt'd..... 614
Bourlamaque Syndicate, Lt'd..... 617
Club Eden, ltée..... 618
Davie Shipbuilding & Repairing Co., Lt'd. 632
Josephson's Korrect Klothes Inc..... 619
La Brique de Scott, ltée..... 621
La Laiterie Frontenac, ltée..... 626
Lasalle Dress Mfg. Co., Lt'd..... 628
L'Echange Mobilier, ltée..... 679
L'Institut de Prophylaxie, ltée..... 629
Miller Knitting Mills, Lt'd..... 642
Montmorency Power Co..... 631
Orange Juice, Lt'd..... 640
Park Bowling Academy, Lt'd..... 635
Quebec Boite, ltée..... 684
Rioux & Pettigrew, ltée..... 636
Safety Engineering Pub. Corp..... 686
Wm. Potts, Lt'd..... 683

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

Strathcona Securities Co., Lt'd..... 644
The Montrose Co., Lt'd..... 644

LIQUIDATION, AVIS DE :—

Sawyerville Co. Operative Society, Lt'd.. 654

PROCLAMATIONS :—

Paroisse Sainte-Lucie..... 677
Vvillage de L'Enfant-Jésus..... 678

SOUMISSIONS :—

Aylmer, ville de—..... 687

VENTES, LOI DE FAILLITE :—

Bélanger, P.-E.-E..... 654
Levêque *et al*..... 655
Morissette, Geo..... 655
Thériault, J.-Ludger..... 654
Touchette vs Dufresne..... 655

VENTE PAR LICITATION :—

Hardy vs Drysdale *et al*..... 656

VENTE POUR TAXES :—

Papineau, Municipalité du comté de—.... 657

VENTES PAR LES SHERIFS :—

ABITIBI :—

Desaulniers vs Perron *et al*..... 658
Galichamp vs Ayotte..... 657
The Goodyear Tire & Rubber Co., Lt'd vs Lamarche..... 658

ARTHABASKA :—

Caisse populaire de Warwick vs Raiche.. 658
Plourde vs Houle..... 659
Roberge vs Bibeau..... 659

ERRATA :—

Errata *re* notice sale for taxes Lake Saint John West..... 653

LETTERS PATENT :—

American Silks & Woollens, Lt'd..... 614
Bourlamaque Syndicate, Lt'd..... 617
Club Eden, ltée..... 618
Davie Shipbuilding & Repairing Co., t'd.. 632
Josephson's Korrect Klothes Inc..... 619
La Brique de Scott, ltée..... 621
La Laiterie Frontenac, ltée..... 626
Lasalle Dress Mfg. Co., Lt'd..... 628
Furniture Exchange, Lt'd..... 679
The Institute of Prophylaxy, Lt'd..... 629
Miller Knitting Mills, Lt'd..... 642
Montmorency Power Co..... 631
Orange Juice, Lt'd..... 640
Park Bowling Academy, Lt'd..... 635
Quebec Boite, ltée..... 684
Rioux & Pettigrew, ltée..... 636
Safety Engineering Pub. Corp..... 686
Wm. Potts, Lt'd..... 683

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

Strathcona Securities Co., Lt'd..... 644
The Montrose Co., Lt'd..... 644

WINDING UP NOTICE :—

Sawyerville Co. Operative Society, Lt'd.. 654

PROCLAMATIONS :—

Parish Sainte-Lucie..... 677
Village of L'Enfant-Jésus..... 678

TENDERS :—

Aylmer, town of..... 687

SALE BANKRUPTCY ACT —

Bélanger, P.-E.-E..... 654
Levêque *et al*..... 655
Morissette, Geo..... 655
Thériault, J.-Ludger..... 654
Touchette vs Dufresne..... 655

SALE BY LICITATION :—

Hardy vs Drysdale *et al*..... 656

SALE FOR TAXES :—

Papineau, Municipality county of—..... 657

SHERIFF'S SALES :—

ABITIBI :—

Desaulniers vs Perron *et al*..... 658
Galichamp vs Ayotte..... 657
The Goodyear Tire & Rubber Co., Lt'd., vs Lamarche..... 658

ARTHABASKA :—

Caisse populaire of Warwick vs Raiche.. 658
Plourde vs Houle..... 659
Roberge vs Bibeau..... 659

BEAUCE :—

Fortin vs Giroux..... 660
Paquet vs Burns..... 659

CHICOUTIMI :—

Le Prêt Hypothécaire vs Bouliane..... 660
Tremblay vs Larouche..... 660

GASPÉ :—

Quebec Preserving, Lt'd vs Moreau..... 661

KAMOURASKA :—

Langlais vs Morissette..... 661
Theberge vs Caron..... 662

MONTMAGNY :—

La Cie de Laiterie vs Bélanger..... 662
Rodrigue vs Rodrigue..... 693

MONTRÉAL :—

Boudrias vs Western Realty Co..... 664
Cité de Lachine vs Boulay..... 666
Compagnie Canadienne des Cours par Correspondance vs Damphousse..... 665
Kirschberg *et al* vs Cohen..... 666
Perron *et al* vs Bastien..... 665
Riendeau *et al* vs Séguin..... 664
Wegler vs Dame Hyams..... 663

NICOLET :—

Dargis vs Rochette..... 667
Lavoie vs Proulx..... 667
Thibodeau *et al* vs Proulx..... 668

QUÉBEC :—

Bonbons Candiac (Canada), Lt'd vs Gagnon..... 668
Sim vs Paquet *et al*..... 668

ROBERVAL :—

Cie Equitable Ass. Mutuelle vs Fortin.... 669
Martel vs Langevin..... 669

SAINT-FRANCOIS :—

Hudon vs héritiers M. Prince..... 672
Paquin vs Godin *et al*..... 673
Sherbrooke Railway & Power Co. vs Fletcher Corporation..... 670

SAINT-HYACINTHE :—

Albert vs Dussault..... 675
B. Trudel & Cie vs Barré..... 674
Pothier vs Landry..... 674

TROIS-RIVIÈRES :—

Banque d'Hochelaga vs Cloutier *et al*.... 675
Lacroix vs Rocheleau *et al*..... 676

BEAUCE :—

Fortin vs Giroux..... 660
Paquet vs Burns..... 659

CHICOUTIMI :—

Le Prêt Hypothécaire vs Bouliane..... 660
Tremblay vs Larouche..... 660

GASPÉ :—

Quebec Preserving, Lt'd vs Moreau..... 661

KAMOURASKA :—

Langlais vs Morissette..... 661
Theberge vs Caron..... 662

MONTMAGNY :—

La Cie de Laiterie vs Bélanger..... 662
Rodrigue vs Rodrigue..... 663

MONTREAL :—

Boudrias vs WeMternRealty Co..... 664
City of Lachine vs Boulay..... 666
Compagnie Canadienne des Cours par Correspondance vs Damphousse..... 665
Kirschberg *et al* vs Cohen..... 666
Perron *et al* vs Bastien..... 665
Riendeau *et al* vs Séguin..... 664
Wegler vs Dame Hyams..... 663

NICOLET :—

Dargis vs Rochette..... 667
Lavoie vs Proulx..... 667
Thibodeau *et al* vs Proulx..... 668

QUEBEC :—

Bonbons Candiac (Canada), Lt'd vs Gagnon..... 668
Sim vs Paquet *et al*..... 668

ROBERVAL :—

Cie Equitable Ass. Mutuelle vs Fortin.... 669
Martel vs Langevin..... 669

SAINT FRANCIS :—

Hudon vs heirs M. Prince..... 672
Paquin vs Godin *et al*..... 673
Sherbrooke Railway & Power Co. vs Fletcher Corporation..... 670

SAINT-HYACINTHE :—

Albert vs Dussault..... 675
B. Trudel & Cie vs Barré..... 674
Pothier vs Landry..... 674

THREE RIVERS :—

Bank of Hochelaga vs Cloutier *et al*..... 675
Lacroix vs Rocheleau *et al*..... 676

QUÉBEC:—Imprimé par LS-A. PROULX, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC:—Printed by LS-A. PROULX, printer to His Most Excellent Majesty the King.